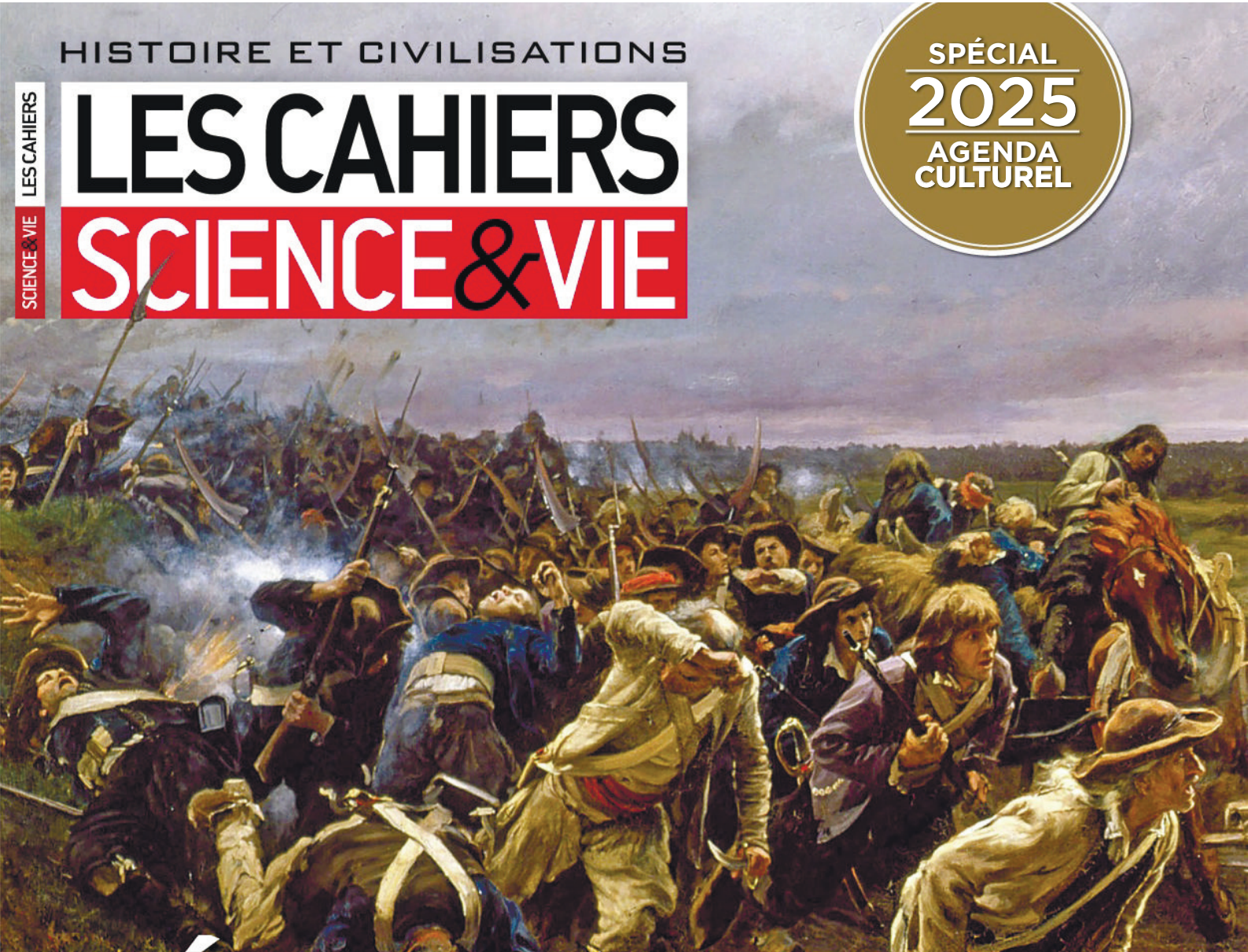
HISTOIRE ET CIVILISATIONS

LES CAHIERS SCIENCE&VIE

SCIENCE&VIE LES CAHIERS

SPÉCIAL 2025 AGENDA CULTUREL



RÉVOLTES PAYSANNES

DE LA FÉODALITÉ À LA TECHNOCRATIE, LA LUTTE CONTINUE

L'ACTU FACE AU PASSÉ



Femmes afghanes

Aux origines d'une discrimination séculaire

REWORLD MEDIA

N° 221 MARS-AVRIL 2025
BEL : 8,70€ - ESP : 8,70€ - GR : 8,80€ - DOM S : 8,80€
ITA : 8,80€ LUX : 8,70€ - PORT CONT : 8,70€
CAN : 12,95$CAN - MAR : 94 DH TOM S : 1050 CFP
TOM A : 1750 CFP - CH : 11,50 FS - TUN : 29 DTU

L 15516 - 221 H - F: 7,90 € - RD

JOURNÉE SPÉCIALE INVENTEURS

SCIENCE&VIE

Science & Vie vous donne rendez-vous pour découvrir les inventions des jeunes qui ont participé au **concours Innovez de Science & Vie Junior** ainsi que celles des startups qui ont intégré **l'Incubateur Science & Vie**.

Venez en famille

Entrée gratuite !



AU PROGRAMME

Dimanche
2 MARS
au musée des Arts et Métiers, à Paris, de 10 h à 17 h
ENTRÉE GRATUITE

Programme sur le site du musée

TOUTE LA JOURNÉE

> ANIMATIONS & ATELIERS

- **Pour les 3-6 ans et 7-12 ans : retrouvez les Savants Fous pour des ateliers de manipulation robotique** et repartez avec votre propre machine fabriquée sur place !
- **Pour les ados : bienvenue au Fab Lab de l'école ESIEA !** Imprimante 3D, pilotage de robot en vue embarquée, atelier de programmation, manipulation de machine de prototypage rapide...

> EXPOSITION DES INVENTIONS
et échanges avec leurs inventeurs

LES MOMENTS FORTS

11 h **La course du futur avec nos lauréats Innovez 2024** encadrés par l'école ESIEA

14 h 15 **Le pitch contest** pour intégrer la 2e promotion de l'Incubateur Science & Vie

15 h 30 **La remise des Trophées Innovez,** le concours des jeunes inventeurs de l'année + le prix spécial **Innove pour la planète**

Un événement

SCIENCE&VIE JUNIOR — SCIENCE&VIE

Avec la participation de : Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche — et en partenariat avec pépite — République Française — inpi — esiea — 50 Partners — Les Numériques — Silicon.fr — CESI École d'ingénieurs — musée des arts et métiers le cnam

ÉDITO

LE GRAND EFFACEMENT



Va-t-il falloir un jour se résigner à remiser le paysan français dans une armoire du Muséum d'Histoire naturelle, coincé avec fourche et sabot – cliché oblige – entre le dodo parti trop tôt et le bouquetin des Pyrénées, à sabots lui aussi ? On souhaite bien que non, mais force est de constater que des 10 millions de paysans d'après-guerre, il n'en reste aujourd'hui que 400 000 et que les perspectives ne sont guère joyeuses. Vaut mieux être un panda par les temps qui courent… Les nounours blancs à coquards ayant l'adhésion des « Soulèvements de la Terre » et autres WWF, quant à eux ! Et les paysans n'ont pourtant pas manqué de se battre tout au long de leur histoire. Contre les Romains, d'abord, lors des Bagaudes, qui ont assuré aux Gaulois une réputation de fortes têtes. Contre les seigneurs et un système féodal où servage, taille et gabelle rythmaient leur existence de labeur aussi sûrement que le défilement des saisons. N'oublions pas l'Ancien Régime qui les rangeait dans le tiers état, avant les nouveaux régimes, les Mercosur et autres libres marchés technocratiques, pas forcément plus amènes à leur encontre.

La France, pourtant si fière d'avoir été longtemps qualifiée de « terre de paysans », aurait-elle perdu la reconnaissance du ventre pour la main calleuse qui l'a nourrie durant des siècles, et oublié qu'elle lui doit aussi ses paysages, ses terroirs, sa gastronomie ? C'est sans doute pour se rappeler à son bon souvenir que les panneaux de signalisation d'entrée et de sortie de villes, bourgs et villages se sont, mois après mois, renversés, pour dire le malaise et l'incompréhension d'un monde rural, convaincu désormais d'évoluer dans une société qui marche sur la tête. Et c'est pas le plus pratique pour faire pousser des poireaux.

Philippe Bourbeillon

CRÉDIT COUVERTURE : MUSÉE D'HISTOIRE ET DES GUERRES DE VENDÉE CHOLET / AURIMAGES - EMILIO MORENATTI / AP / SIPA - AKG-IMAGES / PICTURES FROM HISTORY
CRÉDIT ÉDITO : BRITISH LIBRARY / AURIMAGES

SOMMAIRE//N°221

FÉVRIER - MARS 2025

L'ACTU FACE AU PASSÉ

// PAGES 06 À 23

FEMMES AFGHANES

06 Afghanistan : les femmes effacées

08 Une discrimination séculaire

16 Au nom des femmes

23 Du viol au mariage forcé



AKG-IMAGES / PICTURES FROM HISTORY

LE DOSSIER

// PAGES 24 À 81

RÉVOLTES PAYSANNES

26 De quoi « paysan » est-il le nom ?

28 Les cent visages du paysan littéraire

30 Priscus, esclave dans une villa de la Province narbonnaise

32 Les Bagaudes, ces gaulois qui défièrent l'Empire Romain

36 Les affres de la féodalité

40 Constant, manant du domaine seigneurial de Montrebois en Île-de-France

42 Les Pastoureaux menacent l'ordre féodal

46 Les Jacques entrent dans la postérité

52 L'armée de métier pour répondre à la grogne rurale

56 Antoine, laboureur à Sombernon, près de Dijon

58 Jeannot, journalier à Cressanges, vers Moulins

60 Les campagnes font leur révolution

64 Armand, métayer à Beleymas dans le Périgord

66 « Les Gueux de la vigne » se révoltent

70 En voie de disparition ?

74 Le Larzac, une paysannerie expérimentale

76 Entretien avec l'historien Édouard Lynch



CULTURE

82 UN ŒIL DANS LE RÉTRO
Martin Luther King marche pour le droit de vote

84 ARCHÉOPOP
Alcatraz, un mythe en 3D

88 AGENDA CULTUREL 2025
Cléopâtre, Mamlouks, Matisse…

92 AU CŒUR DES EXPOS
Aux sources des brigades de la police judiciaire

94 Et aussi…
En piste ! / Du Raï !

95 Bandes dessinées

96 Les bonnes lectures

RECEVEZ LES CAHIERS DE SCIENCE & VIE CHEZ VOUS.
Votre bulletin d'abonnement se trouve en page 95.
Vous pouvez aussi vous abonner par téléphone au 01 46 48 47 87 ou par Internet sur www.kiosquemag.com.

INFORMATIONS AUX ABONNÉSEN PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE
Le prélèvement automatique de votre abonnement aux *Cahiers de Science & Vie*, auparavant effectué par Mondadori Magazines France, sera désormais directement prélevé par Reworld Media Magazines, nouveau nom de la société éditrice des *Cahiers de Science & Vie*.
En cas de question sur votre abonnement, notre service client est à votre disposition au 01 46 48 47 87 du lundi au samedi de 8 h à 20 h, ou par mail sur : www.serviceabomag.fr

COLLECTION DAGLI ORTI / BIBLIOTHÈQUE NATIONALE PARIS / EILEEN TWEEDY / AURIMAGES

L'ACTU FACE AU PASSÉ

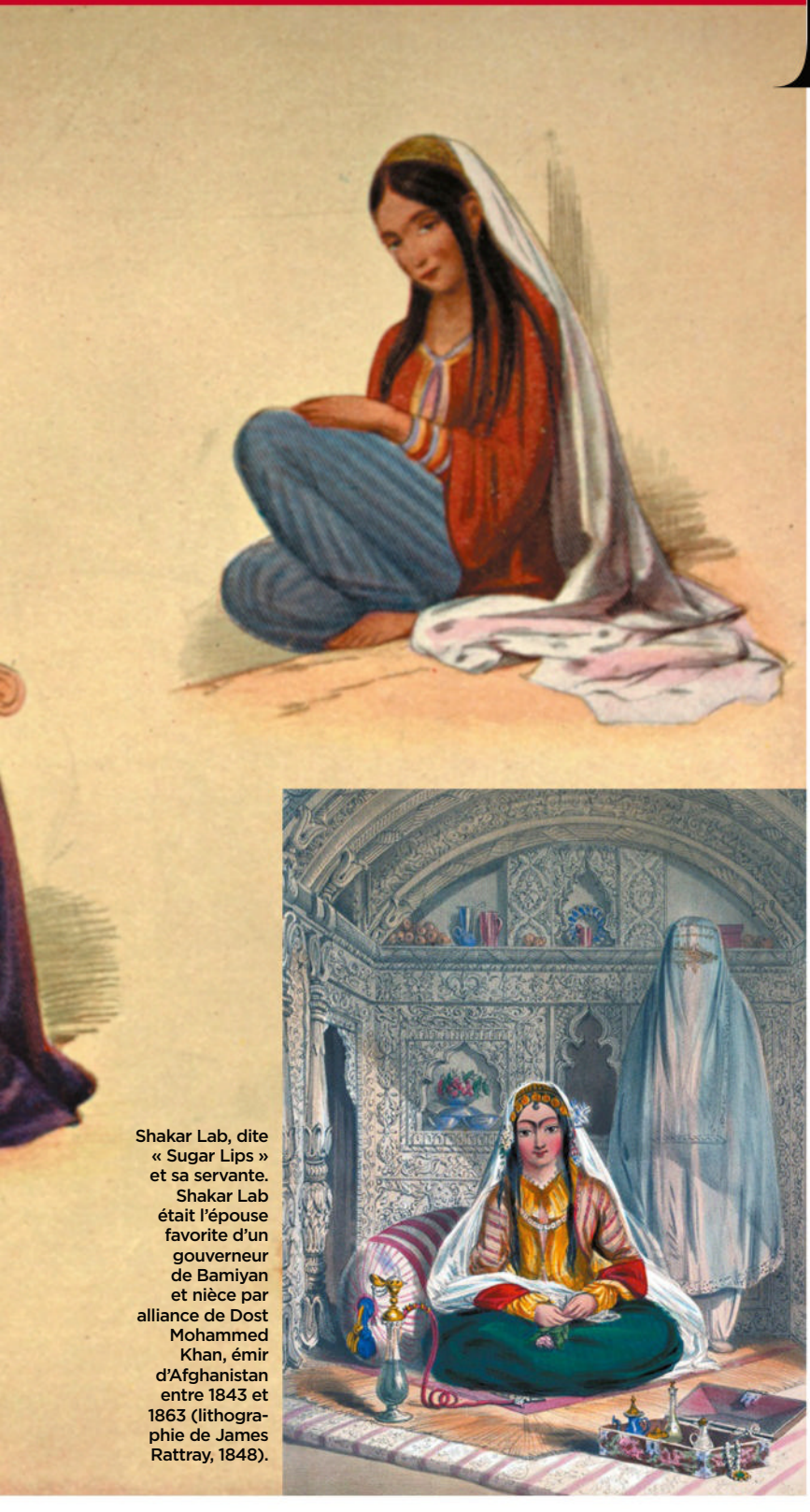
AFGHANISTAN : LES FEM



Portraits d'habitants de Kaboul dans les années 1840 : une femme enfilant un *tchadri* avant de sortir (en haut à gauche), un « Sirdar afghan » (terme désignant un prince, un noble ou un chef tribal, au centre), ou encore une femme confinée chez elle (en bas), tirés de *The Life and Deeds of Earl Roberts, Vol. III,* par J. Maclaren Cobban, 1901.

HERITAGE IMAGES / THE PRINT COLLECTOR / AKG-IMAGES

MES EFFACÉES



Shakar Lab, dite « Sugar Lips » et sa servante. Shakar Lab était l'épouse favorite d'un gouverneur de Bamiyan et nièce par alliance de Dost Mohammed Khan, émir d'Afghanistan entre 1843 et 1863 (lithographie de James Rattray, 1848).

AKG-IMAGES / PICTURES FROM HISTORY

Depuis le 4 octobre 2024, les Afghanes peuvent prétendre au statut de réfugiées au sein de l'Union européenne, uniquement sur la base de leur sexe et de leur nationalité. Avec le retour au pouvoir des Talibans, à l'été 2021, les mesures discriminatoires à leur égard se sont en effet multipliées jusqu'à *« dénier, de manière flagrante, les droits fondamentaux liés à la dignité humaine »* estime la Cour de justice européenne. Après avoir espéré un changement de politique depuis le précédent règne des Talibans (1996-2001), les Nations Unies jugent aujourd'hui que ces derniers ont instauré un « apartheid genré » en appliquant strictement la charia. Privées de scolarisation à partir de 12 ans, d'université et d'emploi dans des ONG ou les organisations internationales, les filles et les femmes n'ont plus accès aux parcs, salles de sport, bains publics et salons de beauté, sont contraintes de porter un voile intégral, de sortir dans l'espace public accompagnées d'un chaperon. Tout récemment, elles ont aussi été sommées de s'abstenir de chanter ou déclamer de la poésie hors de chez elles… Et c'est sans évoquer les violences sexuelles et le mariage forcé, assimilable à une forme d'esclavage. Mais ont-elles été jamais libres ? Dans ce pays traditionnellement patriarcal, les femmes sont les garantes de l'honneur familial et se doivent d'obéir aux normes prescrites par les hommes. Durant les années 1920, l'émir Amanullah tenta de moderniser le pays, promouvant l'éducation des filles, interdisant les mariages précoces, encourageant l'abandon du voile. Ces réformes, qui ne concernaient qu'une élite kaboulienne, offusquèrent la société rurale, entraînant sa révolte et l'abdication du roi. Ses successeurs se heurteront à la même opposition. La Constitution de 1964 accorda aux femmes des droits, dont celui d'être éligibles, de suivre des études ou de travailler dans la sphère publique. Ce qui raviva les tensions entre « progressistes » et « conservateurs ». Dans les années 1970, les réformes radicales et l'athéisme affirmé du régime communiste renforcèrent encore cette opposition. L'invasion soviétique de 1979 plaça les femmes au cœur des enjeux : pour les communistes, il s'agissait de les libérer d'un patriarcat féodal, pour les islamistes, de les protéger des envahisseurs. Après l'intervention des États-Unis et des forces occidentales, en 2001, les citadines renouèrent avec certaines libertés, mais restaient sous la surveillance de la société afghane. Aujourd'hui, dans un pays privé d'aide au développement, où plus de la moitié de la population souffre d'insécurité alimentaire, les femmes et leurs filles sont les plus affectées, d'autant que les restrictions talibanes ont entravé leur accès aux soins. Plus que jamais, elles ont besoin de solidarité internationale.

A. L-B et F.L.

UNE DISCRIMINATION

À partir du XIXe siècle, la condition de la femme afghane oscille entre la volonté d'émancipation de la part de monarques progressistes, issus de l'élite urbaine, et le rigorisme coutumier et religieux des campagnes qui en font des êtres de second rang. Comme une sorte de balancier historique encore et toujours en mouvement…

1747 - 1979



AKG-IMAGES / PICTURES FROM HISTORY

L'histoire de l'Afghanistan s'est d'abord écrite sans les femmes ou du moins en les oubliant. Emprisonnées dans le carcan de sociétés patriarcales extrêmement conservatrices, elles émergent peu en tant qu'individus, se fondant dans la tribu, le clan, la famille, toujours dans l'ombre des hommes. Jusqu'au milieu du XVIIIe siècle, le pays n'existe pas en tant que tel. Il est constitué d'une mosaïque de petits potentats soumis à deux puissants voisins, l'Empire safavide d'Iran à l'Ouest et l'Inde des Grands Moghols à l'Est. *« Mais avec le détournement de la Route de la Soie, la voie commerciale qui traversait l'Asie continentale, ces grands empires vont finir par s'effondrer et c'est sur leurs ruines que le premier royaume afghan est fondé en 1747 »*, explique l'historien Michael Barry, spécialiste de l'Afghanistan. Le jeune chef Ahmad Khan, de la tribu pachtoune des Durrani, rassemble alors les autres tribus de son ethnie dans une confédération dont il se proclame shah (« roi »), avant de conquérir un vaste empire allant de la mer d'Arabie jusqu'au-delà de la rive orientale de l'Indus.

SÉCULAIRE

Dans les hauteurs du sud-est afghan, ces femmes Ghilzai incarnent la condition féminine au sein de la société patriarcale pachtoune du milieu du XIXe siècle. Deuxième grande confédération tribale après les Durrani, les Ghilzai s'étendent principalement entre Kandahar et Kaboul, jusqu'aux monts Sulaiman, au Pakistan (lithographie de James Rattray, vers 1840).





« Sauvez-moi de mes amis ! » Le prince Sher Ali d'Afghanistan tente de se positionner entre l'ours russe et le lion britannique, chacun se surveillant avec méfiance (illustration anglaise de Sir John Tenniel, 1878, juste après le déclenchement de la seconde guerre anglo-afghane).

Dans cette confédération, les femmes sont des êtres de second rang. À l'exception de quelques-unes, membres de l'aristocratie gouvernante, qui bénéficient d'une certaine liberté d'action, la plupart sont reléguées à la sphère privée, réduites à leur rôle subalterne d'épouses et de reproductrices, voire de marchandises susceptibles d'être vendues ou échangées. En vertu des règles coutumières, elles n'ont droit ni aux héritages ni de choisir leur époux. Quant aux veuves, elles sont dans l'obligation de se remarier avec un parent proche du mari. Une protestation ou un refus suffisent souvent à les condamner à mort. Il leur faudra attendre l'émergence d'un véritable pouvoir central au XIX[e] siècle et la volonté de quelques monarques « progressistes » pour gagner en visibilité et en droits, ou au contraire les reperdre sous la pression des plus conservateurs, dans une sorte de balancier historique qui ne cessera de se répéter.



Abdur Rahman Khan (v. 1840-1901), dit « l'émir de fer », au pouvoir de 1880 à sa mort.

« À la mort d'Ahmad Khan Shah, en 1772, les chefferies pachtounes rivales vont s'entredéchirer tant et si bien qu'en 1809, le royaume éclate en trois unités indépendantes : Herat, Kandahar et Kaboul. Mais alors que l'Afghanistan est sur le point de disparaître, les Anglais vont l'occuper à deux reprises, lors des deux guerres anglo-afghanes, entre 1838 et 1842, puis entre 1878 et 1880 », poursuit l'historien. Car le pays est alors une pièce majeure du « Grand Jeu » opposant la Russie, désireuse d'accéder à l'océan Indien et au commerce mondial, et l'Empire britannique des Indes, qui voit ces velléités expansionnistes d'un mauvais œil. *« Or ces deux guerres, qui se terminent par le retrait des forces militaires britanniques, métamorphosent ce pays qui s'effondrait de lui-même en une résistance à la fois religieuse et nationale contre l'occupant, forgeant ainsi le véritable État afghan »*, insiste Michael Barry. C'est dans ce contexte qu'Abdur Rahman Khan (« l'émir de fer ») arrive

THE GRAINGER COLLECTION NY / AURIMAGES - AKG-IMAGES / INTERFOTO / SAMMLUNG RAUCH



Épouse du roi Amanullah, la reine Soraya (1899-1968) marque les esprits lors de sa visite à Londres en mars 1928. Admirée pour son élégance, elle fait sensation en Europe autant qu'en Asie en apparaissant dévoilée.

au pouvoir en 1880. Contraint d'accepter une ambassade permanente britannique et le contrôle de ses relations diplomatiques, il reste toutefois libre de mener la politique intérieure de son choix. Il va ainsi tenter de construire par la force, et en jouant sur l'islam, un État central fort. Influencé par son épouse Bibi Halimeh, il modifie également certaines règles coutumières préjudiciables aux femmes. Les filles pubères peuvent ainsi refuser d'honorer la promesse de mariage faite par leurs pères pendant leur enfance, les épouses divorcer dans certaines circonstances (en cas de maltraitance notamment) et hériter des biens de leur père et mari. Et les veuves ne sont plus obligées de se marier avec le plus proche parent de leur mari décédé. Mais ces réformes bénéficient essentiellement à l'élite aristocratique urbaine. Dans les zones rurales, l'ingérence de l'État dans les affaires matrimoniales est mal acceptée par les oulémas et les chefs tribaux qui craignent de perdre leur autorité traditionnelle. Après la mort d'Abdur Rahman Khan, en 1901, ses successeurs n'auront pas la même détermination. Et il faut attendre 1919 et le règne d'Amanullah Khan pour que l'émancipation des femmes devienne une priorité.

AMANULLAH ET SORAYA

Impatient de se débarrasser de la tutelle britannique, le jeune émir commence par envoyer ses troupes en Inde. La Grande-Bretagne, affaiblie par la Première Guerre mondiale, n'a plus ni les hommes ni le matériel suffisant pour se battre, et accepte un armistice par lequel elle reconnaît l'entière souveraineté diplomatique du royaume afghan. *« Et qui est immédiatement soutenue par Lénine… »*, pointe Michael Barry. Progressiste dans l'âme, Amanullah accorde d'emblée le droit de vote aux femmes, un an avant que les Américaines blanches ne l'obtiennent ! En 1921, la première école pour filles voit le jour à Kaboul. Deux ans plus tard, une Constitution est promulguée qui pose les

La force de la poésie

Réduites à des silhouettes sans visage et sans voix, les Afghanes ont une arme de résistance : le *landay* (« Petit serpent venimeux » en pachto), une poésie composée de deux vers de 9 et 13 syllabes. Récitée ou chantée, drôle ou triste, elliptique ou explicite, souvent sarcastique et irrévérencieuse, elle permet aux femmes d'évoquer en toute liberté leurs chagrins, désirs et colères, leur quotidien (« *Quand des sœurs s'assoient ensemble, elles font toujours l'éloge de leurs frères/Quand des frères s'assoient ensemble, ils vendent leurs sœurs à d'autres* »), l'amour (« *Donne ta main mon amour et partons dans les champs/Pour nous aimer ou tomber ensemble sous les coups de couteau* »), le sexe (« *Faire l'amour à un vieillard, c'est comme baiser un épi de maïs ratatiné et noir de moisissure* »), la guerre, la mort… Issus de la culture traditionnelle pachtoune, les *landay* se transmettent oralement et anonymement de génération en génération, se modifiant à l'infini, s'adaptant à tous les contextes. Autant de cris du cœur des femmes et d'actes de résistance contre le silence que la société leur impose.

MEMENTO IMAGES / AURIMAGES



Zaher Shah, roi d'Afghanistan, et son épouse, Homeira, séjournent à Munich du 10 au 14 août 1963.

KEYSTONE PICTURES USA / AURIMAGES

fondations d'un État-nation moderne. S'inspirant du Turc Mustafa Kemal Atatürk, le monarque va lancer, avec son épouse Soraya, fille de l'intellectuel progressiste Mahmoud Tarzi, une série de réformes laïques et libérales destinées à moderniser le pays et améliorer la situation des femmes : libre choix du mari, divorce autorisé, flagellation et lapidation abolies, mariage des enfants interdit et surtout accès à l'éducation… En 1926, à l'occasion du 7e anniversaire de l'indépendance de l'Afghanistan, Soraya déclare dans un discours mémorable que l'indépendance appartient à tous. *« Êtes-vous vraiment convaincus que notre nation n'a besoin que d'hommes pour la servir ? Les femmes doivent, elles aussi, assumer leur rôle comme dans les toutes premières années de notre nation et de l'islam… Nous devons tous essayer de nous instruire autant que possible. »* L'année suivante, elle fonde avec sa mère le premier magazine féminin d'information, *Ershad-I-Niswan* (« Orientation pour les femmes ») tandis que divers mouvements pour les droits des femmes sont fondés.

SCHIZOPHRÉNIE CULTURELLE

Mais seule une minorité profite de ces avancées. Comme le souligne Michael Barry, *« l'Afghanistan vit alors une schizophrénie culturelle permanente. La caste aristocratique au pouvoir à Kaboul s'est persuadée, comme les gens de la même génération à Téhéran ou à Ankara, que la seule façon d'arracher le pays à son sous-développement et de défendre son indépendance vis-à-vis des puissances voisines est de le moderniser sur un modèle européen. Mais ce choix va creuser un peu plus le fossé entre cette élite urbaine, pour qui l'émancipation féminine est l'un des gages de la modernité, et un monde rural, conservateur et essentiellement tribal, toujours plus indigné des progrès de cette émancipation »*. En 1928, la situation devient ingérable. De retour d'une longue tournée à travers les capitales européennes, le couple royal décide en effet d'accélérer les réformes, proposant entre autres choses d'interdire le port du voile (la reine elle-même l'a abandonné), de réglementer la polygamie et d'augmenter l'âge minimum au mariage pour les filles. Autant de mesures qui contreviennent à la charia, la loi islamique révélée dans le Coran, ainsi qu'au système patriarcal tribal, et qui hérissent les oulémas comme les chefs tribaux. La diffusion de photos de la reine prises lors de son périple en Europe, dévoilée et jambes nues, dînant avec des hommes étrangers, ne fait qu'envenimer davantage les relations avec la frange conservatrice

Mosaïque humaine

Pachtounes, Tadjiks, Ouzbeks, Hazaras, mais aussi, bien que moins représentés, Turkmènes, Kirghizes, Baloutches, Nouristanis, Aïmaks ou encore Kazakhs… Une dizaine d'ethnies, divisées elles-mêmes en une multitude de tribus, de clans et de sous-clans, peuplent l'Afghanistan. À l'exception des Hazaras, essentiellement chiites, la majorité de ces groupes pratiquent un islam sunnite. Plus de trente dialectes différents sont parlés sur le territoire, mais deux langues sont officielles depuis la Constitution de 1931 : le dari (appellation locale du persan) et le pachto (la langue principale des Pachtounes, l'ethnie majoritaire).



Cette consultation administrative à Charikar, capitale de la province de Parwan (ouest de l'Afghanistan), dans les années 60, illustre la séparation stricte des rôles dans une société traditionnelle afghane où les femmes sont tenues à l'écart des hommes et du débat public.



École des infirmières et sages-femmes de l'hôpital « Zoichga » à Kaboul en 1972.

AKG-IMAGES / PAUL ALMASY - LAURENCE BRUN / GAMMA RAPHO

de la société. Amanullah n'est à leurs yeux qu'un antireligieux manipulé par les étrangers. Il tente bien d'apaiser les esprits en faisant fermer les écoles laïques et en abrogeant les lois sur la famille interdisant la polygamie et accordant aux femmes le droit au divorce. Mais il est trop tard. L'Afghanistan plonge dans le chaos. Le 17 janvier 1929, le roi abdique et s'exile à Rome. La plupart de ses réformes sont abandonnées.

Ce sont Zaher Shah, qui arrive au pouvoir en 1933, et son cousin et Premier ministre Mohammad Daoud, qui vont relancer grâce à l'aide des Soviétiques le processus d'émancipation des femmes, par l'éducation notamment. *« En multipliant les écoles élémentaires puis les lycées pour filles dans les chefs-lieux de province, ils espèrent que celles vivant hors de Kaboul seront peu à peu autorisées à étudier. À la fin des années 1950, le mouvement commence effectivement à faire tache d'huile dans la plupart des grandes villes, sauf à Kandahar, le fief des Pachtounes, les plus conservateurs »*, indique Michael Barry. *« Surtout, l'émancipation des femmes fera un pas de géant en 1959 avec l'autorisation de quitter le voile intégral. La mesure ne concerne au départ que les femmes des ministres, généraux et autres hauts fonctionnaires conviées aux réceptions officielles. Et bien sûr les jeunes filles scolarisées. Là encore, les dirigeants comptent sur l'effet tache d'huile. »* En octobre 1964, une nouvelle étape est franchie avec la seconde Constitution qui instaure une démocratie parlementaire et accorde aux femmes le droit d'être élues. Dès l'année suivante, une ministre de la Santé est nommée, tandis que quatre autres sont élues au Parlement et deux au Sénat. L'Organisation démocratique des femmes afghanes (DOAW) voit aussi le jour ainsi que d'autres associations destinées à développer leur conscience sociale et politique et aider à l'application des réformes. Peu à peu, celles qui sont éduquées obtiennent des postes dans l'administration, le domaine de la santé, l'enseignement, les compagnies aériennes ou les usines gouvernementales. Des statistiques réalisées dans les années 1960 montrent qu'environ 8 % des femmes ont alors un revenu. Mais là encore, seule une élite urbaine est concernée. Car l'État ne parvient pas à pénétrer véritablement l'univers rural. *« Si bien que durant toutes ces années, la schizophrénie culturelle afghane ne fait que croître »*, note Michael Barry. Tout comme la grogne… Fin 1969 et début 1970, les oulémas manifestent massivement à Kaboul contre les réformes et l'occidentalisation du pays. Et la sécheresse persistante des années à venir et l'affreuse famine qui s'ensuit vont fragiliser un peu plus la royauté.

GOUVERNEMENT COMMUNISTE

En juillet 1973, l'ancien Premier ministre Mohammad Daoud profite de l'absence de Zaher Shah, en visite à Rome, pour organiser un coup d'État avec le soutien d'officiers communistes prosoviétiques. Il met fin à la monarchie et la remplace par la République d'Afghanistan dont il devient à la fois président, Premier ministre, ministre de la Défense et ministre des Affaires étrangères. Des communistes font leur entrée au gouvernement. L'objectif est d'étendre le plus possible le contrôle central, y compris dans les zones rurales et de mettre sur pied un État laïque. Daoud décrète l'égalité de tous les Afghans devant la loi, la généralisation de l'éducation populaire des filles comme des garçons, l'abolition du prix de la mariée, l'augmentation de l'âge du mariage (16 ans pour les filles, 18 ans pour les garçons), etc. Mais ses velléités de changement s'enlisent rapidement. Car l'autoritaire général ne supporte pas la contradiction. Dès 1974, la cohabitation avec les ministres communistes bat de l'aile. Quelques mois plus tard, un coup d'État raté fomenté par l'administration islamique du président pakistanais Ali Bhutto entraine une sévère répression contre tous les ennemis politiques, en tête desquels figurent les fondamentalistes islamiques qui pour beaucoup fuient au Pakistan, et les communistes. La plupart des partis politiques d'opposition finissent par disparaître à l'exception du Parti démocratique populaire d'Afghanistan (PDPA). Ce mouvement radical marxiste-léniniste fondé en 1965 va bénéficier du mécontentement croissant de la population face à la violence du régime de Daoud. *« L'écart toujours plus grand entre l'élite urbaine et la majorité rurale aboutit à pousser de plus en plus la première vers les formes de laïcisation les plus extrêmes et le marxisme-léninisme le plus outrancier, et la seconde vers un conservatisme social absolu. Toutes les fissures afghanes, cette schizophrénie béante, cet extrémisme croissant de part et d'autre vont amener les communistes au pouvoir »*, analyse Michael Barry. Dédaignée par Daoud, l'URSS offre en effet un soutien militaire et financier au PDPA qui ourdit sa revanche. L'occasion se présente dès le printemps 1978. Le 17 avril, un membre éminent de ce parti est assassiné en pleine rue. Le gouvernement est immédiatement soupçonné. Deux jours plus tard, une manifestation des communistes se solde par une rafle policière. Le 27 avril, Daoud et 18 membres de sa famille sont

L'ÉMANCIPATION DES FEMMES FERA UN PAS DE GÉANT EN 1959 AVEC L'AUTORISATION DE QUITTER LE VOILE INTÉGRAL

À LIRE

Le Royaume de l'insolence, l'Afghanistan 1504-2011, Michael Barry, Flammarion, 2002.

Le cri des femmes afghanes, Leili Anvar, Éd. Bruno Doucey, 2022.



Des femmes en *tchadri* croisent une femme en mini-jupe dans un quartier de Kaboul, en 1972.

assassinés lors d'un coup d'État fomenté par le PDPA. Nour Mohammad Taraki, l'un des leaders, s'installe au pouvoir et met en place la République démocratique d'Afghanistan.

S'ouvre alors une nouvelle période chaotique, marquée par des troubles presque incessants. Le Parti, déchiré par des dissensions internes, engrange les réformes radicales et brutales (alphabétisation forcée des femmes et des hommes ainsi qu'éducation mixte, réduction du montant de la dot et du douaire, redistribution des terres, etc.) qui, avec l'athéisme affirmé des dirigeants, heurtent de plein fouet les valeurs traditionnelles et les mentalités afghanes, réveillant une nouvelle fois la vieille division entre villes et campagnes. Les milieux traditionnels et les sociétés rurales rejoignent la résistance armée des partis islamistes qui déclarent la guerre sainte au gouvernement. La violence explose. Les femmes vêtues à l'occidentale sont harcelées, voire agressées, des membres réformateurs du PDPA sont assassinés, etc. Le recensement organisé en 1979 ne fait qu'accroître la méfiance de la population à l'égard des communistes. Le 14 septembre de cette année-là, Taraki est assassiné à son tour sur ordre de son Premier ministre Hafizullah Amin qui le remplace au pied levé. Le pays plonge de plus belle dans la confusion. En décembre, les dirigeants soviétiques, inquiets de la tournure que prennent les événements, décident d'envahir l'Afghanistan. Une invasion qui va conduire à une insurrection des islamistes, soutenue et armée par le Pakistan et les pays occidentaux. Laquelle stoppera la progression des droits des femmes…

Fabienne Lemarchand

Le « code d'honneur » des Pachtounes

Traditionnellement, le comportement individuel comme collectif des Pachtounes est régi par un ensemble non écrit de règles, de valeurs et de normes : le « pachtounwali », qui se transmet oralement d'une génération à l'autre. Ce code tribal impose ainsi d'offrir l'hospitalité à tous et sans contrepartie, y compris à ses ennemis, mais aussi de ne laisser aucun crime impuni, de se venger même s'il faut pour cela commettre un homicide. Il en va de l'honneur personnel d'un individu et, par extension, de sa famille, de son clan, voire de sa tribu. Le pachtounwali constitue également un instrument supplémentaire de mise sous tutelle et de contrôle des femmes. Celles-ci sont non seulement les gardiennes du foyer et de l'intégrité du lignage, mais aussi les garantes de l'honneur masculin. Atteindre à leur corps, à leur vertu, c'est atteindre les époux, frères, etc. Pour les préserver, la pratique du *purdah* (littéralement le « rideau ») impose la ségrégation physique entre les sexes et le port du *tchadri*, ce lourd voile grillagé à hauteur des yeux qui enveloppe tout le corps. Pire encore pour les femmes : le viol qui signe le déshonneur de la famille qui la tue ou la pousse au suicide… La femme adultère est, elle, exécutée, de préférence par lapidation collective. Le pachtounwali fonctionne en parallèle à la charia (loi islamique) et au droit constitutionnel.

LAURENCE BRUN / GAMMA RAPHO

AU NOM DES FEMMES

1978 - AUJ.



Fête nationale, 19 août 1978, Kaboul. Étudiantes défilant sans voile, habillées à l'européenne, aux couleurs du Parti démocratique populaire d'Afghanistan, brandissant le portrait de Nour Muhammad Taraki.



Où l'on se rend compte que la condition de la femme afghane sert avant tout de prétexte et de variable d'ajustement pour les forces en présence dans ce jeu géopolitique qui, depuis l'invasion soviétique de 1978, bouleverse cette partie du monde…

Au lendemain du coup d'État de 1978, les réformes imposées par le régime prosoviétique avaient cristallisé le soulèvement des militants islamistes et des conservateurs afghans contre les communistes. Or en 1979, à la suite de la révolution islamique d'Iran, l'URSS redoute un effet de contagion sur l'Afghanistan et de là vers ses républiques frontalières. Fin décembre, les troupes de l'Armée rouge débarquent donc à Kaboul, exécutent le président afghan Hafizullah Amin et le remplacent par son vice-président Babrak Karmal. Mais ce faisant, elles transforment la résistance anticommuniste en djihad contre l'envahisseur, tout en internationalisant un conflit où la question des femmes devient centrale : les Soviétiques promettent de les libérer d'un patriarcat féodal, quand les combattants du djihad afghan, bien qu'armés par les États-Unis, affirment les protéger d'étrangers mécréants.

« Les Afghans n'avaient connu ni la Première ni la Seconde Guerre mondiale, et pour eux, l'invasion soviétique constituait un vrai choc, avec des combats d'une extrême violence déclenchant un exode massif. Six millions de personnes prennent la fuite, soit un tiers de la population, dont environ quatre millions trouvent refuge dans les zones frontalières du Pakistan » pointe le politologue Adam Baczko (CERI-CNRS/Sciences Po). Problème : les camps improvisés qui les accueillent placent ces réfugiés issus pour l'es-



Des Afghanes en *tchadri* font la queue pour voter, samedi 9 octobre 2004, pour les premières élections présidentielles directes du pays.

ROLAND ET SABRINA MICHAUD / AKG-IMAGES - EMILIO MORENATTI / AP / SIPA



Arrivée des troupes et des chars soviétiques à Kaboul, le 29 décembre 1979.

sentiel de régions rurales dans des conditions de grande promiscuité. *« Les règles de fonctionnement de la société afghane sont dès lors difficiles à maintenir, et la structuration familiale est remise en cause. Impossible, par exemple, d'accueillir les hôtes dans une pièce inaccessible aux femmes, comme le veut la tradition. De plus, des opportunités de travail sont offertes aux Afghanes, par des organisations humanitaires qui les recrutent pour faire le ménage ou la cuisine. Enfin, les enfants gagnent en autonomie, n'étant plus sous le contrôle du village. »*

Deuxième trait marquant de ces camps, *« le Pakistan en confie la gestion à des leaders islamistes afghans proches des Frères musulmans qui recrutent leurs moudjahidines, c'est-à-dire les combattants du djihad, parmi les réfugiés. Or la guerre s'intensifiant, ils exigent une mobilisation absolue, en jouant sur un registre patriotique et religieux pour justifier l'interdiction des films, de la musique ou des célébrations durant les mariages »*, poursuit le politologue. Les femmes, garantes de l'honneur collectif, sont particulièrement visées : elles doivent se montrer d'autant plus exemplaires que leurs hommes se sacrifient pour elles. Quant à leurs filles, elles ont certes accès à l'école, mais de manière infiniment plus limitée que leurs frères. Bien sûr, les critiques des féministes sont plus que malvenues. En 1987, Meena Keshwar Kamal, fondatrice de l'Association révolutionnaire des femmes en Afghanistan, le paiera de sa vie. Et deux ans plus tard, un groupe d'oulémas afghans issus des différents partis islamistes exilés au Pakistan émet une première fatwa.



Ahmed Chah Massoud, chef moudjahidine au nord-est de l'Afghanistan.

« COMBATTANTS DE LA LIBERTÉ »

« Il est stipulé que les Afghanes ne doivent pas se parfumer, se faire remarquer par leurs bijoux ou s'habiller à l'occidentale. Elles sont sommées de porter un voile les dissimulant totalement. Enfin, il leur est interdit de marcher au milieu de la rue, mais aussi de discuter, rire, ou plaisanter avec des inconnus ou des étrangers », explique l'anthropologue Julie Billaud (Institut de hautes études internationales et du développement, Genève). Une seconde fatwa durcit encore les restrictions, leur interdisant jusqu'à l'apprentissage de l'écriture. Mais en Occident, personne ne s'en préoccupe. Et pour cause. *« À la fin des années 1980, l'URSS s'effondre, et les Soviétiques se retirant de l'Afghanistan, les moudjahidines dont les Américains ont financé l'armement vont enfin accéder au pouvoir »*, signale Adam Baczko. Il s'agit donc de louer les mérites de ceux que l'on qualifie de « combattants de la liberté », sans y regarder de trop près. Quand bien même ils privent la gent féminine de nombreux droits…

« À Kaboul, les femmes avaient pu entreprendre des études universitaires et travailler alors aussi bien dans la police que dans l'enseignement, la médecine, le commerce, l'industrie », rappelle Julie Billaud. Elles représentent 75 % des enseignants, 40 % des médecins et 50 % des fonctionnaires. Et elles appréhendent l'arrivée des moudjahidines. À juste titre. *« En raison de la forte visibilité des citadines éduquées et émancipées, ces combattants originaires de l'Afghanistan rural jugeaient Kaboul comme un foyer du vice, une ville corrompue par sa collaboration avec les étrangers »* poursuit l'anthropologue. Au printemps 1992, leurs partis

FRANÇOIS LOCHON / GAMMA RAPHO - JEAN-LUC BREMONT / AP / SIPA

politiques se partagent le pouvoir et constituent un État islamique d'Afghanistan qui licencie aussi sec les femmes des stations de radio et de télévision. Sa Cour suprême exige également la fermeture des établissements de scolarisation des jeunes filles (Voir l'encadré *Des écoles illégales, mais tolérées*, page suivante), au motif qu'ils sont *« des lieux de débauche et de pratiques adultères »*. Et reprenant la fatwa des oulémas, elle la pousse plus loin : les Afghanes ne doivent plus quitter leur domicile, sauf nécessité absolue et à condition de porter le voile et d'avoir l'autorisation de leur responsable légal – mari, père ou frère.

L'alliance entre les partis islamistes s'effrite toutefois dès leur arrivée à Kaboul, ce qui limite sérieusement l'administration du pays et l'application des décrets du gouvernement de Burhanuddin Rabbani. Les affrontements entre factions rivales plongent en revanche l'Afghanistan dans la guerre civile, avec son lot d'atrocités. *« Non seulement ces moudjahidines bloquent les routes, réclament des droits de passage et taxent les paysans, mais ils se conduisent comme des bandits de grand chemin »*, souligne Olivier Roy (Institut universitaire européen, Florence). Comme en témoigne en 2005 un rapport de l'organisation Human Right Watch, les branches armées des partis islamistes, qu'elles soient dominées par des Tadjiks, Pachtounes, Ouzbeks, Turkmènes, Hazaras ou encore des salafistes soutenus par l'Arabie saoudite, se rendent toutes coupables de vols, pillages, enlèvements, tortures, exécutions sommaires… et viols de masse. *« C'est pour rétablir l'ordre que va émerger le mouvement des Talibans, avec le soutien du Pakistan »*, ajoute Olivier Roy.

TALIBANS

Dans la résistance contre les Soviétiques, *« des écoles coraniques s'étaient en effet structurées en unités militaires autour de leurs étudiants, ou talibans, en instaurant la charia dans les zones rurales du sud de l'Afghanistan, entre Ghazni et Kandahar »*, précise le politologue. Or parallèlement, dans les camps de réfugiés du Pakistan, les Afghans étaient massivement accueillis dans une prestigieuse école coranique rattachée au mouvement deobandi – qui prône un retour aux sources de l'islam. Et lorsque les moudjahidines pachtounes de Gulbuddin Hekmatyar, favori du Pakistan, échouent à prendre le pouvoir, elle suspend les cours et envoie ses étudiants rejoindre les combattants de Kandahar. Sous la direction du mollah Omar, le mouvement taliban ainsi créé en 1994 prend Kaboul et s'impose en moins de deux ans dans presque tout l'Afghanistan : seul lui échappe le nord-est, bastion du Tadjik Ahmed Chah Massoud. *« La nouvelle est accueillie avec optimisme par les Américains qui apprécient le retour d'une certaine stabilité »*, commente Olivier Roy. Nonobstant l'effacement des femmes.

Prolongeant la politique des moudjahidines, l'Émirat islamique d'Afghanistan interdit en effet aux Afghanes de travailler hors de leur domicile, excepté dans le domaine de la santé, tout en leur imposant de porter la burka et d'être accompagnées d'un parent de sexe masculin (un gardien, ou mahram). L'école leur est également interdite, la Cour suprême estimant qu'il est préférable de les laisser analphabètes, car *« l'écriture est un outil de sédition et de corruption »*. Enfin, si la charia s'oppose à l'échange de femmes pour régler des différends (*baad*) ou au mariage forcé d'une veuve à son beau-frère (lévirat), le droit islamique prévoit de redou-



En septembre 2023, des filles afghanes suivent des cours dans un séminaire islamique à Kaboul. En dépit de l'interdiction des études supérieures pour les femmes, des milliers de filles se tournent vers ces écoles religieuses, dont le nombre a quintuplé sous le régime taliban, atteignant près de 7 000 établissements.

SAMIULLAH POPAL / EPA / MAXPPP

Des écoles illégales, mais tolérées

Depuis le retour des Talibans, l'éducation des filles en Afghanistan se fait clandestinement, comme dans les années 90 : l'enseignement secondaire et supérieur leur a en effet été interdit en 2022, privant de cours 1,5 million d'Afghanes. Des écoles clandestines ont très vite pris le relais, en étant soutenues par les communautés locales – *« y compris par des commandants talibans qui souhaitent scolariser leurs filles »*, commente le politologue Adam Baczko. Elles permettent aux adolescentes de sortir de leur isolement et d'apprendre malgré l'interdiction. En adoptant pour certaines des programmes qui offrent aux jeunes filles des diplômes reconnus à l'étranger, beaucoup rêvant de quitter le pays.



ANJA NIEDRINGHAUS / AP / SIPA - MASSOUD HOSSAINI / AP / SIPA

Une prisonnière afghane avec son enfant à la prison pour femmes de Badam Bagh, à Kaboul, le 28 mars 2013. On y purge des peines pour des « crimes moraux », comme quitter son mari ou refuser un mariage arrangé.

tables punitions (*houdoud*) pour les « crimes moraux » comme l'adultère ou les relations sexuelles hors mariage. Assistés d'une police des « vices et vertus », les juges talibans prononcent ainsi des peines de flagellation, d'amputation, voire de lapidation publique. Des peines qu'ils veulent exemplaires, *« car de leur point de vue, la guerre civile s'explique par les comportements déviants des habitants, et notamment des citadines qu'il faut remettre dans le droit chemin »*, indique Adam Baczko.

En 1998, le volumineux rapport d'enquête d'une organisation humanitaire, assorti d'une publication dans la revue médicale JAMA, va pousser l'Occident à réagir en pointant la détérioration de l'état de santé des Afghanes à la suite des privations de leurs droits. Quatre ans plus tard, après avoir défait le régime des Talibans, le président George W. Bush annoncera fièrement lors de son discours sur l'Union devant le Congrès des États-Unis : *« Le drapeau américain flotte de nouveau au-dessus de notre ambassade à Kaboul […] Aujourd'hui, les femmes sont libres. »* En réalité, analyse Olivier Roy, *« seuls les attentats du 11 septembre 2001 et un désir de vengeance avaient motivé l'intervention américaine, avec l'objectif d'éliminer le chef de l'organisation terroriste Al Qaïda et de punir les Talibans qui refusaient de le livrer »*. Dans les faits, pointe Julie Billaud, *« pour 70 % des Afghanes, à savoir celles qui vivent en milieu rural, l'arrivée des forces internationales est vécue comme une invasion : elles voient des militaires débarquer chez elles en pleine nuit pour fouiller leur maison, bombarder les routes, les villages, ou procéder à des frappes aériennes en pleine cérémonie de mariage »*.

En 2004, la nouvelle constitution de la République islamique d'Afghanistan affirme certes par son article 22 que les citoyens *« hommes et femmes, ont des droits et devoirs égaux devant la loi »*, et par son article 7 que l'État est tenu de respecter *« la Déclaration universelle des droits de l'homme »*. Elle prévoit par ailleurs des quotas de sièges parlementaires pour les Afghanes. Mais dans le même temps, son article 3 stipule qu'aucune loi *« ne peut contrevenir aux principes et dispositions de la sainte religion islamique »*. Surtout, son article 130 précise que le droit islamique doit être utilisé *« pour rendre la justice de la meilleure manière »* quand la Constitution et les lois ne le permettent pas. Or les juges ne manqueront pas de l'invoquer pour faire emprisonner des femmes ayant fui le domicile conjugal (voir *Du viol au mariage forcé*, p. 23) et accusées de crimes moraux. D'autant que la Cour suprême est alors présidée par un ouléma pachtoune proche des moudjahidines salafistes des années 1980, et allié du Pachtoune Hamid Karzai, dirigeant nommé par intérim à la tête du pays et qui en 1998… avait soutenu les Talibans !

AIDE INTERNATIONALE

« Même si la présence de la communauté internationale leur octroyait des libertés qu'elles ont aujourd'hui perdu, les militantes afghanes vous le diraient mieux que moi : elles tombaient de Charybde en Scylla », confie Adam Baczko. Des écoles, des cliniques, et toutes sortes de programmes d'émancipation des femmes sont alors financés par des bailleurs de fonds occidentaux. Reste qu'alliés aux forces occidentales, d'anciens moudjahidines font régner la terreur dans le pays, moyennant quoi les Talibans reprennent dès 2006 le contrôle du sud de l'Afghanistan. *« L'aide internationale est donc orientée vers les grandes villes, et notamment Kaboul, qui devient la vitrine de la reconstruction de l'État voulue par les Nations Unies. Or cette politique réactive les résistances de l'époque soviétique. Et la presse s'en fait l'écho, avec des articles pointant une menace pour la culture afghane, mais aussi le besoin de surveiller*



Des activistes de la société civile tiennent des pancartes et scandent des slogans lors d'un rassemblement à Kaboul, le 7 septembre 2014, pour protester contre un viol collectif dans le district de Paghman. Sept hommes ont été condamnés à mort pour avoir enlevé des femmes, volé leurs biens et les avoir violées.



Vaseyeh, une femme afghane qui s'est immolée en 2008, montre ses cicatrices dans un centre de formation professionnelle à Hérat, géré par l'Association pour la coopération avec l'Afghanistan (ACAF), le 10 mars 2010. Ce centre aide les victimes d'immolation à apprendre un métier pour subvenir à leurs besoins.

HOSSEIN FATEMI / EPA / MAXPPP

le comportement des jeunes femmes, voire de rétablir une police des vices et vertus », commente Julie Billaud. Résultat, la minorité de citadines pouvant voir ses droits progresser se trouve placée dans une situation délicate. *« Pour être légitimes aux programmes d'aide, elles doivent les revendiquer, mais elles risquent du même coup de passer pour des traîtres qui ont vendu leur âme à l'Occident. »* Les chiffres du divorce vont néanmoins décupler entre 2006 et 2016. Avant l'abrogation du code civil les autorisant, lors du retour au pouvoir des Talibans en août 2021.

« Pendant leur exil au Pakistan, les cadres du mouvement ont appris à négocier, observe Adam Baczko. *Ils vont donc commencer par éviter certains sujets et jouer un double jeu. D'un côté, ils n'ordonnent pas de répression contre les féministes ou les influenceuses qui les dénoncent sur les réseaux sociaux. De l'autre, ils laissent les femmes ayant un comportement que la morale réprime se faire frapper voire tuer par leur entourage, dans une totale impunité. »* Les premiers mois, ils n'effectuent aucune purge dans la fonction publique, conservant même les emplois féminins. *« Les Talibans ont alors l'espoir d'une reconnaissance internationale et d'un déblocage des avoirs de la banque centrale afghane, gelés par les États-Unis »* continue le chercheur, *« mais se heurtant à un mur, ils vont revenir à une posture plus idéologique pour s'assurer le soutien de leur base dans un contexte de grandes difficultés économiques, le budget de l'État reposant jusque-là à 80 % sur l'aide occidentale. »* Depuis 2022, ils ont ainsi multiplié les décrets confinant derechef les femmes chez elles en les privant de leurs libertés de circulation, d'éducation, d'expression, de soins, de travail… Et demain ? *« À court terme, il est peu probable que ce régime chute,* répond Adam Baczko. *Les seules évolutions possibles reposent sur une reprise économique, et nous en sommes bien loin. »*

Anne Lefèvre-Balleydier

À LIRE

La guerre par le droit – les tribunaux Taliban en Afghanistan, Adam Baczko, Éd. CNRS, 2024.

Kabul Carnival : Gender Politics in Postwar Afghanistan, Julie Billaud, University of Pennsylvania Press, 2015.

La femme qui s'est éveillée, Solène Chalvon-Fioriti, Flammarion, 2022.

L'Afghanistan – Islam et modernité politique, Olivier Roy, Seuil, 1985.

The Pitfalls of Protection: Gender, Violence, and Power in Afghanistan, Torunn Wimpelmann, University of California Press, 2017.

Le pays où l'on meurt en donnant la vie

Le taux de mortalité maternelle en Afghanistan est l'un des plus élevés au monde, avec 10 000 décès annuels pendant la grossesse ou à l'accouchement : en moyenne, cela représente environ 600 décès pour 100 000 naissances d'après les derniers chiffres de l'OMS. Or depuis 2021, la fin de l'insécurité permet plus facilement aux femmes d'atteindre un hôpital. Mais le régime taliban a aussi provoqué la fuite des gynécologues et l'effondrement de l'aide internationale indispensable aux structures de soins. De plus, l'interdiction récemment faite aux femmes de suivre des études médicales aggrave la pénurie de professionnelles de santé et limite forcément leur accès aux soins : les médecins hommes ont en effet interdiction de traiter les Afghanes sans la présence d'un membre de leur famille de sexe masculin.

DU VIOL AU MARIAGE FORCÉ



Cérémonie de mariage collectif à Kaboul, lors de la journée internationale des droits des femmes, le 8 mars 2023.

« Je n'ai qu'une seule question à poser à M. Karzai : pour l'amour de Dieu, si cela était arrivé à votre fille, qu'auriez-vous fait ? », clame à la télévision Sayed Noorullah à l'adresse du président de la République islamique d'Afghanistan. Nous sommes au printemps 2008, et des viols survenus dans la province de Sar-é Pol secouent le pays. À treize ans, Bashira a été violée par deux hommes dont l'un est le fils d'un ancien moudjahidine devenu membre du Parlement. Au même moment, d'autres parents de la région s'expriment également sur une chaîne télévisée pour dénoncer le viol de leur fille par cinq employés du gouvernement. Embarrassé, Hamid Karzai promet de suivre personnellement les dossiers. Mais ces interventions publiques et l'implication présidentielle signifient-elles que, depuis le départ des Talibans, les femmes sont mieux protégées contre leurs agresseurs ?

« Un examen plus attentif des affaires qui ont été portées à l'attention du public montre qu'elles concernent généralement des victimes d'une chasteté incontestable, de très jeune âge, ou qui ont été enlevées de force devant des témoins », indique l'ethnographe norvégienne Torunn Wimpelmann. En d'autres termes, ces femmes échappent aux lourdes accusations qui pèsent fréquemment sur bien des Afghanes. Car le viol ne fait pas partie des infractions prévues par le code pénal, qui date alors de 1976 : il est assimilé à un adultère, crime moral pouvant être sévèrement réprimé. Sous le premier régime des Talibans, il y eut ainsi sept exécutions pour adultère, principalement par lapidation. La situation est ensuite devenue plus imprévisible. En 2009, une loi promulguée par décret présidentiel distingue enfin le viol de l'adultère et punit le mariage forcé des mineures. Mais elle est rejetée par le Parlement, et donc diversement appliquée. Comme l'illustre le cas de Gulnaz, une jeune femme de Kaboul emprisonnée pour adultère après avoir été violée par le mari de sa cousine.

Une réalisatrice britannique ayant ébruité son histoire, elle est graciée en 2011 par Hamid Karzai et libérée de prison… mais seulement après avoir accepté de devenir la seconde épouse de son agresseur ! De fait, dans la société afghane, l'accusation de viol est souvent utilisée comme levier par les familles d'une victime. Estimant leur honneur sali, elles cherchent à obtenir un mariage assorti d'une dot avantageuse, voire un « *baad* », c'est-à-dire… le don d'une autre jeune fille !

Or cela concerne souvent des femmes n'ayant en réalité pas été violées, mais ayant simplement fui un mariage forcé. Une fugue considérée comme un crime moral, y compris sous la présidence de Karzaï où des centaines d'Afghanes furent incarcérées pour ce « délit ». Du reste, certaines familles se montrent plus radicales. En 2010, après sa fugue, la jeune Fereshta a été tuée de deux coups de fusil par des parents dans un village du nord de Kaboul. La même année, Siddiqa et son amoureux étaient lapidés à Kunduz, sur intervention du père de la jeune femme. Et aujourd'hui ? Le retour des Talibans ne laisse évidemment aucun espoir d'amélioration aux Afghanes.

A-L.B.

EBRAHIM NOROOZI / AP / SIPA

RÉVOLTES



MEMENTO IMAGES / AURIMAGES

PAYSANNES



« Si j'avance, suivez-moi ; si je meurs, vengez-moi ; si je recule, tuez-moi », disait en 1793 Henri de La Rochejaquelein lors de la guerre de Vendée aux milliers de paysans royalistes qu'il mena à la bataille contre les républicains.

DE QUOI « PAYSAN » EST-IL LE NOM ?

Tantôt infamante, tantôt élogieuse, la connotation fluctuante de ce mot en dit long sur le rapport de la société française à la ruralité. Retour sur l'histoire d'un terme qui, de l'Ancien Régime à nos jours, a gardé une place centrale dans l'imaginaire collectif.

Des hommes si profondément enracinés dans leur terre qu'ils tendent à se confondre avec elle. Les paysans, des « gens du pays », qui en incarnent le cœur et l'âme ? La langue est ici trompeuse, car le mot « paysan » trouve en réalité son origine dans le latin *pagus*, qui désignait des unités territoriales de l'Empire romain. Ces circonscriptions rurales, de taille inférieure aux *civitas*, étaient peuplées de *pagani* – une dénomination assez large, mais qui excluait les militaires romains, considérés comme « étrangers ». Quand la chrétienté commencera à se répandre dans l'Empire, c'est ce même mot qui donnera naissance à « païen ». *« Aux IVe et Ve siècles, les chrétiens désignent les* pagani *comme des* paganus *(païens) parce que, contrairement aux citadins, ils sont restés polythéistes »*, explique Anthony Hamon, historien à l'Université Rennes 2.

PAYSAN ET CULTIVATEUR

À partir du XIe siècle, le *païsant* – en ancien français – désigne plus précisément celui qui travaille la terre. Mais cette dénomination reste rare comparée aux termes teintés de mépris que sont « vilain » ou « manant ». Car sous l'Ancien Régime, la condition des paysans, qui constituent l'immense majorité de la population, reste marquée



***Livre du Golf*, scène de calendrier pour le mois de septembre : labour, semailles et hersage, vers 1520-1530.**

BRITISH LIBRARY / AURIMAGES



par la subordination et la dépendance. Ils sont alors considérés comme *« des inférieurs juridiques, politiques, sociaux et économiques »*, d'après l'anthropologue britannique George Dalton, auteur d'*Économies tribales et paysannes* (1967). C'est pourquoi, aux XVII[e] et XVIII[e] siècles, le terme « paysan » s'efface peu à peu au profit de « cultivateur », plus valorisant. *« Certains hommes politiques ont préféré employer ce terme, moins connoté, ou parler d'agriculteurs, qui vient d'ager, le champ cultivé »*, expose l'historien Éric Alary, auteur de *L'Histoire des paysans français* (Perrin). Les philosophes des Lumières, en particulier, promeuvent cette distinction, opposant la figure du cultivateur – qui incarne le progrès agricole et économique – à celle, plus primitive, du paysan. *« Ce faisant, ils mettent aussi en regard l'utilité économique des cultivateurs et l'oisiveté des aristocrates décadents,* assène Anthony Hamon. *Tandis que le mot "paysan", lui, renvoie à un état intermédiaire entre celui de sauvage et celui de cultivateur sur l'échelle du progrès humain. »* On peut ainsi lire cette définition dans l'édition de 1718 du *Nouveau Dictionnaire de l'Académie française* : *« Homme, femme de village, de campagne. […] On dit d'un homme malpropre et incivil que c'est un paysan, un gros paysan, qu'il a l'air d'un paysan. »*

LE PAYSAN ET L'EXPLOITANT AGRICOLE

Au XIX[e] siècle, le monde rural devient un enjeu politique majeur en France. Sous la III[e] République, il est présenté comme un rempart contre les idées socialistes et un garant de la stabilité sociale. Le discours politique met aussi en avant les vertus de la vie à la campagne, opposées aux dangers supposés des villes industrialisées. Cette exaltation atteint son apogée pendant la Première Guerre mondiale avec la figure du « soldat-paysan », symbole du patriotisme. Toutefois, en parallèle, *« le mot garde une connotation péjorative dans la bouche des citadins, qui considèrent les paysans comme inférieurs,* souligne Éric Alary. *Mais après-guerre, il prend une nouvelle dimension : il est sans cesse employé dans les discours politiques et syndicaux pour revendiquer une identité et des droits. Le régime de Vichy l'utilisera également pour donner aux Français l'illusion que seul le retour à la terre sortira le pays du désastre dans lequel il a plongé en 1940 ».*

Dans les années 1950-1970, toutefois, l'émergence de l'agriculture productiviste marginalise cette appellation. Dans *La Fin des paysans* (1967), le sociologue Henri Mendras note que le « paysan » cède la place à l'« exploitant agricole », un entrepreneur intégré aux logiques de marché. *« Les paysans qui ont accepté de se moderniser et de remettre en cause le modèle traditionnel de l'agriculture fondée sur l'utilisation d'une main-d'œuvre familiale sont désormais assimilés à des "agriculteurs", des "techniciens de la terre" »*, confirme Éric Alary. On assiste alors à certaine une folklorisation, voire *« mise au musée de la paysannerie »*, selon l'expression du sociologue Pierre Bourdieu. Mais cette vision sera bientôt balayée par l'apparition de mouvements ruraux, tels que la Confédération paysanne, créée en 1986, qui redonnent un certain lustre aux « paysans ». Comme l'explique le sociologue Jan Douwe van der Ploeg dans *The New Peasantries* (2008), *« la repaysannisation est une lutte pour reconstruire une agriculture enracinée dans la nature et dans les communautés locales ». « Le terme "paysan" reprend une nouvelle fois sa place dans les discours, incarnant un monde proche de la nature, enraciné dans une histoire glorifiée et solidaire »*, analyse Éric Alary.

Ce renouveau est également porté par des consommateurs à la recherche de circuits courts et de produits authentiques, qui font symboliquement du paysan le garant de pratiques respectueuses de l'environnement et d'une alimentation saine. *« Depuis le début du XXI[e] siècle, l'importance croissante des préoccupations environnementales dans le débat public et les critiques de la mondialisation ont revalorisé le mot "paysan",* assure Anthony Hamon. *Ce dernier évoque des denrées de qualité, produites par une personne de confiance. Les marques l'ont bien compris, qui l'emploient à des fins de marketing, parfois en mettant des photos des agriculteurs sur les emballages de leurs produits. »* L'avenir du mot « paysan » semble donc inséparable de celui de l'agriculture et des choix de société qui seront faits.

Cécile Gérardin



Paysan répandant de l'engrais dans un champ, par Denise Bellon (1902-1999), série *Travaux des champs*.

AKG-IMAGES / DENISE BELLON

LES CENT VISAGES DU PAYSAN LITTÉRAIRE

Du « bon paysan » sous l'Ancien Régime aux figures sombres du naturalisme, en passant par l'idéalisation romantique, les représentations de la ruralité dans le roman français ont suivi les évolutions sociales et politiques du pays.

À travers leurs personnages de paysans, les écrivains français, tantôt observateurs fascinés par le monde rural, tantôt critiques acérés des inégalités sociales, ont su se faire l'écho des préoccupations de leur temps. Ainsi, sous l'Ancien Régime, le travailleur de la terre est principalement vu « de l'extérieur », par les yeux des élites lettrées ; en 1680, Madame de Sévigné, dans ses lettres, lui témoigne un respect mêlé de condescendance. *« C'est à partir de cette époque, et jusqu'au début du XVIII^e siècle, qu'a lieu l'invention littéraire et artistique du "bon paysan"*, analyse Anthony Hamon, historien à l'Université Rennes 2. *Madame de Sévigné vante par exemple les "âmes de paysans plus droites que des lignes". Puis, dans les* Caractères *(1688) de Jean de La Bruyère, le rural devient un être qui, bien que misérable, a un bon fond. »* Cette simplicité supposée de l'homme de la campagne, vu comme honnête, presque naïf, est aussi vantée par Marivaux dans son roman *Le Paysan parvenu* (1735). Non sans arrière-pensée : *« L'exaltation des vertus paysannes permet à ces auteurs, par contraste, de dénoncer les vices de la Cour du roi de France à Versailles »*, décrypte Anthony Hamon. Mais aussi de pointer les inégalités sociales, comme lorsque La Bruyère livre un portrait de la ruralité saisissant de misère dans *Les Caractères : « L'on voit certains animaux farouches […] attachés à la terre qu'ils fouillent et qu'ils remuent avec une opiniâtreté invincible. »* La métaphore animale, si elle réduit les paysans à des êtres sans âme, qui se sacrifient pour nourrir la nation, vise également à dénoncer leurs conditions d'existence.

Le Père Thomas, modèle présumé du personnage de François le Champi. Cette carte postale, témoin de la vogue des cartes à sujet littéraire entre 1889 et 1920, a contribué à diffuser l'imagerie paysanne berrichonne façonnée par George Sand et exploitée par les petits imprimeurs locaux.

PUR OU BESTIAL

Avec la Révolution française, le paysan devient une figure centrale des débats sur l'égalité et la terre. Une tendance qui se poursuivra tout au long du XIX^e siècle. George Sand, dans *La Mare au Diable* (1846) et *François le Champi* (1848), en offre une représentation bienveillante, presque idéalisée. Ces romans présentent une campagne idyllique, où les paysans incarnent des valeurs universelles de pureté et de travail en harmonie avec la nature. L'écrivaine y exalte *« la simplicité des sentiments, la noblesse d'une vie monotone* [...] *nourrie de principes ancestraux ». « Mais elle exprime aussi par là une certaine désillusion politique : après l'échec de la Révolution de 1848, il s'agit d'inventer un refuge littéraire qui réconcilierait l'homme avec son environnement rural »*, souligne Morad Mitta, auteur d'une thèse sur la représentation littéraire du paysan français. Dans un registre plus historique, avec *Le Peuple* (1846), Jules Michelet participe aussi à sa façon à la réhabilitation de la paysannerie, qui incarne pour lui la stabilité et le socle de la nation.

La fin du XIX^e siècle voit émerger une nouvelle représentation, plus sombre et violente. Honoré de Balzac, lui-même propriétaire terrien, brosse dans *Les Paysans* (1844, publié à titre posthume en 1855) un tableau sévère de la lutte des classes à la campagne : *« Les paysans, avides et impitoyables, déchirent la terre comme les seigneurs les ont déchirés auparavant »*, écrit-il. *« Sand cherche à élever moralement le paysan en idéalisant sa simplicité, tandis que Balzac, plus cynique, utilise la figure paysanne pour dénoncer la dégradation sociale et les conflits de classes dans une France en mutation »*, analyse Morad Mitta. Mais c'est avec Émile Zola – hostile à Napoléon III, qui avait les faveurs de l'électorat rural – que cette figure atteint sa brutalité la plus crue. Dans *La Terre* (1887), le paysan est terriblement déshumanisé, dominé par ses instincts primitifs. L'œuvre décrit un univers empreint de violence et de convoitise, où chacun tente d'exploiter son prochain. À l'image du vieux Fouan, spolié par ses enfants, ou encore de



Françoise, victime de conflits familiaux exacerbés par les questions d'héritage. Zola, qui se fait presque ethnographe, y livre une fine analyse de l'impact du morcellement des terres et des crises agricoles qui ont marqué la fin du XIX[e] siècle. Ce naturalisme, qui tranche avec les visions romantiques précédentes, reflète les bouleversements sociaux engendrés par l'industrialisation. *« Les thèmes de l'exode rural et des luttes de classes à la campagne deviennent prépondérants dans ce contexte de crise »*, explique Rémy Ponton, professeur de sociologie à l'Université Paris 8. Qu'elle soit symbole de pureté ou de bestialité, la figure du paysan littéraire incarne surtout les contradictions persistantes d'une société partagée entre nostalgie d'une vie proche de la terre et fascination pour le progrès. Mais tout empreints de subjectivité qu'ils soient, ces portraits littéraires ont contribué à façonner notre vision du monde rural et à nourrir des débats encore actuels sur la place de l'homme dans son environnement.

Cécile Gérardin

COLLECTION DUPONDT / AKG-IMAGES

IIE SIÈCLE



Serviteurs ou esclaves préparant un festin (mosaïque de Carthage, IIe siècle).

HERITAGE IMAGES / AURIMAGES

PRISCUS, ESCLAVE DANS UNE VILLA DE LA PROVINCE NARBONNAISE

Ils les ont ramenés au petit matin. Priscus finissait sa *puls*, un brouet à base d'avoine et de légumes, quand il a aperçu les deux fuyards, fers aux poignets et aux chevilles, encadrés par trois *monitores* qui avaient la mine des mauvais jours. Nul doute que les malheureux allaient être fouettés jusqu'au sang. Le dernier esclave à avoir tenté de s'échapper du domaine ne s'est jamais vraiment remis de sa correction. Se sauver ? Quitter cette vie de misère, devenir un homme libre ? Oui, bien sûr, Priscus y a pensé. Mais pour aller où ? Et vivre de quoi par la suite ? Il est né dans cette villa viticole de la Narbonnaise, un vaste domaine de 200 jugères (50 hectares) appartenant à Marcus Quintilius, descendant de ces élites gauloises qui se sont vu attribuer des terres lors de la création de la colo-

nie. Au départ modeste ferme en enclos aux bâtiments de bois, quelques générations plus tard, le centre domanial s'est transformé en villa, une vaste exploitation agricole conjuguant l'autosuffisance alimentaire et des cultures à but spéculatif. Ses parents y sont nés aussi et, comme lui, n'ont rien connu d'autre. Ici au moins, on a un toit sur la tête et on vous donne à manger, pas grand-chose, mais suffisamment pour ne pas être réveillé la nuit par des crampes d'estomac. Alors autant reprendre le chemin des vignes et filer droit. Et puis le site est plutôt joli : les pentes des collines alentour rayonnent de ceps tandis que le soleil tombe en nappes d'or sur des restanques piquetées d'oliviers. Et là, toute proche, mais parfaitement inaccessible, la *pars urbana* qui surplombe le domaine de ses augustes colonnades. C'est la résidence du maître et de sa famille, du moins quand il daigne venir s'y reposer. Car Marcus Quintilius, investi dans une carrière municipale, habite le plus clair du temps sa *domus* de Narbo Martius*. Il a délégué ses affaires à un *procurator*, un intendant chargé de l'administration, mais Priscus et tous les autres esclaves ont affaire au *vilicus*, le régisseur de la villa qui gère le quotidien de l'exploitation. Marcus Quintilius vient rarement dans les champs, mais lorsqu'il le fait, son arrivée est toujours un événement. Il inspecte les vignes, échange quelques mots avec le *vilicus*, et jette parfois un œil distrait à ses ouvriers. Lorsqu'il est bien luné et content de ce qu'il voit, il lui arrive d'offrir une petite gratification : une ration supplémentaire, un jour de repos, ou, pour les plus chanceux, une pièce de monnaie.

Priscus ne connaît la *pars urbana* que par ce que Julia, l'une des esclaves travaillant au service du maître, a bien voulu lui en dire : les beaux appartements ouverts sur la cour intérieure bordée d'un péristyle, les sols couverts de mosaïques polychromes, les murs ornés de fresques et de lambris de marbre, les thermes et leur eau amenée sous pression… autant de merveilles qu'il a bien du mal à se représenter. Son univers à lui, c'est la *pars rustica*, la partie du domaine consacrée aux travaux agricoles avec ses granges, ses entrepôts, son cellier où sont stockées les amphores, son grand chai occupé par les alignements réguliers des *dolia*, les grandes jarres hautes de presque deux mètres enterrées jusqu'au col et où vieillit le vin. C'est ici également que se trouve son dortoir, qu'il partage avec six autres esclaves. Dès la pointe du jour, sous la conduite du *vilicus*, Priscus se rend dans le cœur battant de la villa, les vignes, et s'adonne selon la saison aux joies de la taille ou du sarclage en attendant l'événement le plus attendu de l'année, les vendanges vers la fin septembre. Ces maudits alignements de ceps qui s'étirent à perte de vue réclament une attention constante. Les vignes sont plantées en rangs serrés avec une orientation oblique par rapport au cers, ce vent dominant qui souffle de l'ouest plus de la moitié de l'année. Chaque saison a ses épreuves. En hiver, ses mains gelées peinent à manier la serpe pour couper les sarments morts. Chacun a la sienne et prend soin de la bichonner, aiguisant la lame pendant des heures pour qu'elle tranche net sans abîmer la vigne. Gare à ne pas la briser ou pire, à la perdre, une faute qui entraînerait une punition, entretien des latrines, curetage de fossés ou autres gracieusetés. L'été, la chaleur écrasante transforme le travail en supplice, mais il faut désherber, attacher les pousses, et veiller à ce que les grappes soient à l'abri des maladies. Les esclaves ne sont pas les seuls à s'échiner dans le vignoble. On y trouve aussi des *mercenari*, une main d'oeuvre libre, saisonnière, recrutée surtout au moment des vendanges et du pressurage. Une fois les grappes récoltées, elles sont portées au pressoir. Là, les esclaves les foulent aux pieds dans un bassin de pierre. L'odeur du jus sucré imprègne l'air, mêlée à celle de la sueur et des corps fatigués. Une fois vinifié dans les *dolia* enduites de poix, le vin reconditionné dans des « amphores gauloises » à fond plat d'une contenance de 30 litres est convoyé par des charrettes chez des négociants de Narbo Martius qui le commercialisent dans toute la province. Il paraît même que certaines amphores parviennent jusqu'aux meilleures tables de Rome.

Lorsque le crépuscule s'annonce par des nuées roses et des sifflements d'hirondelles, Priscus retourne fourbu dans ses quartiers, une bâtisse de pierre et de bois, où quelques paillasses entourent les braises d'un maigre foyer. Il y retrouve la *familia rustica*, les travailleurs de l'exploitation, une étrange famille composite qui tantôt se soutient dans l'épreuve, tantôt se déchire ou se jalouse pour obtenir les faveurs du maître ou du *vilicus*. Priscus a ainsi surpris Publius, un jeune garçon de quinze ans, en train de rapporter les plaintes des esclaves à l'intendant. On se console le soir avec une gorgée de moût sucré volée au pressoir, une poignée de fruits dérobée par Julia dans la maison du maître ou une nuit de chants sous les étoiles. Des instants, éphémères mais précieux, pour ces compagnons d'infortune, leur seul luxe dans un monde où tout leur est refusé. Priscus s'endort en rêvant d'affranchissement, mais il sait bien au fond de lui qu'il est trop utile dans les vignes pour que Marcus Quintilius se prive d'une main-d'œuvre aussi précieuse.

Christophe Migeon

*L'actuelle Narbonne, première capitale des Gaules.

LES BAGAUDES CES GAULOIS QUI DÉFIÈRENT L'EMPIRE ROMAIN



On les appelait les bagaudes, du celte *baga* (la guerre, la troupe). Au III^e^ et V^e^ siècle, ces bandes de paysans armés ont semé la panique dans l'ouest de la Gaule, de l'Armorique à l'Espagne en passant par la Loire et les Alpes. Il a fallu une demi-douzaine de légions pour en venir à bout. Mais que sait-on vraiment de ces insurgés des champs ? Les premiers auteurs antiques qui en parlent livrent des informations parcellaires et systématiquement à charge. Ce qui n'a pas empêché la légende de faire de leurs chefs des quasi-empereurs levant des armées, rendant la justice, redistribuant des terres et battant monnaie (voir l'encadré *Pièces en toc*, p. 35). La réalité fut peut-être plus prosaïque…

Signe de mutations sociales, le brigandage va bon train sur les chemins de l'Empire romain dès les débuts du III^e^ siècle. Des bandes de hors-la-loi, réfugiés à l'abri des forêts ou au creux des montagnes, courent les provinces. Un exemple notable : dans son *Histoire romaine*, Dion Cassius mentionne un certain Bulla, véritable « Robin des bois » qui, vers 206-208, rançonne l'Italie à la tête d'une troupe de 600 esclaves fugitifs. Insaisissable, toujours bien informé, ce bandit d'honneur défraye

Après la conquête de César, toute la Gaule est romaine, à l'exception d'un petit village qui résiste encore et toujours à l'envahisseur… Histoire bien connue. Mais qui se souvient des bagaudes ? Aux III^e^ et V^e^ siècles, ces bandes de paysans rebelles ont défié les légions les armes à la main et fait trembler les cités de l'Empire.



Pillards Gaulois **(huile sur toile d'Évariste-Vital Luminais, 1867).**

HERITAGE IMAGES / AURIMAGES

la chronique en ne prélevant qu'une partie de leurs biens aux voyageurs. Siégeant en costume de magistrat auprès de son tribunal populaire, il libère un jour un centurion qu'il a fait prisonnier en lui disant : *« Va dire à tes maîtres : nourrissez vos esclaves, afin qu'ils ne volent pas. »*

MI-SERPENTS MI-PAYSANS

En ce III^e^ siècle de crise, l'Empire romain achève son âge d'or et se replie sur les frontières du Danube et du Rhin. À l'est comme à l'ouest, les peuples voisins – Goths, Germains, Saxons – accentuent leur pression. À l'intérieur, l'anarchie règne. Pendant le demi-siècle qui sépare l'assassinat de l'empereur Septime Sévère, en 235 et l'accession de Dioclétien au trône, en 284, plus de soixante prétendants se succèdent au pouvoir au gré des coups d'État. En Gaule même, le général Postumus, faisant sécession, s'autoproclame empereur durant dix ans. *« Pour payer ses armées, l'usurpateur multiplie les ateliers monétaires, entraînant inflation, hausses des prix et paniques de la population »* notent dans leur *Histoire des Gaules* les chercheurs Christine Delaplace et Jérôme France. Le sort des paysans de Gaule n'est alors guère plus enviable que celui des esclaves de la péninsule italienne. Les petits propriétaires terriens, hommes libres et citoyens romains, croulent sous les impôts de l'État. Les *coloni*, ancêtres des serfs du Moyen Âge, payent en corvées et récoltes les patrons des *fundi*, les vastes domaines agricoles qui enserrent les cités. La pauvreté s'étend. Peu à peu, la contestation gagne une partie du monde rural.

La première révolte des bagaudes éclate en Gaule en 285. Plusieurs historiens relient l'événement à la piraterie sévissant sur le littoral armoricain, qui entraîne l'abandon de nombreux villages et la fuite des habitants vers les forêts. *« C'est dans les années 280 à 300 que les ateliers de salaison installés dans l'actuelle Douarnenez, dans le Finistère, cessent de fonctionner. Ou que le sanctuaire gallo-romain de Bécherel, dans les Côtes-d'Armor, est abandonné et incendié »*, note l'historienne québécoise Isabelle Drouin dans son mémoire sur l'identité bagaude. Les émeutes



Détail d'une mosaïque de sol du Grand Palais d'Istanbul, probablement du règne de Justin II (v. 520-5 octobre 578), VIe siècle.

HERITAGE IMAGES / AURIMAGES

s'étendent à l'ensemble de la « Lyonnaise seconde », qui comprend alors l'Armorique et l'actuelle Touraine, cœur de la révolte. Mamertin, orateur de Trêves acquis à la cause du nouvel empereur Dioclétien, fustige *« ce fléau provoqué par des paysans incultes, qui portent la dévastation dans leurs propres cultures et imitent l'ennemi barbare »*. Reprenant presque mot à mot ses propos, d'autres rhéteurs comme Eutrope, Aurelius Victor ou Orose comparent les insurgés à *« de monstrueux êtres doubles, mi-hommes, mi-serpents, mi-paysans, mi-soldats »*. Tous évoquent des terres brûlées, des campagnes dévastées, des fermes pillées et esquissent le même scénario : une explosion sociale suivie d'une répression brutale.

Ces textes mentionnent le rôle de deux chefs bagaudes, Aelianus et Amandus. Qui sont ces hommes ? Militaires ayant fait sécession après avoir formé les volontaires gaulois engagés contre les agresseurs germains ? Ambitieux voulant reprendre le pouvoir dans le sillage du pseudo-empereur gaulois Postumus ? Isabelle Drouin penche plutôt pour *« de petits propriétaires terriens qui entraînent derrière eux des cultivateurs d'origine similaire et une masse de misérables : paysans indépendants ruinés,* coloni *ayant fui les terres de leurs maîtres, déserteurs des armées impériales… »* Sans revendications connues, les motivations des insurgés restent obscures. Impôts abusifs ? Famines ? Révoltes contre les grands propriétaires fonciers ou les représentants de l'État, gangrénés par la corruption ? *« Il se peut qu'après les invasions du IIIe siècle, nombre de paysans se soient retrouvés sans patron légitime et aient tenté de faire valoir leurs intérêts autrement… »*

Quoi qu'il en soit, les leaders des Bagaudes semblent suffisamment charismatiques pour créer un mouvement armé. *« Il est difficile d'estimer leur nombre avec précision, on peut penser qu'il dépassait l'équivalent de deux, voire trois légions, c'est-à-dire entre 10 000 et 15 000 hommes »*, avance le chercheur italien Luca Montecchio, professeur d'histoire à l'université eCampus de Rome. Sans doute éclatée en une multitude de petites bandes, cette coalition de déclassés ruraux se caractérise par sa mobilité et ses modes d'action. Les insurgés s'en prennent aux gardes armées des gros propriétaires et créent leurs propres milices. Ils frappent avant de se replier dans les forêts, bloquent les routes et s'attaquent aux voyageurs, pillent les grosses fermes isolées. Ils vont jusqu'à faire le siège d'Augustodunum, l'actuelle Autun, en Bourgogne, sans pour autant prendre la ville.

SUBVERSION SOCIALE

Une tactique de guérilla logique pour des combattants improvisés. Mamertin, encore lui, évoque *« des laboureurs devenus fantassins, des bergers cavaliers. Une*

troupe ignorante de l'art militaire, mais y prenant goût ». Ce qui fait dire à Isabelle Drouin : *« Ce n'étaient pas de pauvres hères rendus fous par la faim. Des campagnards mieux nantis formaient peut-être le bras armé du mouvement. »* De là à imaginer que ces révolutionnaires en herbe partagent leurs butins avec les habitants, s'autogouvernent, voire battent monnaie à l'effigie de leurs chefs, il n'y a qu'un pas, qu'aucune preuve historique n'alimente, mais que la légende postérieure a franchi. Certains verront même dans l'explosion bagaude les prémices du ralliement de la population gauloise à la « barbarie franque ».

Face à cette fureur rurale, les cités de Gaule, refuges des classes aisées et du pouvoir impérial, tremblent. *« Toutes les villes possèdent des milices urbaines, équivalents de nos polices municipales, qui traitent ce genre de troubles »*, rappelle Jérôme France. *Mais avec les bagaudes, les milices sont dépassées, il faut faire appel à l'armée et à l'empereur. »* En juillet 285, l'empereur Dioclétien nomme César le général Maximien, originaire de l'actuelle Serbie, pour régler la question bagaude. Contre les guérilleros, ce militaire de carrière emploie une tactique éprouvée par la suite : lancer des colonnes mobiles, composées de cavaliers… Avec trois légions, il repousse peu à peu les bagaudes, non par une grande bataille, mais par une succession de petits engagements. L'historien romain Orose parle d'un *« succès facile »*. Sept mois seront pourtant nécessaires aux vétérans professionnels de Maximien pour venir à bout des révoltés. Plus étonnant : le général se montre clément avec les prisonniers. Il aurait pu faire couper les mains, crever les yeux ou clouer en croix les insurgés le long des voies romaines. Il se contente de renvoyer les laboureurs rebelles à leurs champs et les bergers à leurs troupeaux. C'est que dans l'Empire qu'il vient de conquérir, Dioclétien a besoin de bras pour cultiver et stabiliser les campagnes de la riche Gaule.

Grâce à cette politique d'apaisement et à la reprise en main des frontières par Dioclétien, la flambée bagaude s'éteint pour un bon siècle. Le feu repart cependant au tout début du Ve siècle. L'Empire vit alors ses dernières heures. Les Germains se sont installés en Gaule ; les Alains sur les bords de la Loire ; les Wisigoths en Aquitaine et en Espagne. Le christianisme fait de plus en plus d'émules. L'arrivée de nouveaux chefs, qui remplacent peu à peu le pouvoir impérial, suscite des mouvements populaires et favorise la multiplication de bandes armées dans les zones floues. Des rébellions paysannes, signalées en Armorique, sur les bords de la Loire, dans les Alpes ou en Hispanie sont à nouveau réprimées. Flavius Aetius, le dernier défenseur de l'Empire sous Valentinien III aurait même demandé à Attila de lui envoyer des renforts de guerriers huns pour venir à bout de cette *« subversion sociale »* ! Pourtant cette fois, le ton des commentateurs diffère. Du haut de sa chaire, le prêtre Salvien de Marseille (début Ve siècle-480) prend la défense des insurgés : *« Nous appelons rebelles ou scélérats des hommes que nous avons réduits à être des criminels. Comment sont-ils devenus bagaudes, si ce n'est à cause de nos injustices ; à cause des confiscations et des rapines de ceux qui ont détourné la perception des impôts au profit de leur propre bourse (…). Ainsi est-il arrivé que des hommes, étranglés et tués par le brigandage des juges, soient devenus semblables à des barbares, puisqu'on ne leur permettait pas d'être romains. »*

Discours marquant, qui va accompagner la chute de l'Empire et assurer la postérité des rebelles bagaudes, bientôt assimilés à des martyrs chrétiens innocents. Dans l'imaginaire collectif, « Bagaude » devient dès lors un nom commun qui désigne toute révolte de paysans, comme la Jacquerie de 1359 désignera plus tard les soulèvements en province.

Pascale Desclos



Stèle funéraire en calcaire représentant un couple de paysans labourant un champ. Ier siècle après Jésus-Christ.

PHILIPPE ROY / AURIMAGES

Pièces en toc

Les insurgés bagaudes ont-ils battu monnaie, façon symbolique de revendiquer leur rupture économique et politique avec l'Empire ? Une dizaine de pièces ont un temps été attribuées aux deux meneurs de la révolte de 285, Aelianus et Amandus. Une hypothèse aujourd'hui écartée par les historiens. Celles soi-disant battues par Aelianus se sont avérées être des *solidi* frappés pour le Gaulois Laelianus, éphémère successeur de l'empereur gaulois Postumus, en 269. Quant à la pièce à l'effigie d'Amandus, présentée aux experts par l'archéologue britannique Arthur Evans, elle a été déclarée fausse et a disparu depuis.

LES AFFRES DE



En 996, le duc Richard II vient de succéder à son père et prend le pouvoir en Normandie. Au tournant du siècle, alors que les dernières grandes invasions ont mis à mal l'autorité royale, les pouvoirs régionaux se sont accrus. La seigneurerie locale s'impose et structure la société. Un ordre hiérarchique strict régit alors les rapports des seigneurs entre eux, assujettis les uns aux autres dans un fort système de dépendance : en échange d'un fief, le vassal accepte de servir son seigneur. Celui-ci affirme son autorité sur les terres qui lui sont confiées, mais aussi sur ceux qui y vivent, les paysans.

Sur ses terres, le seigneur est tout-puissant et détient le droit d'exiger des prélèvements arbitraires et d'imposer des corvées à ceux qui la cultivent en échange d'une parcelle. Autour du XI^e^ siècle, cette domination s'appesantit un peu partout dans le monde franc et les relations entre seigneurs et paysans se durcissent : *« À partir du XI^e^ siècle, les seigneurs prélèvent des redevances plus nombreuses et*

LA FÉODALITÉ



Calendrier, mois d'août, extrait du *Psautier de la Reine Marie*, vers 1310-1320.

BRITISH LIBRARY / AURIMAGES

Au début du XI^e siècle, le système féodal structure la société médiévale. Les seigneurs règnent alors sur la terre et ceux qui la cultivent, et imposent leur domination sur les paysans. Si les contestations s'élèvent çà et là, elles restent rares jusqu'à la fin de la période, où l'ordre du monde est considéré comme fondamentalement hiérarchique.

plus lourdes, en nature et en argent, sur un plus grand nombre de sujets. Elles leur permettent de couvrir leurs besoins domestiques et de se procurer les produits de luxe indissociables de leur statut », explique ainsi l'historien Laurent Feller.

En réaction à cette pression, une insurrection paysanne éclate sur les terres du duché de Normandie. *« Les paysans des différents comtés de la patrie normande se mirent d'un même mouvement à tenir d'innombrables assemblées, décidant de vivre selon leur plaisir, et tant pour l'usage du revenu des bois que pour le commerce des eaux, et d'en user selon leurs propres lois »*, écrit en 1070 le chroniqueur normand Guillaume de Jumièges. En Île-de-France, des révoltes similaires ponctuent également la période, comme celles des serfs contre la seigneurie de l'abbaye de Saint-Denis. Mais ces insurrections resteront sans lendemain. D'abord, car la répression seigneuriale est sanglante, comme le rapporte le chroniqueur normand : *« Lorsque le duc apprit la révolte, il envoya le comte Raoul avec une multitude de soldats pour réduire cette férocité campagnarde, et disperser l'assemblée des paysans. Celui-ci, sans attendre les ordres, s'empara aussitôt de*





À gauche, calendrier, mois de juin, extrait du *Psautier d'Aliénor d'Aquitaine*, vers 1185.

À droite, calendrier, mois d'octobre, extrait du même psautier.

tous les députés, et de bien d'autres avec eux, leur fit trancher mains et pieds et les rendit impotents à leurs proches. » Ensuite, les soulèvements restent isolés et exceptionnels – *« la basse vallée de la Seine, dès le Xe siècle, est colonisée par des populations scandinaves, des groupes plus attachés à des marqueurs de liberté, mais ce phénomène de résistance reste un cas particulier »*, souligne Florian Mazel – et ne contestent pas directement le pouvoir seigneurial. *« À Saint-Denis, les serfs demandent la liberté de mariage en dehors de la seigneurerie et de pouvoir épouser des paysans libres… Ce que les seigneurs leur refusent, car leur descendance pourrait alors acquérir ce statut. »*

MAÎTRISE DE LA TERRE, HIÉRARCHIE DES HOMMES

Si la domination seigneuriale est peu remise en cause, c'est qu'elle est acceptée par la société. *« L'ordre du monde est pensé comme hiérarchique, voulu par Dieu. L'Église produit un discours qui légitime cette hiérarchie, avançant qu'il est normal que quelqu'un de bien né, un fils de noble, ait accès au pouvoir. D'ailleurs, le terme de* dominus *– seigneur – est aussi une des manières dont on parle de "Dieu", le Seigneur »*, souligne le médiéviste.

D'autre part, le monde paysan, bien plus complexe qu'on l'a longtemps imaginé, est lui aussi très hiérarchisé, composé de statuts d'une grande diversité. Alors qu'on a d'abord pensé le monde agraire peuplé de paysans esclaves, héritiers du statut antique, l'historiographie a montré que « le villain » renvoie en fait à des réalités distinctes, qui varient selon les lieux et les époques, *« tout particulièrement entre le Xe et le XIIIe siècle où l'on trouve à la fois des situations de servage prononcé tout comme des paysans qui disposent d'une liberté importante »*, souligne l'historien. Les serfs, qui représentent une minorité, ont des droits : très dépendants vis-à-vis du seigneur, peu mobiles, *« ils peuvent toutefois transmettre à leurs enfants l'usage de leur parcelle d'exploitation rurale et parfois avoir recours à la cour de justice seigneuriale »*. D'autre part, ces statuts *« qui ne sont pas juridiques mais anthropologiques »*, rappelle Laurent Feller, sont susceptibles d'évoluer : *« Les serfs peuvent être affranchis par les seigneurs, qui peuvent*



Calendrier, mois de novembre, extrait du même psautier.

décider du statut des paysans qui vivent sur leurs terres. » La grande majorité de la population paysanne est en fait constituée d'hommes libres : ils possèdent leurs terres, certains exploitent celles d'un seigneur tandis que d'autres collaborent avec le pouvoir lorsqu'ils sont chargés de collecter la redevance seigneuriale.

ÉMERGENCE DE COMMUNAUTÉS VILLAGEOISES

Cette hiérarchie constitutive de la société paysanne limite de fait le développement d'une forme de solidarité générale capable de faire chavirer le système, tout comme la croissance économique de la période, qui profite également au monde paysan. Bien qu'il subisse un régime seigneurial contraignant – *« certaines cérémonies sont humiliantes, comme le chevage, qui consiste à poser la redevance sur sa tête et la déposer sur l'autel, et ont pour objectif de rappeler la domination du seigneur »*, évoque Laurent Feller – celui-ci tire son épingle du jeu. Entre le X^e^ et le XIII^e^ siècle, la France connaît une large croissance agraire, qui bénéficie aux paysans. Malgré les famines, notamment au XI^e^ et au XII^e^ siècle, les conditions de vie sont meilleures : *« Les récentes découvertes archéologiques sur les reliquats alimentaires, les réserves de semence ou les vestiges corporels nous éclairent sur l'alimentation des paysans qui s'améliore. À côté des grandes parcelles agricoles et des vignes, sur lesquelles pèsent les taxes seigneuriales, les paysans disposent de potagers et de basse-cour exonérés de taxes, pour leur propre consommation »*, explique Florian Mazel.

Autre marque de l'affirmation du monde paysan : des communautés villageoises se créent, celles que Guillaume de Jumièges évoque dans son récit, tenant *« d'innombrables assemblées »*. *« Il se constitue des groupes, conscients de leurs besoins communs, autour des parcours du bétail par exemple ou qui entrent en négociation avec le seigneur »*, précise Laurent Feller. En Bretagne, elles se développent dès le IX^e^ siècle, tandis que dans le sud de la France, où le cadre des seigneuries est moins contraignant, les exploitations familiales dominent. D'autre part, les villes connaissent un véritable essor et leur pouvoir d'attraction affaiblit la seigneurie : *« Alors qu'une partie des paysans quittent la campagne, les seigneurs, dépourvus, ont moins les moyens de les contraindre »*, résume le chercheur.

Car les seigneurs, qui cherchent à accroître leurs profits sur les biens agricoles produits, alors que la ville devient un puissant centre économique et que le commerce s'y développe, sont tout aussi dépendants des paysans. *« S'il y a une véritable conscience de la domination seigneuriale sur le monde paysan, mise en image dans les représentations de l'époque comme dans les livres d'heures ou dans les romans de chevalerie où les paysans sont décrits comme des rustres, certains sont conscients de leurs responsabilités vis-à-vis des paysans »*, précise Florian Mazel, notamment les seigneurs ecclésiastiques qui ouvrent leur grenier en période de famine. *« On voit se mettre en place des formes de solidarité entre seigneurs et paysans, qui ne restent pas indifférents à la situation matérielle de ces derniers. »* Le seigneur n'est pas toujours perçu comme un ennemi, rappelle d'autre part Laurent Feller : *« Souvent conservateurs, certains vont malgré tout choisir de ne pas percevoir de redevances, et de ne l'activer qu'en cas de crise, tandis que d'autres considèrent que la corvée est un appareil coûteux, si bien qu'elle ne sera pas exigée partout. »*

Pourtant, dès le XIII^e^ siècle, les statuts de la classe paysanne se rigidifient et les seigneurs reprennent le contrôle de la terre, poussés par leur besoin de main-d'œuvre corvéable. Les conflits entre les différentes classes de la société s'intensifient. Ils mèneront aux jacqueries de la fin du Moyen Âge, qui viseront cette fois directement la domination seigneuriale.

Aimie Eliot

BIBLIOTHEQUE ROYALE DES PAYS-BAS / AURIMAGES

XII^E SIÈCLE

CONSTANT, MANANT DU DOMAINE DE MONTREBOIS EN ÎLE

C'est la troisième fois cette semaine. La troisième fois que les pigeons seigneuriaux s'abattent sur sa parcelle de blé comme une nuée de criquets. Constant a beau être excédé, il n'a d'autre choix que de ravaler sa rage. Le droit de colombier autorise ces maudits volatiles à se goberger de grains dans les champs des ruraux jusqu'à s'en faire éclater le jabot. Ce qui n'empêchera nullement le seigneur de Montrebois de lui réclamer le champart, établi depuis deux ans à un dixième de la récolte. Si encore les pigeons allaient picorer les réserves, les terres du seigneur, mais non, il faut qu'ils viennent dans son manse, la parcelle qu'il exploite pour nourrir les siens. Constant est un manant – du verbe *manere*, habiter – dont l'état de servitude découle de sa résidence à l'intérieur d'un district banal. Mais qu'on n'aille pas le traiter de *servus*. Il méprise les serfs authentiques, descendants d'esclaves ruraux ou entrés en servitude à la suite d'une condamnation judiciaire. Non, lui est persuadé d'être le lointain rejeton de paysans libres réduits progressivement à un état de dépendance par la force militaire des châtelains locaux. On peut être manant et s'accorder un peu d'amour propre. En attendant, les droits que possédaient ses ancêtres sur la terre se sont mués en devoirs : devoir d'y résider sans pouvoir la quitter, devoir d'y trouver sa femme à moins de s'acquitter de la formariage, une taxe pour se marier en dehors de la seigneurie, et impossibilité de la vendre ou de la léguer à ses descendants : il ne peut posséder aucune terre en pleine propriété, en revanche il a un droit d'usage sur le lopin accordé par la seigneurie et sa lignée héritera comme lui de ce droit d'usage. Personne ne peut l'expulser et il pourra y écouler tranquillement ses vieux jours. Mais le prix à payer pour avoir un toit sur la tête et un bout de terrain est élevé.



Intrados d'une arche du panthéon des rois de la collégiale San Isidoro, à Léon, en Espagne, représentant une scène du calendrier agricole. Ici, le mois de septembre, avec une illustration de la vendange (peinture murale, vers 1160-1170).

HERITAGE IMAGES / AURIMAGES

SEIGNEURIAL -DE-FRANCE



Trois jours par semaine, Constant est tenu d'assurer le cycle complet des travaux agricoles sur une parcelle de la réserve seigneuriale, des labours jusqu'à la récolte. Il s'agit en plus de s'acquitter de différents « menus travaux » pour le compte du châtelain, charrois, travaux de clôture, sarclage des vignes, battage au fléau... Il faut aussi entretenir les ponts ou « remettre les chemins en bonne et due réparation ». Hier encore, Constant a dû aller répandre un tombereau de fumier sur la terre fraîchement retournée d'un champ voisin. Toutes ces corvées lui laissent peu de temps pour l'entretien de son propre terrain. Si seulement il pouvait devenir censier, ne s'acquitter que d'une redevance en argent ou en nature et consacrer ses six jours hebdomadaires de labeur à ses propres terres. Il pourrait alors décider librement de l'assolement ou de ses cultures, et vendre ses surplus au marché de Bonneval près de Chartres. Pour l'heure, à moins d'une improbable manumission volontaire par le seigneur pour ses bons services, un affranchissement semble complètement hors de portée. Alors courbe l'échine, compain, et accepte ton sort, puisque tel l'a voulu le bon Dieu. Labourer, semer, faucher, moissonner, vendanger, tel est le cycle de tes peines, qui suit l'ordre des saisons. Depuis le péché originel, charge au brave paysan de poursuivre la tâche d'Adam et de tirer subsistance de la terre. Tout ne va pas si mal. Avec l'emploi depuis quelques années de la charrue à versoir qui, contrairement aux vieux araires, découpe le sol en profondeur et rejette les mottes d'un seul côté, les épis sont plus nombreux qu'avant. On a le ventre un peu moins creux. Et puis Constant semble doué d'une ruse instinctive pour agrandir l'air de rien son petit lopin. D'abord en défrichant subrepticement les terrains jouxtant le sien. Ensuite, de façon plus régulière, en obtenant la tenure d'un petit pan de forêt que le seigneur de Montrebois a décidé de mettre en valeur. Notre manant compte en faire des prés qui, en accord avec le maître, seront exemptés de taxes pendant quelques années.

Constant a pris la route de sa chaumine, voûté sous un fagot de gros bois ramassé dans la forêt toute proche comme ses droits d'usage l'y autorisent. À l'intérieur de la maisonnette faite de bois et de torchis, sa femme Mathilde entretient le foyer au centre d'une pièce unique. Elle est toujours la première à se lever et la dernière à se coucher. Avant de rejoindre le lit, elle prend toujours soin de recouvrir les braises avec les cendres pour les préserver jusqu'au lendemain, mais aussi éviter l'incendie. Les volutes de fumée ne s'échappent que par une simple ouverture au milieu du chaume et font toujours tousser les enfants lorsque le bois est trop vert. Le couple en a trois. Du moins, il n'en a plus que trois sur les sept nés au cours de ces dix dernières années. De temps en temps, un nourrisson confié par quelque bourgeoise de Chartres vient rejoindre la fratrie pour profiter du bon air de la campagne et des généreux tétons de Mathilde. Avec plus ou moins de succès : un des petits placés en nourrice l'an dernier est mort d'une fièvre. Mieux vaut ne pas s'attacher aux enfants avant qu'ils n'atteignent l'âge de 6-7 ans et prouvent par là-même leur capacité à rejoindre la communauté des vivants. Ceux de la maisonnée semblent en bonne voie de passer le cap, et l'un d'eux aide déjà son père dans les champs tandis que les plus petits s'occupent des poules et des trois cochons entre deux parties de toupies. En ce début décembre, Constant s'apprête à tuer l'un d'eux comme chaque année. L'occasion de se faire quelques précieuses réserves de jambons, saucisses susceptibles d'améliorer l'ordinaire de pain noir et de légumes du jardin et pour les gamins, celle de gonfler sa vessie et de jouer à la balle. Un lapin attrapé discrètement au collet dans la forêt apporte de temps en temps quelques protéines à la famille. Oui, braconner est un péché, mais un péché véniel, qu'on devrait pouvoir éluder à l'aide de quelques Pater et Ave Maria. Constant, comme tous ses contemporains, envisage la vie comme une longue pérégrination vers le salut. Il a donc la hantise du péché, une peur panique de la damnation éternelle. Le soir, dans son lit, il frémit à l'idée que les souffrances physiques de ce bas monde limitées par la survenue de la mort pourraient se poursuivre en enfer pour l'éternité si jamais son âme n'était pas jugée digne de rejoindre le Tout-Puissant. C'est promis, Constant fera maigre la semaine prochaine.

Christophe Migeon

LES PASTOUREAUX MENACENT L'ORDRE FÉODAL

En 1251 et en 1320, deux « croisades populaires » non sanctionnées par le pape se mettent en branle dans les campagnes françaises. Le roi et l'Église sont dépassés par la ferveur de leurs sujets, qui finissent par attaquer Juifs et clergé.

Du XII^e^ siècle au XIV^e^ siècle, toute la société de l'Occident chrétien vit à l'heure des croisades. Prêchées par le pape, ces expéditions guerrières visent d'abord à combattre les pouvoirs musulmans. Ordre féodal oblige, seuls les chevaliers nobles sont légitimes à prendre les armes. Mais sacrilège ! Par quatre fois dans l'actuelle France – en 1096, 1212, 1251 et 1320 –, des paysans se sont croisés en masse sans répondre au moindre appel papal.



AURIMAGES

La croisade des Pastoureaux de 1320 (*Fleurs des chroniques*, Bernard Gui, vers 1390).

CES RÉCITS FORMENT AUTANT DE LÉGENDES NOIRES, OÙ TRANSPARAISSENT LA PEUR ET LE MÉPRIS

Les deux « croisades des Pastoureaux » de 1251 et 1320 sont les plus marquantes. Malgré leur nom similaire, elles ne sont pas apparentées. Le terme « pastoureau » (qui signifie berger) indique simplement que ces mouvements rassemblent des ruraux de basse condition. Pour le reste, la documentation est peu loquace. *« On ne connaît pas bien le profil social de ces gens. On ne dispose que de descriptions de l'extérieur par quelques chroniqueurs, sur lesquelles s'est greffée une histoire mythique »*, explique Philippe Buc, professeur d'histoire médiévale à l'université de Leyde (Pays-Bas). Preuve que ces mouvements religieux atypiques ont beaucoup marqué : le récit de la croisade des Pastoureaux de 1320 intègre *Les Grandes Chroniques de France*, donc l'histoire officielle du royaume. Mais ces récits forment autant de légendes noires, où transparaissent la peur et le mépris : *« Les chroniqueurs les analysent comme des cas de séduction diabolique »*, complète Philippe Buc. Émergeant comme de nulle part en quelques se-



La croisade des Pastoureaux de 1251 : les Pastoureaux à Amiens, guidés par le moine Jacques de Hongrie, extrait des *Passages d'Outremer* de Sébastien Mamerot, XV^e siècle.

AURIMAGES

maines, les croisades des Pastoureaux ont de quoi effrayer : jusqu'à des dizaines de milliers de campagnards à leur apogée. *« Ces mouvements de masse sont symptomatiques de la pénétration du christianisme dans la population »*, analyse Philippe Buc. Si ces « croisades » insolites font peur aux puissants, c'est aussi parce qu'elles défient l'ordre de la société féodale.

LE MOINE SÉDITIEUX

En 1251, les vilains se réunissent pour aller en Égypte libérer Saint Louis. Le roi de France s'y est fait capturer en 1250, lors de la septième croisade, et a envoyé un courrier appelant ses chevaliers à le sauver. Pourtant, le mouvement semble naître à la frontière nord-est du royaume, dans le Saint-Empire romain germanique. Juste avant la croisade, des prédicateurs du pape y appelaient énergiquement à la croisade contre… les Hohenstaufen, empereurs du Saint-Empire. Ce sont les ennemis jurés de la papauté, dont les États sont encerclés par le Saint-Empire. Si les envoyés du pape ont allumé la flamme de la croisade, les bergers frontaliers en changent la cause, qui devient celle du roi de France. Les voies du peuple sont impénétrables… Jeunes bergers, vachers, laboureurs se croisent dans tout le nord de la France et descendent avec exaltation vers Paris en cortèges non violents. Un leader émerge en avril 1251 : le Maître de Hongrie. Ce moine, orateur de talent, soutient que la Vierge Marie lui est apparue pour lui dire de lever une armée de pauvres afin de sauver le roi et de reprendre Jérusalem, car le clergé et la chevalerie en sont incapables. *« Dans l'imaginaire de cette époque, la croisade ne peut fonctionner que si le monde chrétien est pur*, décrypte Philippe Buc. *Donc si elle échoue, cela signifie que des ennemis de l'intérieur empêchent son succès. »* Le clergé et les juifs – seuls non-chrétiens du royaume – ne tarderont pas à en faire les frais. Après que la régente Blanche de Castille a béni ces croisés roturiers en début juin, elle cesse de les soutenir : le Maître prêche un discours trop séditieux. Les Pastoureaux quittent alors Paris, et le mouvement se termine fin juin en eau de boudin. Bourges est le théâtre de pogroms, et les agressions anticléricales essaiment. *« Dans une entreprise de purification tous azimuts, les Pastoureaux s'attaquent à un couvent de moines à Orléans pour les forcer à la pauvreté »*, illustre Philippe Buc. Selon les lieux, des troupes royales ou des milices locales viennent à bout des forcenés. On raconte que quelques Pastoureaux rescapés atteignent Marseille, d'où ils auraient embarqué pour le Levant et l'armée de Saint Louis.

LES MAURES, LES JUIFS ET LE ROI

Plus fâcheux, la deuxième croisade des Pastoureaux constitue une révolte contre l'autorité du roi. *« En 1251, la personne du roi n'est pas critiquée*, indique Philippe Buc. *En 1320, la violence vise les clercs et le pouvoir royal. »* Les raisons en sont complexes. *« Au début du XIVe siècle, le pouvoir royal est dans une mauvaise posture*, souligne Philippe Buc. *La succession de Philippe le Bel se passe mal et, conséquence d'une série d'expéditions militaires couteuses, la pression fiscale s'est accrue sur les populations. Enfin, juste avant 1320, une grande famine a touché le nord de la France, d'où viennent les Pastoureaux. »* Là encore, la prédication papale joue un rôle de bascule involontaire. Au concile de Vienne, en 1312, le roi de France Philippe le Bel s'était engagé à lancer une vraie croisade. Depuis, la papauté aiguillonne le



Au premier plan, des paysans armés assiègent une cité lors de la croisade des Pastoureaux de 1320 (*Chroniques de Saint-Denis*, XVe siècle).

AURIMAGES

À LIRE

Guerre sainte, martyre et terreur. Les formes chrétiennes de la violence en Occident, Philippe Buc, Gallimard, 2017.

The Advent of the Pastores (1251), Gary Dickinson, *Revue belge de Philologie et d'Histoire, 1988. Violence et minorités au Moyen Âge,* David Nirenberg, PUF, 2001.



Croisade des Pastoureaux de 1251 : des paysans armés menés par le moine Jacques de Hongrie marchent vers Amiens, se livrant en chemin à des pillages et massacres (illustration d'Édouard Riou dans l'*Histoire populaire de la France*, vers 1860).

peuple avec des prêches procroisade.

L'étincelle est localisée : la Normandie, au mois de juin. Un jeune berger affirme avoir été visité par le Saint-Esprit, qui l'a appelé à lever une croisade pour combattre les Maures en Espagne. Là encore, la « croisade » non autorisée enrôle large : jeunes hommes, jeunes femmes, et même des familles entières de paysans, poussés par l'exaltation. Devant les portes de Paris, les Pastoureaux 2.0 demandent en vain d'être reçus par le roi Philippe V pour qu'il les guide. L'expédition tourne alors au jeu de massacre. Non contents de piller les villes et pays qu'ils traversent en descendant dans le Sud-Ouest, les Pastoureaux s'en prennent violemment aux juifs – mais aussi aux lépreux et aux clercs – dans plusieurs villes, comme Toulouse et Albi. Une vraie manifestation d'hostilité au roi, qui venait d'autoriser de nouveau les Juifs à vivre dans le royaume. L'armée est envoyée pour écraser le mouvement près de Carcassonne : c'en est fini de la deuxième croisade des Pastoureaux. Les événements de 1251 et de 1320 laissent derrière eux un mythe sanglant. S'y reflète le fanatisme d'un peuple chauffé à blanc, mais aussi l'angoisse du pouvoir face à ces mouvements imprévisibles.

François Mallordy

AURIMAGES

LES JACQUES ENTRENT



COLLECTION DAGLI ORTI / BIBLIOTHÈQUE NATIONALE PARIS / EILEEN TWEEDY / AURIMAGES

DANS LA POSTÉRITÉ



Le massacre des paysans rebelles français, dits Jacques, à Meaux en 1358. Les troupes du Dauphin répriment brutalement la révolte paysanne durant la guerre de Cent Ans (*Chroniques de Froissart*, XV[e] siècle).

En pleine guerre de Cent Ans, un soulèvement rural d'une rare ampleur sème la terreur au sein de la noblesse du Beauvaisis et d'ailleurs. Affichant une dimension anti-seigneuriale très nette, la Grande Jacquerie de 1358 vise les châteaux et les symboles du pouvoir. La répression est à la mesure du traumatisme. Deux semaines après le début des événements, le mouvement des Jacques est écrasé. Il marquera pourtant durablement l'Histoire…

En 1358, un héros bien français forge sa légende dans les campagnes picardes. Il s'appelle Guillaume Cale et a pris la tête d'une révolte qui fait trembler les nobles. Eux le surnomment Jacques Bonhomme, un sobriquet péjoratif qui va s'imposer comme le symbole des luttes paysannes. La flambée de violence s'étend bientôt au Bassin parisien et même au-delà. Les chroniques médiévales évoquent des châteaux brûlés, des destructions et de multiples atrocités. Qualifié de « Grande Jacquerie » d'après le surnom de son meneur, ce soulèvement paysan va marquer les mémoires et s'affirmer comme un modèle pour les frondes rurales de l'Ancien Régime, qui seront à leur tour parfois dénommées jacqueries. Entré dans l'Histoire, ce terme a encore récemment été utilisé pour désigner le mouvement des Gilets jaunes…

JACQUES BONHOMME

Comment s'est construite cette étonnante postérité ? C'est ce qu'a cherché à savoir l'historien Gaëtan Bonnot, qui a consacré sa thèse à la Grande Jacquerie de 1358. « *La manière dont elle a été perçue*



Bataille de Poitiers, 1356. Le roi de France Jean II le Bon affronte les troupes anglaises menées par le Prince Noir, Édouard de Woodstock (*Grandes Chroniques de France*, vers 1415).

BRITISH LIBRARY / AURIMAGES

est très liée au regard des chroniqueurs médiévaux, explique-t-il. *Les lettres de pardon royales, par lesquelles le roi accorde sa grâce aux anciens révoltés, ont aussi été étudiées à partir du XIX^e siècle.* » Ces documents dépeignent un soulèvement paysan spontané dont l'épicentre se situe dans le Beauvaisis. Il débute le 28 mai 1358 à Saint-Leu d'Esserent, dans la vallée de l'Oise, par le meurtre de quatre chevaliers et de cinq écuyers. Pendant une quinzaine de jours, les crimes, les pillages et les dévastations s'enchaînent. Une répression massive vient rapidement répondre à cette révolte. Le 9 ou le 10 juin (la date est incertaine), les nobles écrasent les rebelles à Meaux, dans la Brie et à Mello, dans l'Oise.

« *Au lendemain de la Grande Jacquerie, on parle des "effrois" des non-nobles contre les nobles, un terme qui marque bien l'état de frayeur dans lequel ces derniers ont été plongés. Quelques mois plus tard, on emploiera plutôt le mot de "commotion", un mot générique qui désigne alors les mouvements de révolte* », rapporte Gaëtan Bonnot. Le mot « jacquerie » s'imposera surtout à partir du XV^e siècle, mais peu après l'insurrection, certains textes surnomment déjà le meneur Jacques Bonhomme. Jacques est un prénom

fréquent dans le monde rural, connoté ici par un certain mépris social ; il est aussi lié à un vêtement, la jacque, qui est une veste de travail paysanne. Quant au sobriquet « bonhomme », il évoque un personnage du peuple un peu benêt…

Par la suite, cette explosion de violence sera mise sur le compte de la misère du monde paysan. *« Le paysan, enragé de faim et de misère, força les châteaux, égorgea les nobles »*, écrira ainsi Jules Michelet dans son *Histoire de France* publiée en 1876. C'est que la période est délétère. Aux ravages de la peste noire, qui a décimé la population, se rajoutent ceux de la guerre de Cent Ans. Les finances sont au plus bas et la monarchie a augmenté la fiscalité pour renflouer les caisses. De son côté, Charles II le Mauvais, roi de Navarre, conteste la légitimité des Valois et cherche à profiter de la déstabilisation du royaume. La situation s'est encore aggravée avec la captivité en Angleterre du roi Jean II le Bon, fait prisonnier le 19 septembre 1356 lors de la bataille de Poitiers. La rançon exigée par le roi Édouard III est colossale…

CONTRAT SOCIAL ROMPU

Prenant le parti des nobles, les chroniqueurs se sont parfois laissés emporter par une imagination sans bornes. *« Les récits de Jean Froissart sont excessivement critiques vis-à-vis de la Jacquerie. Il parle de chiens enragés, il invente des scènes macabres, d'anthropophagie, de viol collectif, etc. C'est vraiment de la littérature ! »*, s'amuse Gaëtan Bonnot. Cette dimension fantasmée provient des *Vrayes chroniques* de Jean Le Bel, qui lui ont servi de modèle. Celui-ci semble se délecter des pires atrocités : *« Ils tuèrent un chevalier, le mirent en broche et le rôtirent sous les yeux de la dame et des enfants. Après que dix ou douze eurent violenté la dame, ils lui en voulurent faire manger de force puis la firent mourir de male mort » !*

Cette rhétorique – mais aussi celle du pouvoir royal – cantonne l'insurrection à des débordements d'émotions irrationnels et sauvages et ne laisse guère la place à l'analyse de ses motivations politiques. Jusque récemment, la dimension antifiscale de la Grande Jacquerie était cependant évoquée par certains historiens. *« Il est vrai que la question de l'impôt était une préoccupation majeure au milieu du XIVe siècle, très discutée notamment au moment de la préparation des États généraux de la langue d'oïl, c'est-à-dire du nord du royaume. Mais c'étaient surtout les villes et la bourgeoisie urbaine qui étaient concernées »*, remarque Gaëtan Bonnot. L'historien s'est plongé dans des fonds documentaires qui n'avaient été que peu exploités, étudiant en particulier les archives des procès qui ont eu lieu au parlement de Paris à la suite de la révolte. Ses travaux, de même que d'autres études récentes, mettent à bas les idées reçues.

« Les procès parlent de réparation et permettent d'entrer dans le détail de l'action rébellionnaire. Ils ne montrent absolument pas une préoccupation fiscale. En revanche, ils mettent en évidence un vrai sentiment antiseigneurial et antinobiliaire », considère-t-il. Selon lui, le contexte de la guerre de Cent Ans est vraiment très prégnant. Au nord du royaume, des troupes armées anglo-navarraises comme françaises « vivent sur le pays », réquisitionnant le gite et le couvert et se rendant coupables de pillages et d'autres exactions. *« Il y a un vrai sentiment d'insécurité, qui est l'un des leviers du mouvement. »* Dans la société médiévale, la tripartition en trois ordres assigne à chacun un rôle. Tandis que le tiers état travaille et que le clergé assure le salut collectif en priant, la noblesse n'a pas d'autre utilité que de faire la guerre et de protéger le royaume et les populations. *« Après des défaites majeures, elle est considérée comme incapable de remplir sa fonction, ce qui a été interprété comme une véritable rupture de contrat social »*, souligne Gaëtan Bonnot.

Mobilisant des milliers de personnes, la Grande Jacquerie a une dimension d'action collective qui montre bien son caractère politique. Les populations rurales s'organisent, se réunissent au son des cloches et élisent des meneurs locaux. *« En seulement deux semaines, l'étendue spatiale de ce mouvement est extrêmement large, ce qui pose la question de sa coordination »*, constate Gaëtan Bonnot. Le centre de gravité du mouvement se situe dans le Beauvaisis, dans un vaste triangle entre Beauvais, la vallée de l'Automne et Beaumont-sur-Oise, qui englobe Creil et Saint-Leu d'Esserent, des foyers contigus étant situés au nord de Paris (Luzarches, Tremblay, Gonesse…) et au sud, aux alentours de Meaux et Melun. Guillaume Cale (aussi écrit Calle, Callet, Caillet ou Karle) apparaît comme le meneur local, autour duquel gravite un petit cercle de capitaines désignés ou élus. Les traces d'insurrection les plus à l'est sont retrouvées autour de Vitry-le-François, dans le sud de la Champagne crayeuse et dans le Perthois. On en localise aussi jusqu'en Normandie à l'ouest, jusque dans l'Amiénois au nord et jusqu'à la vallée de la Loire au sud, voire encore plus loin.

Les Jacques s'en prennent à la noblesse et à ses symboles. *« Ils vont brûler les papiers seigneuriaux, détruire les châteaux, emporter les biens, tuer des nobles, etc. »*, souligne Gaëtan Bonnot. Certaines actions nécessitent une certaine logistique et semblent avoir été planifiées. *« On sait que l'information circule en Picardie, et qu'il y a eu des chevauchées de Jacques sur plusieurs dizaines de kilomètres pour former des troupes – certains sont par exemple descendus depuis le nord de Beauvais jusqu'à Ermenonville pour attaquer un château. Le rôle structurant des axes fluviaux et terrestres apparaît aussi assez nettement. En revanche, il est évident que deux se-*

Des Pitauds aux Bonnets rouges, un siècle de révoltes antifiscales

1548 Les Pitauds vent debout contre la gabelle

Au printemps 1548, alors qu'Henri II projette de réformer la gabelle, «*taxe en orreur* (sic) *au peuple*», la révolte gronde en Aquitaine, jusque-là épargnée par cet impôt sur le sel. En mai, les receveurs de la gabelle sont menacés à Barbezieux. L'arrestation des meneurs met le feu aux poudres… Dans les paroisses de l'Angoumois, les habitants s'arment de bâtons et de faux. Cette révolte des Pitauds (surnom péjoratif des paysans) s'étend à la Saintonge et au Bordelais, mobilisant jusqu'à 20000 hommes excédés par la pression fiscale. Après avoir envoyé l'armée réprimer le soulèvement fin août, le roi abolira finalement la réforme un an plus tard…

1637 L'armée royale face aux Croquants

Le Sud-Ouest a été le théâtre de plusieurs révoltes des Croquants (sobriquet désignant les paysans insurgés) dès la fin du XVI[e] siècle. Sous le règne de Louis XIII, marqué par un «tour de vis fiscal», une nouvelle taxe sur le vin provoque des émeutes en Périgord dès 1635. En 1636, épuisés par le paiement des tailles qui financent la guerre contre l'Espagne, les croquants se soulèvent. L'insurrection tourne à la guerre civile au printemps 1637 quand un gentilhomme, La Mothe-La-Forest, prend la tête d'une armée de 8000 insurgés. Le 1[er] juin, attaquée par 3000 hommes de l'armée royale à la Sauvetat-du-Dropt, elle subit une déroute sanglante. Une large amnistie sera accordée aux villageois en juillet.

1639 Les Nu-pieds forment une «armée de souffrance»

À l'été 1639, la levée de l'exemption de la gabelle dans le Cotentin déclenche la révolte des Nu-pieds. Ces paysans sauniers, rejoints par des gentilshommes pauvres et des gens des villes, prennent les armes contre les agents du fisc. Le mystérieux Jean Nu-pied – cité notamment par la fameuse *Ordonnance du général Nu-pieds*, qui appelle à prendre les armes pour défendre « la patrie oppressée » par les « Partisantz & Gabeleurs » – prend la tête d'une « armée de souffrance ». Elle est écrasée à Avranches le 30 novembre par un bataillon de 1200 cavaliers et 4000 hommes à pied particulièrement brutal. La monarchie finira par pardonner aux émeutiers et enterrera le projet de gabelle.

1675 Les Bonnets rouges proclament le *Code paysan*

En 1675, une surenchère de taxes créées par Louis XIV suscite la colère. La révolte du papier timbré débute dans les villes de l'ouest contre une taxe appliquée aux actes authentiques. Parti de Rennes en avril, le soulèvement gagne les campagnes de Basse-Bretagne et prend le nom de révolte des Bonnets rouges (le couvre-chef des paysans). La population revendique sa liberté et son attachement à son régime d'exception fiscale dans le *Code paysan*; elle attaque des châteaux, brûle des titres de propriété… Lancée en décembre, la répression est impitoyable. Les clochers des paroisses rebelles sont détruits et les paysans, pendus par dizaines, tandis que 5000 hommes déferlent sur Rennes.

maines n'ont pas pu suffire pour que des Champenois s'organisent avec des Normands », remarque Gaëtan Bonnot. L'apparition de plusieurs foyers insurrectionnels durant une si courte période est-elle le fait du hasard ou faut-il considérer qu'ils se rattachaient tous à un mouvement unifié ? L'énigme subsiste…
Il n'y a pas de véritable clivage entre « rats des villes » et « rats des champs » et des habitants de Senlis, d'Amiens, de Beauvais, etc., n'hésitent pas à se joindre au mouvement. L'influence de la révolte parisienne menée par le prévôt des marchands Étienne Marcel contre le pouvoir royal reste en revanche très débattue. *« Des historiens ont suggéré qu'Étienne Marcel, en difficulté, aurait orchestré la Jacquerie pour faire diversion et affaiblir encore plus le régent, mais aucune source ne l'atteste »*, relève Gaëtan Bonnot. Ce qui est sûr, c'est qu'il y a eu des contacts et même des actions conjointes. Ainsi, des lettres de pardon mentionnent des Jacques qui cherchent à rejoindre la capitale pour dialoguer avec le chef de file des bourgeois de Paris. *« On sait aussi que des fidèles d'Étienne Marcel sont sortis de la ville pour mener des actions conjointes avec les Jacques, par exemple à Gonesse, sur les possessions de Pierre d'Orgemont, conseiller, président du parlement de Paris et chancelier royal. »*
Dans tous les cas, on peut supposer que les événements parisiens ont eu une incidence sur le développement de la Jacquerie. *« Paris cherchait à se fortifier et le marché de la pierre de taille était de plus en plus tendu. Or, la révolte est partie de Saint-Leu d'Esserent, qui est justement un haut lieu d'extraction de la pierre dans la vallée de l'Oise, et il n'est pas exclu que les premiers révoltés aient été des carriers »*, note l'historien. Guillaume Cale, notamment, a pu exercer cette profession. Certes, il est décrit comme un « homme de labour », mais ces termes s'appliquent alors à toute personne vivant d'un travail manuel, paysan ou artisan. De plus, il est qualifié d'homme *« sachant et bien parlant »*, donc doté d'une certaine instruction, et semble occuper un rang assez élevé dans la hiérarchie sociale. *« La Jacquerie n'est pas un mouvement paysan* stricto sensu, *mais plutôt un mouvement rural »*, précise Gaëtan Bonnot. Ses acteurs peuvent être des artisans ou des commerçants, des bourgeois, des clercs et des curés, des officiers royaux, etc., et certains appartiennent même à la petite noblesse, très appauvrie à cette époque.

LA VENGEANCE DES SEIGNEURS

Ils ne feront pas le poids face à la réaction des seigneurs… Dans le Beauvaisis, Charles II de Navarre prend la tête de la répression et deux semaines après le début des événements, les troupes de Guillaume Cale sont renversées lors de la bataille de Mello. Selon les sources, le capitaine des Jacques trouve la mort sur le champ de bataille ou est capturé par ruse et exécuté alors qu'il s'attend à rencontrer le roi de Navarre pour négocier – on rapporte aussi qu'il est décapité à Clermont, ce qui signe un rang social élevé. À Meaux, Jean de Grailly repousse l'attaque de la forteresse du Marché. Après cette double défaite, une répression massive s'abat sur les populations rurales, frappées sans distinction par une noblesse vindicative.
À l'été 1358, le régent reprend la main. En accordant son pardon aux insurgés, il marque sa volonté d'un retour à la paix et à l'ordre. Mais le chapitre de la Jacquerie est loin d'être clos. Des conflits locaux réapparaissent sporadiquement. Bien longtemps après les événements, des nobles perpétuent leur vengeance sur ceux qui les ont attaqués… Ou même sur leurs descendants ! Les procédures judiciaires de demande de réparation des préjudices subis – par les nobles, mais aussi parfois par les victimes de la contre-Jacquerie – sont par ailleurs nombreuses. *« Transmis dans les familles, le souvenir des révoltes perdure sur au moins trois générations*, rapporte Gaëtan Bonnot. *La mémoire de la Jacquerie s'ancre aussi dans les paysages, avec des châteaux détruits qui ne seront reconstruits qu'au XVe siècle ou ne seront jamais rebâtis. »* À l'époque moderne, elle devient une référence pour les révoltes frumentaires et antifiscales. *« On retrouve effectivement des traits communs dans les modalités de l'action collective à l'époque médiévale et sous l'Ancien Régime, reconnaît l'historien. Mais le parallèle s'arrête là, car le rôle de la noblesse s'est modifié avec l'avènement d'un pouvoir monarchique très fort. La société n'est plus du tout la même ! »*

Marielle Mayo

À LIRE

La Jacquerie – *Entre mémoire et oubli, 1358-1958-2008*, Actes du colloque organisé à Clermont en 2008 pour le 650e anniversaire de la Jacquerie, éditions Encrage, 2012.



Guillaume Cale, le meneur de la Grande Jacquerie, décapité en 1358, sur ordre de Charles II de Navarre (*Grandes Chroniques de France ou de Saint-Denis*, fin XIVe siècle).

BRITISH LIBRARY / AURIMAGES

L'ARMÉE DE MÉTIER POUR RÉPONDRE À LA GROGNE RURALE

Impôts extraordinaires, réquisitions, pillages et exactions de la soldatesque et de routiers… Aux XIVe et XVe siècles, la guerre de Cent Ans plonge les campagnes dans la crise. La création d'une armée de métier sort le royaume de l'ornière.

Événement fondateur dans la genèse de l'État moderne, la guerre de Cent Ans est bien connue pour avoir engendré un sentiment d'appartenance nationale en France comme en Angleterre, les deux principaux belligérants. Plus ignoré est le rôle central, quoique indirect, qu'ont joué les paysans dans la création de la première armée nationale moderne, née de ce conflit. S'ils ne guerroient pas, les vilains contribuent à l'effort de guerre. Directement par les impôts, et indirectement en logeant et nourrissant les gens de guerre – sans même compter les soldats hors cadre légal qui *« vivent sur le pays »*, selon l'expression consacrée. Héritage de la vieillissante société féodale, ce double rôle du paysan dans la guerre trouve ses limites dans le dernier conflit médiéval franco-anglais.

Débutant en 1337, la guerre de Cent Ans prolonge deux siècles de tensions et d'affrontements entre royaume de France et royaume d'Angleterre, qui avaient déjà culminé lors de la première guerre de Cent Ans (1159-1259). En pleine époque féodale, cette première série de conflits avait vu l'apogée de l'ost français – l'ost étant le service militaire dû par les nobles à leur suzerain, et par extension l'armée en résultant. Bataille de Bouvines en 1214, siège de La Rochelle en 1224, bataille de Taillebourg en 1242 : l'ost du roi de France remporte des succès éclatants. *« Pour lever l'ost, le roi envoie une semonce. Les bannerets, qui sont tous ceux qui possèdent un fief royal, doivent y répondre en levant leurs troupes, dont ils sont capitaines et qu'ils peuvent rémunérer »*, explique Benjamin Deruelle, professeur d'histoire à l'Université du Québec à Montréal (Canada). Ces chevaliers vassaux du roi recrutent leurs propres vassaux, chevaliers nobles également, et des troupes de fantassins roturières, peu évoquées dans les archives. L'ost français est majoritairement aristocratique, conformément au rôle guerrier rempli par la noblesse féodale. En pratique, le service militaire au suzerain prend la forme d'une obligation de servir à ses frais jusqu'à quarante jours par an. Il s'effectue par épisodes brefs : courses-poursuites, escarmouches, pillages de terres adverses, sièges, voire quelques batailles rangées.

CHEVAUCHÉES ANGLAISES

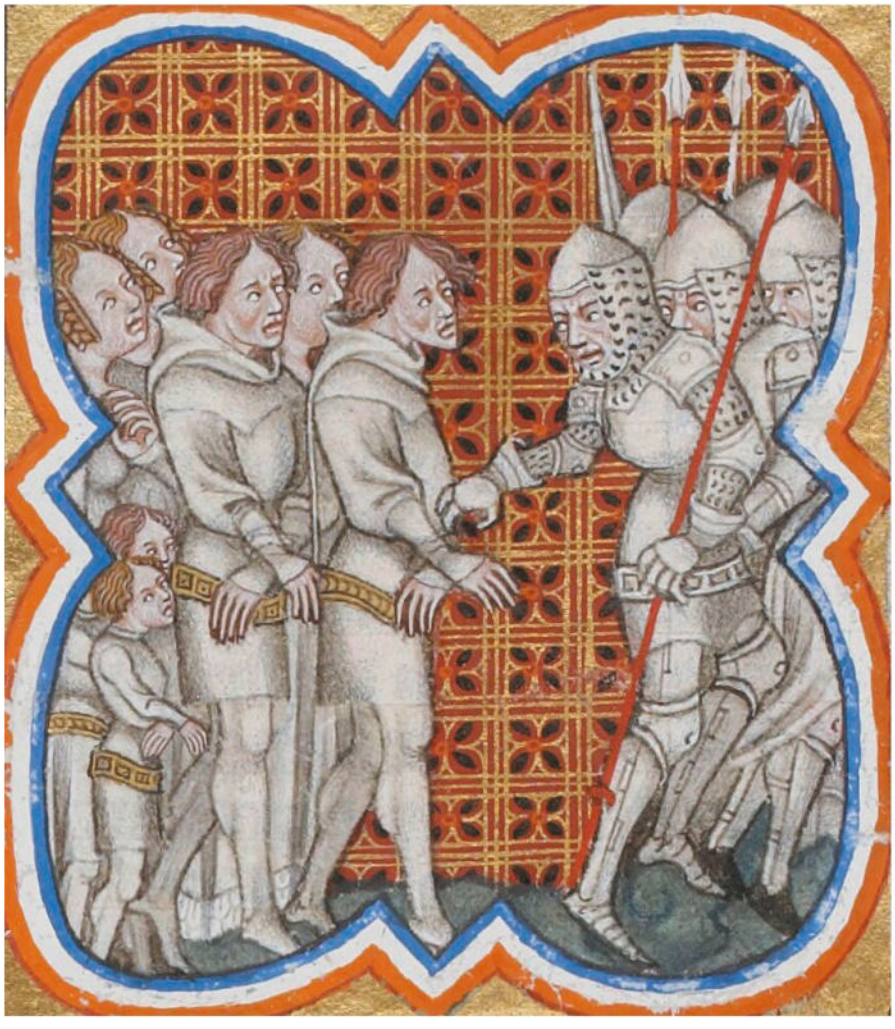
Presque un siècle après le traité de Paris de 1259, qui a mis fin à la guerre entre Capétiens directs et Plantagenêts, le conflit reprend sur de nouvelles bases. Cette fois, il oppose les équipes B : Lancastre anglais contre Valois français, les branches cadettes des dy-



Pillage de Montferrand par la compagnie de Perrot le Béarnais, en 1388, (*Chroniques de Jean Froissart* XVe siecle).



AURIMAGES



Des paysans armés (à droite) se soulèvent lors de la Grande Jacquerie, en 1358. Les révoltés avaient les moyens de se payer une armure complète (*Grandes chroniques de France*, XIVe siecle).

AURIMAGES

nasties précédentes. Mais les grandes heures de l'ost français sont révolues. En 80 ans, la guerre a changé, et l'armée anglaise est devenue rapide et mobile. À la bataille de Crécy, en 1346, les lourds chevaliers français sont décimés par centaines par les archers anglais, qui utilisent des arcs longs redoutables. Plus maniables et rapides que les arbalètes françaises, ils percent cottes de mailles et armures à des dizaines de mètres ! Enfin, les Anglais déploient une nouvelle stratégie implacable : la chevauchée. *« Des hommes d'armes projetés sur le continent pillent et ravagent tout sur leur passage le plus longtemps possible, jusqu'à ce qu'ils soient chargés de butin et repartent »*, résume Pierre Prétou, professeur d'histoire médiévale à l'Université de La Rochelle (17). Un moyen de pression simple et efficace par le bas : les campagnes dévastées sont susceptibles de se retourner contre leurs seigneurs, incapables d'assumer leur protection. En plus des chevauchées, la guerre touche davantage les campagnes. Regroupés en compagnies de quelques dizaines à une centaine d'hommes, les soldats sont plus nombreux qu'autrefois et mobilisés plus longtemps. Tous camps confondus, ils ponctionnent davantage la population, surtout s'ils ne sont pas soldés. Concrètement, les hommes d'armes préposés au ravitaillement intimident les paysans pour que ces derniers consentent à céder fourrage et volailles. Ces larcins déguisés relèvent moins de l'appât du gain que de la nécessité. *« Si vous ne disposez pas d'une armée de métier gagée et soldée, elle ne peut s'entretenir qu'en prélevant sur le terrain*, remarque Pierre Prétou. *En même temps, l'État royal a bien conscience de sa responsabilité dans les pays arpentés par ses compagnies d'où le roi reçoit des suppliques. La situation est très embarrassante, et atteint son paroxysme dans la grande crise de 1356-1358. »*

En 1356, c'est la bataille de Poitiers qui ouvre le bal. Nouvel échec écrasant de la chevalerie française malgré la taille, cet impôt extraordinaire de guerre, levé justement pour battre les Anglais. L'ambiance est à la fronde, et des chansons populaires dénoncent la couardise des nobles qui ont fui, plus intéressés par mener grand train que par défendre le pays… Pire, le roi Jean II est capturé par les Anglais. À l'humiliation s'ajoute une rançon astronomique, qu'il faudra payer par encore plus d'impôts. Cerise sur le gâteau, les combattants désœuvrés des deux camps, qu'on appelle routiers, ravagent les campagnes en formant de grandes compagnies au lieu de se retirer. C'en est trop : le contrat social est rompu. En 1358, des paysans du nord de la France se révoltent contre les nobles et détruisent des dizaines de châteaux lors de la Grande Jacquerie (voir *Les jacques entrent dans la postérité*, p. 46). *« Ne se révoltent que ceux qui ont quelque chose à perdre : les petits paysans ont déjà tout perdu*, souligne Pierre Prétou. *Ce sont les paysans aisés qui prennent les armes, ceux qui ont les moyens de se payer des panoplies de guerre complètes. »* Si le soulèvement est rapidement réprimé, il pousse les Valois à réorganiser en profondeur leur armée.

BANDES DE ROUTIERS

À partir de 1359, Charles V, roi de France jusqu'en 1380, reprend la guerre avec une armée rénovée, embryon d'armée permanente mobile. Elle est constituée de routes, des contingents de cent hommes d'armes – les soldats à cheval – sous les ordres d'un capitaine. Les capitaines sont désormais tenus responsables des pillages et dommages causés par leurs hommes. Cette armée est confiée à

Bertrand du Guesclin, qui débarrasse le pays des grandes compagnies d'anciens soldats en les envoyant combattre en Castille. Si le royaume et son armée se redressent sous Charles V, le long règne de son fils Charles VI, frappé de folie intermittente de 1392 à sa mort en 1422, voit le pays s'enfoncer de nouveau dans la crise. Adieu les réformes de Charles V, et retour à la case départ.

LES LETTRES DE GRÂCE OÙ TRANSPARAISSENT CES EXPLOSIONS DE VIOLENCE SOULIGNENT L'IMPASSE DU MODÈLE FÉODAL

Dans ces temps troublés, les exactions reprennent de plus belle, et les frontières entre soldats « réguliers » et routiers sont très floues. Les violences de la soldatesque sont immortalisées par des milliers de lettres de grâce, que les Valois accordent à leurs hommes d'armes accusés de crimes. Les récits qu'elles contiennent témoignent des brutalités que subissent les vilains : fourrage des fermes et pillage des ressources, mais aussi incendies, viols, meurtres… Loin d'être passive, la population est armée et se défend quand elle en a l'occasion – comme le montrent les rares lettres de grâce accordées aux paysans qui ont attenté aux hommes d'armes du roi de France. *« Les soldats peuvent être véritablement en danger dans les campagnes*, affirme Pierre Prétou. *On a des récits d'habitants qui se rassemblent à dix ou quinze avec des arbalètes dans une grange que des gens du roi s'apprêtent à piller, ou qui donnent la chasse à des bandes de routiers. »* En 1441, à Rieumes (31), des centaines d'habitants massacrent une dizaine de routiers isolés. De part et d'autre, les lettres de grâce où transparaissent ces explosions de violence soulignent l'impasse du modèle militaire féodal. *« Il faut bien gracier les gens de guerre parce qu'on a besoin d'eux, mais il faut aussi répondre à la dette de justice envers les populations*, analyse Pierre Prétou. *La chancellerie du roi de France n'a pas de solution à cette situation. La seule sortie par le haut, c'est la création d'une armée de métier. »*

COMPAGNIES D'ORDONNANCE

Mais pour ça, il faut une réforme d'une ampleur jamais vue. La première tentative en est l'ordonnance de 1439 de Charles VII. Exceptionnellement longue pour l'époque – 47 articles ! –, elle est promulguée après une énième recrudescence des violences dans les campagnes. La motivation qui précède les articles de loi montre clairement l'importance jouée par la souffrance du peuple dans l'élaboration de cette ordonnance, même en version originale. *« Pour […] fère cesser les grans excès et pilleries faictes et commises par les gens de guerre qui par longtamps ont vesqu et vivent sur le povre poeple sans ordre et justice, ainsi que bien au long a esté dit et remonstré au roy par les gens de son royalme […]. »* Au-delà de ce discours officiel, à quel point l'avis de ses sujets a compté pour Charles VII dans son entreprise de mutation radicale de l'armée ? Dur à dire. *« Il y a une volonté de discipliner l'armée pour la rendre plus efficace, mais aussi pour répondre à l'attente sociale. Souvent, la monarchie légifère à partir de requêtes qui lui sont adressées, donc la loi vient aussi d'en bas »*, note Benjamin Deruelle.

Quoi qu'il en soit, l'ordonnance de 1439 contient tout un arsenal de propositions visant à assurer le financement permanent d'une cavalerie nationale, sa professionnalisation, et son maintien sous contrôle exclusivement royal. Les capitaines, nommés par le roi, sont à la tête d'effectifs fixes de troupes. Les soldats de la nouvelle armée sont payés tous les trois mois par le roi via l'instauration annuelle de la taille, impôt autrefois extraordinaire. Enfin, la violence sur les civils est durement sanctionnée : les soldats coupables de pillage peuvent perdre leur noblesse. Ces propositions sont si novatrices qu'éclate en réaction une révolte des nobles, la Praguerie. De fait, l'ordonnance remet en cause frontalement l'ordre social, la guerre féodale, et le pouvoir politique que détenaient les grands seigneurs sur le roi par la levée des troupes. Après quelques années d'instabilité, une nouvelle salve d'ordonnances acte la nouvelle armée en 1445, dans l'esprit de la tentative ratée de 1439 : on considère aujourd'hui la réforme de 1445 comme un jalon essentiel dans la création de l'État moderne. Sont créées 15 compagnies d'ordonnance, chacune sous la direction d'un capitaine nommé par le roi. Chaque compagnie compte 100 lances, chacune comptant six hommes et six chevaux. Cette cavalerie, surnommée « grande ordonnance », reste constituée de nobles. Mais les roturiers alimentent toujours l'infanterie, ou « petite ordonnance », professionnalisée en 1448 par la création de la milice des francs-archers. Chaque paroisse doit désigner un roturier qui, en échange de déductions fiscales, s'entraîne régulièrement au maniement de l'arc ou de l'arbalète. Forte d'environ 20 000 hommes en tout, la nouvelle armée permanente du roi de France, première ébauche d'armée nationale, jouera un rôle déterminant dans les grandes victoires du roi de France à la fin de la guerre de Cent Ans… Elle ne signe pas pour autant la disparition des violences militaires sur la population paysanne. Mais celles-ci ne sont plus nécessaires pour faire la guerre.

François Mallordy

À LIRE

Construire l'armée française. Textes fondateurs des institutions militaires – Tome 1 : De la France des premiers Valois à la fin du règne de François Ier, Valérie Bessey, Pierre Bonin et Annie Crépin, Brepols Publishers et CEHD, 2006.

Guerre, État et société à la fin du Moyen Âge – Tome 1 : Études sur les armées des rois de France 1337-1494, Philippe Contamine, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales/Éditions Mouton/ Publications de l'École Pratique des Hautes Études, 2004.

Histoire militaire de la France – Tome 1 : Des Mérovingiens au Second Empire, sous la direction de Olivier Wieviorka, Hervé Drévillon, Xavier Hélary, Benjamin Deruelle, Bernard Gainot, Annie Crépin, Perrin, 2018.

XVI[E] SIÈCLE



Hersage et labour à la charrue (livre d'heures, Flandre, XVI[e] siècle).

ANTOINE, LABOUREUR À SOMBERNON, PRÈS DE DIJON

AURIMAGES



Il y a été de si bon cœur qu'il en a encore mal aux mains. Antoine vient d'administrer une belle rossée à Colas, le plus cossard de ses trois valets de ferme, qui avait encore oublié de donner à manger aux chevaux. Gifles, fessées, bastonnades, coups de pied au cul… rien n'est superflu pour tenir sa valetaille et s'attirer son respect. « La garsaille de céans » comme l'appelle plus ou moins affectueusement Antoine, fait partie de la famille et il entend bien en rester le maître. Une famille élargie non seulement aux domestiques, mais aussi à son gendre et sa fille qui vivent dans la maison avec sa femme Lison et lui. Car ici en Bourgogne subsiste l'infâme droit de mainmorte qui impose au paysan de transmettre sa terre à un héritier direct vivant sous son toit. En cas de manquement, la terre échoirait au seigneur local. Alors autant mettre les choses en ordre pour ne pas perdre ces dix hectares de champs, de vignes et de prés chèrement acquis depuis trois générations. Et puis un gendre, c'est aussi une paire de bras solides qu'il n'est pas nécessaire de payer. Dans ce petit monde clos, chacun a une tâche bien assignée par le chef de famille. Ce dernier dirige tous les travaux agricoles, assisté par son gendre et un valet, tandis que les autres se chargent des bêtes, volailles, vaches et chevaux, ainsi que d'une dizaine de ruches. Lison s'occupe de la cuisine, du linge et surtout du jardin attenant à la maison dont les légumes et « racines » vendus au marché procurent une appréciable rentrée d'argent liquide.

Aux dix hectares qu'il détient en propre s'ajoutent cinq autres qu'Antoine a pris en location. Quand les cieux le préservent des orages de grêle et des coups de gel intempestifs, l'ensemble lui permet de jouir d'une véritable indépendance économique lui faisant goûter non pas une opulence de gros fermier, mais plutôt une aisance honnête, confortée par un mode de vie frugal et rustique. Ses parcelles labourées sont dispersées dans les finages autour du village, suivant la pratique de l'assolement triennal : au fil des saisons se succèdent en alternance le blé d'hiver, puis l'avoine et enfin jachère. Impossible d'y déroger. Une fois les quantités retenues pour le pain quotidien – chacun consomme quatre à cinq livres de pain par jour ! – pour les rations des animaux et pour les semences de l'année suivante, les champs dégagent des excédents commercialisables. Ses deux hectares de vignes lui rapportent aussi chaque année 170 livres tournois. On vit bien, mais on pourrait mieux vivre : la survivance de la « vaine pâture » qui permet au bétail de la communauté de pacager sur les champs débarrassés de leurs récoltes, maintient la contrainte des soles, rend impossible la suppression de la jachère et bride les rendements. Voilà de quoi rebrousser le poil d'Antoine, lui qui, d'esprit curieux et novateur, pense à l'introduction de plantes nouvelles et essaie régulièrement de nouveaux engrais, composts de vase d'étang, brûlis d'arbrisseaux ou chaux des fours à chaux. Et puis il y a tous ces écornifleurs qui grignotent son blé, mulots, charançons, valets et autres pique-assiettes !

En bon paysan, Antoine aime se plaindre, mais cela ne va pas si mal. Beaucoup estiment qu'il « a du foin dans les bottes ». On dit que son arrière-salle contient sept coffres ventrus dûment fermés à gros verrou, remplis de grains, de pois et de lentilles, mais qu'il y aurait aussi des réserves de lard et de beurre en suffisance pour toute une escouade. Il se fait déjà appeler « Monsieur » dans sa paroisse. C'est qu'il lui arrive de souper avec le curé, sa femme porte la robe de chambre et la maisonnée mange dans des assiettes en étain. Ce n'est pas rien. Il y aurait même un Christ de cuivre accroché au-dessus de la porte. En somme, notre homme est un petit coq de village. Sa grande satisfaction est d'avoir été élu voici deux ans dans le syndic qui traite des affaires agricoles et financières du village le dimanche après la messe. Cette entité qui réunit une oligarchie de petits notables assure la police des cultures, surveille le système d'assolement dans toutes les parcelles, contrôle le droit de vaine pâture. Moisson, fenaison et vendanges dépendent d'une décision générale, elle-même soumise au droit de ban du seigneur. Dimanche dernier, le petit cénacle a débattu d'une question d'usurpation d'une terre relevant des communaux et de la suppression d'une redevance seigneuriale abusive pour « droit de guet et de garde ». Mais la principale préoccupation de ces petits propriétaires est la pression foncière exercée par de nombreux bourgeois dijonnais qui disposent de solides capitaux et achètent des terres au prix fort, qu'ils regroupent ensuite en métairies. Ces gros richards entrent en concurrence directe avec nos petits campagnards soucieux d'étendre leurs parcelles. Les travailleurs de la terre relativement nantis comme Antoine restent dominés par la classe des rentiers de la terre. Le seigneur du coin, modeste baronnet, leur pose bien moins de problèmes. Celui-ci demande bien encore quelques corvées, mais elles sont rares et ces journées de travail communautaires se terminent toujours en bamboches ponctuées de danses et de joyeuses beuveries. Certes, il faut bien s'acquitter de la « tierce », le champart local, soit près d'un dixième de la récolte. Face à la mollesse de l'autorité seigneuriale, certains ont essayé de ne plus payer, mais quelques bastonnades les ont ramenés à la raison. Pour compenser, Antoine ne se prive pas de chasser sans vergogne : cerfs et lièvres sont abattus à l'arbalète, les étourneaux attrapés « à la voile » par dizaines, les lapins sont fouis au terrier, et les merles sont travaillés à la glue. Et cela ne l'empêche pas de demander au baron une de ses arquebuses lorsqu'une meute de loups est encerclée à la huée. Non, tout ne va pas si mal dans ce bas-monde et il sera toujours temps d'aller voir plus tard si Dieu gagne à être connu…

Christophe Migeon

XVII^E SIÈCLE

JEANNOT,

Le coup de gel aura été fatal au blé en herbe. Toutes les pousses ont été grillées dans le sillon. Jeannot en pleurerait. Depuis l'été 1692, rien ne va plus, la froidure a déréglé les saisons et cet hiver est décidément le plus glacial de tous. La famine rôde comme un loup maigre. Même les plus riches peinent à nourrir leur propre famille. Les pauvres, eux, sont abandonnés à la merci d'un vent glacial et d'une charité vacillante. À la suite de la mauvaise récolte de l'an dernier, il a fallu emprunter de grosses quantités de grains pour les semences à un riche propriétaire local qui, même si l'Église l'interdit, ne s'est pas privé de le faire avec un intérêt à 5 %. Comme d'habitude, ces canailles de spéculateurs ont fait monter les prix en anticipant sur la disette à venir. Sa masure et l'hectare et demi qui l'entoure ont dû être mis en gage et risquent fort d'être saisis en cas de non-paiement. Va-t-il falloir quitter le village et errer sur les routes, sans feu ni lieu, pour quémander son pain comme un manant de basse fosse ?

Même si la condition de journalier, manouvrier ou brassier comme on dit, est loin d'être un chemin semé de roses, la situation n'était pas si catastrophique jusque-là. Les gens comme Jeannot n'ont guère que leurs bras, un mouchoir de poche en tenure, quelques outils et leurs yeux pour pleurer. Son lopin taillé dans une mauvaise friche est loin d'être suffisant pour assurer la subsistance de sa petite famille sans ressources d'appoint – pour cela il faudrait bien quatre ou cinq hectares supplémentaires – mais il trouve de quoi acheter une partie de la nourriture en travaillant ponctuellement chez les paysans plus aisés ou les censiers des grandes fermes alentour. Et puis sa femme Manon complète les revenus en faisant du tissage à domicile sur un métier prêté par un marchand de Moulins. Le couple s'est habitué à ce chômage saisonnier, et même si les soupes contiennent souvent plus d'eau que de gras, on a toujours réussi à joindre les deux bouts. Et puis contrairement aux errants et autres pendards de grand chemin, ils sont bien intégrés à la paroisse et à la communauté des habitants. Ils vont à la messe tous les dimanches pour écouter un curé leur promettant un monde meilleur dans l'au-delà et en attendant prennent un peu de bon temps lors des fêtes religieuses et patronales, prétextes à la danse et la débauche.

Les droits collectifs comme le droit de « vaine pâture » grâce auquel leurs deux brebis peuvent divaguer sur les chaumes et jachères leur permettent de garder la tête hors de l'eau. Le glanage et le grappillage dans les vignes leur donnent leur part de blé et de raisin. La forêt avec son bois de chauffage, ses fruits sauvages et son braconnage s'avèrent aussi être une grande ressource. Mais sans réelle récolte ni possibilité de louer ses bras pour les moissons, comment faire ? D'autant que même si les quantités de grains espérées s'annoncent quatre à cinq fois plus réduites que la normale, il va falloir tout de même s'acquitter des droits seigneuriaux et de la fiscalité royale. Et sous prétexte que les hommes tirent profit de la terre et des œuvres du Tout-Puissant, l'Église réclame également sa dîme, un douzième de la récolte, qui va directement dans la poche de l'évêque et d'autres calotins de la ville qui n'attrapent guère mal au dos à réciter leurs Ave Maria. Au total, c'est presque la moitié des revenus qui sont captés par l'État, le Clergé et les rentiers du sol.

Il a toujours fallu aller maigrement et vivre chichement au risque d'être sous-alimenté et dénutri. Impossible d'élever des volailles, trop gourmandes en grains, et de profiter de leurs œufs. Hormis le lait des brebis et un morceau de lard de temps en temps, aucune protéine animale. Le pain noir et l'eau claire ne nourrissent pas leur homme, encore moins les vieillards et les enfants. Sur les sept petits dont Marion a accouché, seuls deux ont survécu. La plupart, faibles et chétifs, sont morts de maladies pulmonaires. Au moins, cela fait quelques dizaines d'années que ces campagnes ne connaissent plus la peste. Les enfants qui ne s'accrochent pas à la vie, on les enterre et on n'en parle plus. Quant aux aïeux, Dieu ait leur âme, ils comptent peu. Il s'agit de vivre dans l'instant, dans l'indifférence au passé et dans l'acceptation du futur. Soucions-nous des vivants. Restent donc une fille et un garçon, une configuration qui jusqu'alors avait l'heur de plaire à Jeannot. Selon l'adage « Pas plus d'un veau à l'herba-



JOURNALIER À CRESSANGES

Ci-contre, un couple de paysans au repos (gravures de Jacques Callot, XVII[e] siècle).

Ci-dessous, un paysan avec sa pelle sur l'épaule



ge », la terre se doit d'être divisée le moins possible. Un fils unique permet de transmettre son maigre patrimoine sans l'écorner davantage. Mais ce rêve est en train de s'évanouir, tout comme celui de devenir soutier, une idée que Jeannot chérissait depuis quelque temps. L'idée était, à force d'économies, d'acquérir un cheval et de s'associer à une ou deux autres familles de même condition afin de mettre en commun leurs animaux de traction et composer ainsi une charrue complète. Il a beau se mettre cervelle et méninges en peine, Jeannot ne voit d'autre solution que de laisser pour l'heure femme et enfants à la maison pour courir les routes à la recherche de nourriture ou d'un emploi. Il a cessé d'espérer une intervention divine. Autour de lui, des voisins ont vendu leurs derniers biens pour une poignée de blé, certains même sont déjà morts. Peut-être pourra-t-il trouver à s'employer à curer les fossés, chasser les taupes, faire des paniers en osier ou sculpter des sabots ? En attendant, il va rejoindre la foule des mendiants et vagabonds qui s'agglutine autour des villes. N'y a-t-il pas besoin de bras solides là-bas ? Et sinon, tant pis, il tendra la main aux enterrements ou à la sortie de l'église.

Christophe Migeon



HERITAGE IMAGES / HERITAGE ART / AKG-IMAGES


NÉ POUR LA PEINE
Reveille Matin de Campagne
Collecteur
LA BEILLE ou Mouche à Miel
Chacun va part à ses travaux
LA VACHE
Par son moyen l'on boit et mange
LE COCHON il est méprisé et necessaire
LA POULE sa journée est d'un petit prix
Attributs
du Paysan
et des Animaux
l'Homme de Village
Tous les jours au milieu d'un Champ
Par la Chaleur par la froidure
L'on voit le Pauvre Paysan
Travailler tant que l'année dure
Pour amasser par son labeur
De quoi payer le Collecteur

AURIMAGES

LES CAMPAGNES FONT LEUR RÉVOLUTION

Dès 1789, les colères paysannes contre la vie chère et les droits seigneuriaux accélèrent le cours de la Révolution. Mais avec l'avènement des chouanneries, une partie du monde rural, notamment dans l'Ouest, va basculer dans des oppositions à l'État entraînant le pays dans des guerres civiles durables.

La mémoire collective ménage une place de choix aux Parisiens dans la Révolution française – n'est-ce pas eux qui, au matin du 14 juillet 1789, se sont armés contre les troupes du roi et ont pris la Bastille ? Le rôle des paysans, en revanche, reste souvent dans l'ombre. Les historiens en ont livré des récits contradictoires, éclairant tantôt les « jacqueries » de la Grande Peur de juillet 1789 et du début de la Révolution, tantôt les « chouanneries » qui se sont développées à partir de 1793. Les luttes paysannes furent-elles révolutionnaires ou conservatrices ? Une chose est sûre : le monde rural a pris une part active aux événements, qui ne peut être réduite aux élans d'émotions d'une masse ignorante… *« Le mouvement paysan a été complètement oublié alors qu'il a été le principal acteur de la Révolution française*, déplore l'historienne Florence Gauthier, qui s'est intéressée aux mobilisations picardes. *En 1789, la paysannerie représente 85 % de la population. Elle la nourrit et a donc un pouvoir important. »*

À la fin de l'Ancien Régime, les problèmes de récolte et la dégradation du climat politique entraînent une montée en intensité et en nombre des révoltes rurales. Les questions liées aux usages et à la propriété des terres se posent avec une nouvelle acuité. *« L'idée d'une paysannerie uniforme, repliée sur elle-même et à l'écart de la vie politique, économique et culturelle est à jeter »*, met en garde l'historien Jean-Clément Martin, professeur émérite de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Dans le nord de la France, par exemple, certains gros fermiers, propriétaires de leurs exploitations, emploient de nombreux salariés et entretiennent des liens commerciaux jusqu'à 200 kilomètres à la ronde, tandis que l'exode rural débute pour les paysans les plus pauvres, contraints de rejoindre les villes. Par ailleurs, le régime féodal continue de peser plus ou moins lourdement selon les régions.

« Né pour la peine : l'homme de village », le paysan sous l'Ancien Regime, v. 1789.

Dans la décennie 1780, le poids croissant de l'impôt royal et la hausse des prix aggravent les difficultés. Les tensions atteignent un apogée début 1789 après de mauvaises récoltes suivies d'un hiver rigoureux. Au printemps, les premiers troubles éclatent alors que Louis XVI, confronté à une crise grave, s'est résolu à convoquer les États généraux, une assemblée associant les représentants des trois ordres de la société aux décisions politiques majeures. *« Louis XVI va même être qualifié de "restaurateur de la liberté française", car la monarchie n'avait plus convoqué les États généraux depuis 1614 »*, souligne Florence Gauthier. Dans tout le pays, hommes et femmes se réunissent en assemblées. *« Chaque communauté rurale rédige son cahier de doléances, qui constitue le*

mandat du commis de confiance choisi par l'assemblée », décrit l'historienne, qui met en avant une longue tradition démocratique dans l'organisation politique et collective villageoise.

Les doléances paysannes portent principalement sur le poids et la répartition des prélèvements fiscaux et sur la lourdeur de la justice et des droits seigneuriaux : banalités (redevances liées à l'usage des fours, moulins, pressoirs…), droits de chasse, corvées, champart (prélèvement par les seigneurs d'une part des récoltes)… *« L'arpentage général des terres est souhaité pour éviter les litiges sur les limites de propriété (…). Quelques cahiers revendiquent la limitation du cumul des fermes. Ceux de certains villages (concernés) se préoccupent des biens communaux et des usages collectifs »*, écrit l'historien Bernard Bodinier, spécialiste des questions agraires. *« Il y a toujours des revendications contre les seigneurs, nobles et roturiers »*, ajoute Jean-Clément Martin. Le ton est assez modéré et la monarchie n'est pas remise en question. Mais les cahiers de doléances, parfois rédigés sur des modèles nobiliaires, n'offrent peut-être qu'un pâle reflet des griefs paysans…



Le temps passé, les plus utiles étaient foulés aux pieds : le tiers état écrasé sous les taxes (taille, impôts et corvées) par le clergé et la noblesse (gravure anonyme, 1789).

GRANDE PEUR

La réunion des États généraux n'apaise pas les mécontentements. *« Dès le printemps, de nouveaux mouvements éclosent dans les campagnes bretonnes et provençales »*, rapporte Jean-Clément Martin, qui vient de consacrer un livre aux mouvements qui se sont propagés dans les campagnes françaises à l'été 1789. Les émeutes touchent la banlieue de Paris en juillet, sans lien évident avec la prise de la Bastille. Ces révoltes, similaires aux jacqueries du passé, vont bientôt prendre un tour nouveau. *« Le pays prend conscience qu'il existe une sorte de vide de pouvoir. Les nouvelles qui arrivent de Paris mobilisent les paysans qui rentrent dans des mouvements de contestation. Ils réclament la diminution des droits et l'abolition des dettes, investissent les abbayes et incendient des châteaux. »*



Paysan vendant ses assignats auprès d'un changeur à Paris (dessin de Jean-Baptiste Lesueur, entre 1789 et 1796).

Les mécanismes de cette « Grande Peur », ainsi baptisée à la fin du XIXe siècle, ont été décortiqués par l'historien Georges Lefebvre dans un livre référence en 1932, indique Florence Gauthier. *« Trois semaines durant, cette gigantesque jacquerie s'est déplacée dans tout le pays. »* Dans la dernière quinzaine de juillet 1789, des rumeurs circulent sur l'afflux de bandes de brigands dans les campagnes, et les alarmes locales se multiplient. On crie au complot aristocratique, la noblesse étant soupçonnée de vouloir mettre fin aux États généraux. Dans une atmosphère de panique, la défense qui s'organise tourne à l'insurrection armée… *« En Bourgogne, les fermiers qui se soulèvent, plutôt aisés, se font souvent accompagner de gré ou de force par des notaires ou des curés chargés d'exprimer leurs doléances auprès des seigneurs dont ils brûlent les châteaux et les titres de propriété féodale ! »*, raconte Jean-Clément Martin.

« La paysannerie a pris le pouvoir local et a formé les gardes communales. La monarchie n'avait pas les capacités de réprimer des mouvements d'une telle ampleur », estime Florence Gauthier. Face à cette situation explosive, dans un bel élan d'unanimité, l'Assemblée nationale constituante finit par abolir les privilèges et les droits féodaux dans la nuit du 4 août. Un épisode qui suscitera un peu plus tard l'ironie de Marat : *« Dans ces combats de générosité qui cherchait à se surpasser elle-même, l'enthousiasme devait toucher au ravissement (…). Quoi ! C'est à la lueur des flammes de leurs châteaux incendiés qu'ils ont la grandeur d'âme de renoncer au privilège de tenir dans les fers des hommes qui ont recouvré leur liberté les armes à la main ! »*

Passée l'euphorie, les paysans déchantent… Les droits féodaux sont abolis, certes, mais doivent être rachetés, ce qui est impossible pour les plus pauvres. *« Durant toute la période révolutionnaire, la France a été en état de jacquerie permanente, comme l'a montré le travail de l'historien russe Anatoli Ado, qui a décrit six grandes jacqueries de 1789 à l'été 1793 »*, indique

AURIMAGES



***La déroute de Cholet, octobre 1793*, par Jules Girardet (1856-1938).**

Florence Gauthier. Des explosions se produisent un peu partout contre les droits seigneuriaux, visant souvent indistinctement les « Messieurs », nobles et bourgeois confondus.

EXTENSION DU DOMAINE DE LA LUTTE

Le 10 août 1792, la chute de la monarchie est consommée ; dans les jours qui suivent, l'Assemblée prend des mesures relatives à la vente des biens confisqués aux émigrés et au partage des terrains communaux qui avaient été usurpés par la puissance féodale. Arrivée au pouvoir en juin 1793, la Montagne abolit les derniers droits féodaux et vote des lois agraires pour répondre aux jacqueries. *« Ce sont les acquis d'une révolution paysanne qui a réussi »*, remarque Florence Gauthier. Comment expliquer alors qu'une partie de la paysannerie se soulève à nouveau dans l'ouest de la France, mais aussi en Alsace, au Pays basque ou dans la vallée du Rhône ? D'abord peut-être par des inégalités géographiques. D'une région à l'autre, voire d'une commune à l'autre, les mesures en faveur de la redistribution des terres et du partage des communaux s'appliquent très diversement. Ici, l'individualisme des grands propriétaires s'oppose à l'égalitarisme des plus pauvres ; là, l'achat des biens par les bourgeois des villes suscite des rancœurs…

« Dès 1791-1792, les révoltes paysannes, liées initialement aux questions de subsistance et d'injustice sociale, commencent à se mêler à des revendications religieuses, auxquelles se superposent des tensions politiques à partir de 1793, considère Jean-Clément Martin. *Des paysans qui se sont soulevés contre les seigneurs en 1790 deviennent des opposants à la Révolution. C'est le contexte qui a changé ! »* Des clivages apparaissent d'abord entre partisans de l'Église romaine traditionnelle et partisans de la Constitution civile du clergé. Décrétée en février 1793 par la Convention nationale, la « levée de 300 000 hommes » déclenche ensuite une violente opposition dans à peu près un quart du pays. Les paysans qui refusent d'envoyer des soldats aux frontières sont considérés comme contre-révolutionnaires, ce qui déclenche la répression. *« Dès lors, les révoltes changent d'ampleur et de sens, marquant l'entrée dans des guerres civiles extrêmement violentes »*, estime Jean-Clément Martin. Au sud de la Loire, en Vendée, les combats et les dévastations sont considérables ; en Bretagne et en Normandie, dans les chouanneries après 1794, des bandes rurales, souvent conduites par des nobles, tiennent les campagnes contre les troupes venues de toute la France.

CHOUANNERIES

Selon l'historien, si les paysans – et les paysannes ! – venus grossir les rangs de la chouannerie défendent un mode de vie communautaire et religieux, ils ne sont pas pour autant des partisans de la monarchie et ne souhaitent pas le retour au régime féodal. L'image d'une population arriérée, manipulée par les nobles et fanatisée par les prêtres, est tout aussi réductrice. Mais le fossé s'est creusé entre les campagnes et Paris. *« La formule de Barère – la contre-révolution parle le bas-breton – marque bien le dédain des conventionnels parisiens. »* La première chouannerie est écrasée en 1795. Il y en aura ensuite plusieurs autres jusqu'en 1832, avec notamment un sursaut national des révoltes en 1799. Dans le même temps, beaucoup de paysans embrassent la cause révolutionnaire, en Lorraine, dans les Charentes, en Aquitaine ou encore en Artois… Divisions régionales destinées à durer.

Marielle Mayo

À LIRE

***La Grande Peur de juillet 1789*, Jean-Clément Martin, éditions Tallandier, 2024.**

MUSÉE D'HISTOIRE ET DES GUERRES DE VENDÉE CHOLET / AURIMAGES

XIXE SIÈCLE



AKG-IMAGES

ARMAND, MÉTAYER À BÉLEYMAS DANS LE PÉRIGORD



Vigneron au repos, Jean-François Millet, vers 1869-1870.

Sacrédié ! C'était aujourd'hui que Fauconnet devait passer ! Armand, tout occupé à sarcler ses rangs de vignes sur la pente ensoleillée au sud de la ferme, a complètement oublié la visite du propriétaire. Prévenu par Gaston, son plus jeune fils, il lâche sa houe et accourt ventre à terre. La belle pouliche anglaise de Fauconnet est déjà attachée dans la cour et son cavalier patiente dans la cuisine devant un verre de vin servi par la mère. Après s'être confondu en excuses, Armand, le chapeau entre les mains, raconte au visiteur les travaux en cours, lui montre les dernières récoltes et passe en revue les bêtes. Comme à son habitude, Fauconnet fait la moue. Badine à la main, il est tout à son aise, tutoie hommes, femmes, enfants ou vieux, joue au connaisseur en glissant quelques conseils plus ou moins judicieux glanés dans une revue spécialisée. Fauconnet n'a rien d'un paysan. C'est un négociant en draps et toiles de Périgueux. Comme beaucoup de citadins aisés, il a vu dans la terre un placement sûr. À la fin du siècle dernier, la vente des biens nationaux, c'est-à-dire des propriétés du clergé et de la noblesse émigrée, s'est faite aux enchères et a surtout profité à la bourgeoisie urbaine qui a recherché en priorité les terrains autour des villes. Comme d'habitude, la terre va à l'argent. Cette révolution agricole s'est faite au détriment des paysans les plus pauvres : ces derniers ont perdu l'ancien mode de vie communautaire avec ses droits collectifs, l'usage de la forêt désormais protégée, les jachères qui permettaient de nourrir son bétail à peu de frais. Le contrat de métairie que Fauconnet a signé avec Armand est typique du Périgord : en échange de la mise à disposition d'une quinzaine d'hectares, de matériel agricole et d'une paire de bœufs, le paysan doit reverser la moitié des récoltes à son maître, une ponction qui pèse lourdement sur le revenu familial, d'autant que ce rapiat prélève aussi des taxes sur le vin issu des vignes et demande parfois des journées de travail supplémentaire, non rémunérées, comme pour l'entretien des clôtures. La féodalité politique a peut-être été renversée en août 1792, mais la féodalité économique a la peau dure.

L'exploitation est dédiée aux deux tiers à la vigne, le reste aux céréales. Ces dernières années, le blé a pris le pas sur le seigle. Grâce à d'efficaces amendements, il est capable désormais de prospérer sur des terrains pauvres et froids qui lui étaient interdits jusqu'alors. Il faut aussi compter depuis peu avec le maïs et la pomme de terre qui instillent un peu de variété dans l'alimentation monotone des campagnes. En remplaçant les jachères, les cultures fourragères ont permis une belle augmentation des rendements. La quantité de semences augmente d'une année à l'autre sans que la récolte soit compromise. Plusieurs chemins vicinaux desservent désormais le village et le relient à la route départementale. À la grande satisfaction de ses habitants, Beleymas n'est plus cette cambrousse reculée et inaccessible. Même si les tarifs restent encore élevés, la nouvelle ligne de chemin de fer qui relie Périgueux à Bordeaux a ouvert les portes de nouveaux marchés. Comme les droits de douane ont récemment baissé, il est question d'exporter cette année quelques fûts en Angleterre. Armand a même des contacts avec des négociants parisiens. La capitale est assoiffée et les vins du Sud-Ouest ont la cote. Ma foi, il faut bien le reconnaître, toutes ces modernités font qu'on vit un peu mieux qu'avant. Aujourd'hui, avec quelques hectares en polyculture, dont une bonne partie plantée en vignes, un paysan pas trop couillon gagne convenablement sa vie et ne connaît plus la misère où risquaient de tomber à tout moment ses parents comme dans les années 1840. Comme la plupart de ses voisins, Armand attribue le crédit de ces avancements au régime impérial et lui renouvelle sa confiance au fil des plébiscites. Certains colporteurs parlent de réformes et d'une possible redistribution des terres. Mais les paysans envisagent la République avec la méfiance du renard qui a trouvé une poule morte et flaire un piège. Tous ces beaux jaseurs de politiciens des villes n'entendent-ils pas favoriser les ouvriers aux dépens des campagnards ? Les ruraux ont retenu que l'idée napoléonienne allait vivifier l'agriculture, désormais tenue de nourrir les villes en pleine expansion. « Mes amis sont dans les chaumières », a même dit l'Empereur…

N'empêche que le travail reste dur. On entend bien parler de ces nouvelles moissonneuses et faucheuses qui font en une heure de temps le travail de dix bonshommes, mais elles sont encore bien trop chères même pour un type comme Fauconnet. Et puis Armand aime bien ses vieux outils. Il les connaît parfaitement et peut les réparer lui-même. On ne manque pas de bras à la campagne, même si, avec tous ces jeunes qui partent à la ville, les salaires des servantes et des valets de ferme ont tendance à augmenter. C'est la voie choisie par son cadet, Toinon, parti apprendre chez les Frères. Il raconte que la classe est séparée en deux avec d'un côté les élèves bien coiffés avec leurs souliers cirés, de l'autre les culs-terreux avec leurs sabots et leurs guenilles rapiécées. Quand il rentre le samedi soir, il lit à haute voix l'almanach à la maisonnée. Armand n'a jamais trop su son alphabet. Du temps de son père, il fallait aider aux champs et il n'y avait pas de temps pour ces drôleries. Les bûches gémissent dans la cheminée. Il tire sur sa bouffarde en plissant les yeux. Il a entendu dire que Jacquenot, son voisin journalier, avait trouvé du travail dans une fonderie de Périgueux et qu'il désirait vendre son petit lopin. Demain, il va lui demander combien il en veut…

Christophe Migeon

« LES GUEUX DE LA VIGNE » SE RÉVOLTENT



La crise vinicole du Languedoc-Roussillon (surproduction, effondrement des cours, chaptalisation) confronte la III^e^ République à un conflit social exceptionnel, opposant le Tigre Clemenceau aux vignerons et à toute une région…

En ce 18 février 1907, Marcelin Albert, cafetier et vigneron à Argeliers, dans le Minervois, relit une dernière fois le télégramme en forme de cri de détresse qu'il s'apprête à envoyer au Président du Conseil Georges Clemenceau : *« Midi se meurt. Au nom de tous, ouvriers, commerçants, viticulteurs, maris sans espoirs, enfants sans pain, mères prêtes au déshonneur, pitié ! Pitié encore pour nobles défenseurs républicains du Midi qui vont s'entredéchirer dans combat sanglant. Preuve fraude est faite. La loi du 28 janvier 1903 la favorise. Abroger cette loi, voilà l'honnêteté. Devoir gouvernement empêcher choc. S'il se produit, les clés ouvriront portes prison, pourront jamais rouvrir portes tombeaux. »*
L'heure est dramatique. Depuis plusieurs années déjà, le Languedoc et le Roussillon connaissent en effet une grave crise de mévente du vin. L'irruption brutale du phylloxera dans les années 1870 avait en effet entraîné la destruction du vignoble, puis sa reconstitution avec des porte-greffes issus de plants américains naturellement résistants à l'insecte, tels que le Carignan et l'Aramon, mais bien plus prolifiques. Les plaines et coteaux du Gard, de l'Hérault, de l'Aude et des Pyrénées-Orientales s'étaient alors couverts de ces vignes. Et toute la région s'était convertie à la monoculture viticole : *« Dès les années 1890, les vignerons firent face à une crise de surproduction qui se durcit considérablement à partir de 1900 avec une série de vendanges exceptionnelles. Les prix à l'hectolitre s'effondrèrent, passant de 16 francs en 1902 à 6 francs seulement en 1905, ruinant l'économie »*, explique l'historien Stéphane Le Bras (Centre d'Histoire « Espaces et Cultures », Université Clermont-Auvergne). Les grands domaines résistèrent difficilement, les petits périclitèrent, plongeant toute une population dans la désespérance. Quant au surplus de vin, il servait selon les circonstances à éteindre les incendies, à fabriquer de l'alcool ou du carburant…
Pas question pour autant de réduire la production. Et rapidement, les viticulteurs trouvèrent leur bouc



émissaire : la fraude et les importations. Même si la loi Griffe de 1889 définissait le vin comme étant le breuvage issu « de la fermentation de raisins frais », de nouvelles pratiques s'étaient répandues pour faire face à la demande après le phylloxera comme la chaptalisation, le coupage et le mouillage des vins notamment et même la réalisation de vins « artificiels », à partir de betteraves, de raisins secs ou encore de jus de sureau. Qui plus est, la loi de 1903 abaissant les taxes sur le sucre afin de protéger les betteraviers du Nord n'avait fait que faciliter le sucrage des raisins. Deux ans plus tard, un texte avait bien été promulgué pour garantir l'authenticité des vins. Cependant, il n'était que peu appliqué, faute d'un service de répression des fraudes digne de ce nom. *« Pour autant, ces vins "artificiels" ne représentaient que 5 % environ de la production nationale. De même, les importations de vins algériens, qui avaient permis de palier en partie le déficit productif en Languedoc après le phylloxera, restaient minoritaires en comparaison des excédents naturels »*, tempère Stéphane Le Bras. Début 1907, les viticulteurs du Midi, désespérés, appelaient donc le gouvernement à la rescousse pour qu'il abroge la loi de 1903 et surtaxe le sucre. *« Ils avaient le sentiment d'être abandonnés par l'État, mais aussi méprisés. Cette crise s'inscrit en effet sous la III^e^ République dans un contexte de rejet du Méridional, considéré comme peu travailleur et assimilé au Juif. D'où un mal-être. »*
C'est dans ce contexte que Marcelin Albert adresse son télégramme à Clemenceau. Persuadé que le mécontentement fera long feu, ce dernier fait la sourde oreille. Mais le 11 mars au petit matin, l'Argeliésois quitte son village avec 87 vignerons. Destination : la sous-préfecture de Narbonne, où a été dépêchée une commission parlementaire pour en-

« Abèré tant de boun bi et pas pourré mangea de pan » **(en occitan : « avoir tant de bon vin et ne pas pouvoir manger de pain »). Manifestation des vignerons du Midi sur le Champ de Mars à Béziers (Hérault), 12 mai 1907.**

MAURICE-LOUIS BRANGER / ROGER-VIOLET





À gauche, Marcellin Albert, promoteur du mouvement viticole, harangue la foule des vignerons lors d'un meeting pendant les troubles de 1907 dans le Midi.

À droite, 600 000 manifestants se réunissent le 9 juin 1907 à Montpellier, au Passage des Gueux et sur la place de la Comédie, pour protester contre la crise viticole.



Le 17e régiment d'infanterie de ligne, composé de réservistes et de conscrits du pays, avait été déplacé de Béziers à Agde le 18 juin 1907. Le soir du 20 juin, apprenant qu'on fusille leurs proches, environ 500 soldats de la 6e compagnie du 17e régiment se mutinent, pillent l'armurerie et prennent la direction de Béziers.

quêter sur la crise viticole. Après lui avoir remis une pétition, le petit groupe défile dans la ville entonnant pour la première fois *La Vigneronne*, aux élans guerriers : *« En vain on veut sécher nos larmes/Nous berçant d'espoir mensonger/Les actes seuls donnent des armes/Quand la patrie est en danger/Tous au drapeau, fils de la terre/Et poussons tous ce cri vengeur : guerre aux bandits narguant notre misère/Et sans merci guerre aux fraudeurs/Oui guerre à mort aux exploiteurs/etc. »*

LE MIDI CONTRE LE SUCRE

N'obtenant aucune réponse à leurs revendications, les « 87 d'Argeliers » décident de passer aux actes. Tout au long du printemps, la « Révolte des Gueux » va enfler et se répandre comme une traînée de poudre dans les villes du Bas-Languedoc et du Roussillon. Dimanche après dimanche, les manifestants sont de plus en plus nombreux à se rassembler. Ils sont 500 le 31 mars à Bize-Minervois, mais déjà des dizaines de milliers à Narbonne le 5 mai lorsque le maire socialiste Ernest Ferroul rallie le mouvement, appellant à la désobéissance civique des maires et à la grève de l'impôt. Le 12 mai, ils sont plus de 100 000 manifestants à Béziers, près de 200 000 une semaine plus tard à Perpignan, et plus encore le 26 mai à Carcassonne. Le mouvement culmine le 9 juin à Montpellier où 600 000 à 800 000 personnes défilent brandissant des pancartes très explicites : « Mort aux fraudeurs », « Le sucre voilà l'ennemi », « Vive le vin naturel », etc.

Du jamais vu ! Ce grand rassemblement populaire dépasse en effet les clivages sociaux et politiques, mêlant petits et grands propriétaires, ouvriers agricoles, tonneliers, cafetiers et négociants, hommes et femmes, socialistes comme royalistes *« même si ceux-ci tenteront de noyauter le mouvement »*, relève Stéphane Le Bras. *« Certains journaux parisiens n'hésitent pas à affirmer que le Midi tente par cette révolte de faire sécession, essayant ainsi de retourner l'opinion publique, alors favorable au mouvement. »* Celui-ci tient en effet la presse nationale et l'opi-

COLLECTION DUPONDT / AKG-IMAGES - AURIMAGES - AKG-IMAGES

nion publique en haleine plusieurs semaines durant. Parfaitement orchestré par le « Comité d'Argeliers » et ses antennes communales ainsi que son journal-affiche hebdomadaire, *Le Tocsin*, il est médiatisé comme aucun autre mouvement paysan auparavant. Des milliers de photographies et de cartes postales contribuent à sa visibilité.

Le 10 juin, la révolte jusque-là pacifique change de dimension. L'ultimatum adressé par Ferroul au gouvernement de Clemenceau arrive en effet à échéance : 442 maires démissionnent, des drapeaux noirs sont hissés sur les façades des mairies. Inquiet, Clemenceau en appelle au sentiment républicain des édiles, reprenant les accusations de séparatisme. Bien décidé à mater la rébellion, le « Tigre » envoie dans le même temps 27 régiments dans le Midi. *« À l'époque, en l'absence de forces de police, on fait toujours appel à l'armée pour maintenir l'ordre »*, souligne Stéphane Le Bras. Le 18 juin, le parquet de Montpellier signe un mandat d'amener contre les leaders. Ernest Ferroul est arrêté dans la foulée. Ce qui fait monter la tension un peu plus. Le lendemain, c'est le drame. À Narbonne, la foule attaque la sous-préfecture pour libérer le maire. Les cuirassiers répliquent. Un terrassier narbonnais, assis dans un café, est tué, neuf sont blessés par balle, des dizaines par des coups de sabre. La brutalité des soldats attise la colère des protestataires. Le lendemain, dans la ville occupée, les fantassins du 139e régiment d'infanterie tirent sur eux, tuant cinq personnes dont une jeune fille de 20 ans. La préfecture de Perpignan est mise à sac et incendiée. Des voies de chemin de fer sont endommagées. À Agde, le 17e régiment, formé pour l'essentiel de réservistes et de conscrits de la région, se mutine : les soldats refusent de tirer sur leurs familles, voisins et amis. *« Le mouvement est alors presque hors de contrôle. Et l'on commence en haut lieu à penser que le Midi est en train de s'insurger »*, ajoute l'historien. Le 21 juin, en échange de la promesse de la grâce, les mutins se rendent, avant d'être exilés à Gafsa, en Tunisie.

Mais cette flambée de violence se retourne contre les manifestants. La presse se fait moins bienveillante. Clemenceau parvient à rallier ceux qui, attachés à l'ordre, ne voient pas d'un bon œil cette escalade de la colère. Après avoir fait voter la confiance aux députés, il va finalement gagner la partie en profitant de la candeur de Marcellin Albert. *« L'homme s'était caché pour ne pas être emprisonné et ainsi causer plus de morts, ce qui fut exploité par le gouvernement et ses relais dans la presse comme un acte de lâcheté »*, commente Stéphane Le Bras. Mais le 23 juin, il finit par se présenter au bureau de Clemenceau pour se faire arrêter et conclut un accord avec lui : les maires reviendront, avec le calme, sur leur démission si les troupes rentrent dans leur caserne et la lutte contre la fraude est engagée. Sans le sou, le viticulteur accepte le billet de cent francs que lui donne le Président du Conseil pour payer son voyage de retour. Ce dernier s'empresse de convoquer la presse pour dénoncer toute la *« vénalité »* du Languedocien, le discréditant encore un peu plus aux yeux des Français comme des Méridionaux, qui le rejettent à son arrivée.

Dès lors, la révolte s'essouffle vite. D'autant que le Parlement adopte à partir du 29 juin une série de lois satisfaisant aux revendications des vignerons : l'une « tendant à prévenir le mouillage des vins et les abus de sucrage », une autre ordonnant la déclaration des superficies cultivées, des récoltes et des stocks, ou encore la création d'un Service central de répression des fraudes. Enfin, un décret redéfinit le vin comme *« résultant exclusivement de la fermentation alcoolique du raisin frais ou du jus de raisin frais »*. Les membres du Comité d'Argeliers seront, eux, libérés le 2 août, et les troupes évacuées. Une Confédération générale des vignerons (CGV) voit aussi le jour. Cette organisation corporative collaborera dès lors étroitement avec les services de la répression des fraudes. De la « Révolte des Gueux » découlera ainsi une nouvelle gestion viticole.

Fabienne Lemarchand

À LIRE

1907 en Languedoc et en Roussillon, Montpellier, Jean Sagnes, Monique et Rémy Pech, Espace Sud, 1997.

La coupe est pleine en Champagne !

En 1911, c'est au tour des viticulteurs de l'Aube de se soulever. Depuis 1908, ceux de la Marne avaient l'exclusivité de l'appellation « champagne ». Mais à la suite de très mauvaises récoltes, les négociants s'étaient approvisionnés dans le département voisin de l'Aube, suscitant en octobre 1910 la colère des producteurs de la Marne. Si bien que le 11 février 1911, le gouvernement déclarait que seul le vin provenant de l'aire d'appellation marnaise pouvait porter le nom de « champagne » ! Une décision accueillie dès le mois suivant par une série de manifestations des Aubois. Le 9 avril, ils sont quelque 20 000 venus de tout le département à défiler à Troyes. Les Marnais, qui craignent la suppression de la délimitation d'appellation, se révoltent à leur tour. Dans la nuit du 11 au 12 avril, plusieurs maisons de champagne d'Epernay et d'Aÿ sont pillées et incendiées. La violence est telle que l'armée doit intervenir pour rétablir le calme. En juin, décision est prise de créer une appellation « champagne deuxième zone » pour les vignobles de l'Aube. Il faudra attendre 1927, pour que les coteaux de l'Aube soient intégrés à l'appellation « champagne ». Laquelle concerne aujourd'hui cinq départements : la Marne, l'Aube, l'Aisne, la Haute-Marne et la Seine-et-Marne.

1914 - 2024

EN VOIE DE DISPARITION ?

En ce mois d'août 1914, l'annonce de la guerre tombe comme un coup de faux sur les campagnes françaises. Ici, les moissons battent encore leur plein, ailleurs le temps des vendanges est proche. Mais il faut cesser le travail. Placardées aux mairies des villages, les affiches aux deux drapeaux français croisés informent la population que tous les hommes entre 20 et 45 ans sont mobilisés. Avant de partir au front, les paysans donnent leurs consignes à leurs épouses, à leurs parents qui vont devoir moissonner, labourer, semer, s'occuper des bêtes et prendre en main les affaires de la ferme pendant leur absence. Tous espèrent être de retour à Noël. Des centaines de milliers ne rentreront jamais.

AU SORTIR DE LA GUERRE, L'URGENCE EST DE RAVITAILLER UN PAYS RUINÉ. TOUT MANQUE : LA FARINE, LE PAIN, LE LAIT…

« Sur 5,4 millions d'actifs agricoles masculins, près de 2 millions d'hommes ont été mobilisés dès l'été 1914 », explique l'historien français Éric Alary dans son *Histoire des paysans français*. *« Selon les estimations, plus de 600 000 paysans-soldats sont morts durant la Grande Guerre ; parmi les rescapés, entre 350 000 et 500 000 hommes sont revenus mutilés ou invalides, trop handicapés pour pouvoir retrouver un rôle efficace dans les fermes. Le sacrifice des paysans à l'effort de guerre a été immense, car ils ont majoritairement combattu comme fantassins en première ligne. »* Ceux qui rentrent dans les anciennes zones de combat, la Meuse, la Somme, l'Aisne, retrouvent qui plus est des terres dévastées par les tranchées et les trous d'obus, polluées par des tonnes de mines ou transformées en fosses communes provisoires. Pendant des années, ils continueront à déterrer des cadavres. *« Après 1918, le monde paysan ne sera plus jamais comme avant. La guerre a interrompu le cycle ancien de la transmission des terres »*, reprend Éric Arly. Pour redonner à la France sa vocation agricole et stopper les migrations vers les villes industrielles, qui s'accélèrent, l'État injecte des millions de francs dans l'Office national de crédit agricole, qui propose des taux de prêt avantageux aux paysans. Les tracteurs et les moissonneuses-batteuses, les engrais développés par l'industrie chimique font leur apparition.

ENTRE CHEMISES VERTES ET PAC

Mais la crise économique mondiale des années 1930 balaye ces efforts, provoquant l'effondrement des prix de vente et des revenus agricoles. Les petites exploitations s'éteignent les unes après les autres. Les luttes paysannes commencent à se structurer, à droite plus qu'à gauche. Fondés en 1928 par le journaliste Henri Dorgères, les très réactionnaires Comités de défense paysanne manifestent contre l'injustice de l'impôt paysan et l'absence d'assurances sociales. Ce mouvement est à l'origine de l'Union nationale des syndicats agricoles, qui annonce la Corporation paysanne du régime de Vichy. Mais aussi des « Chemises vertes », une force paramilitaire qui regroupe des paysans violents et radicalisés. En 1936-1937, sous le Front populaire, les plaines céréalières du Bassin parisien connaissent leurs premières grèves, qui débouchent sur la création de l'Office national du blé, dont le rôle est de fixer les prix et de soutenir le marché intérieur.

En septembre 1939, rebelote. La France et le Royaume-Uni déclarent la guerre à l'Allemagne. Près de 1,3 million de paysans français revêtent à nouveau l'uniforme. Après la « drôle de guerre », les mois d'attente sans coups de feu le long de la ligne Maginot, les troupes du Reich envahissent la France ; le maréchal Pétain signe l'armistice. 700 000 paysans-soldats vont demeurer prisonniers durant cinq ans dans les camps allemands, d'où ils partent travailler aux champs. L'Alsace-Lorraine est annexée au IIIe Reich. En France, le régime de



Exposition de matériel agricole à Paris, en 1960.

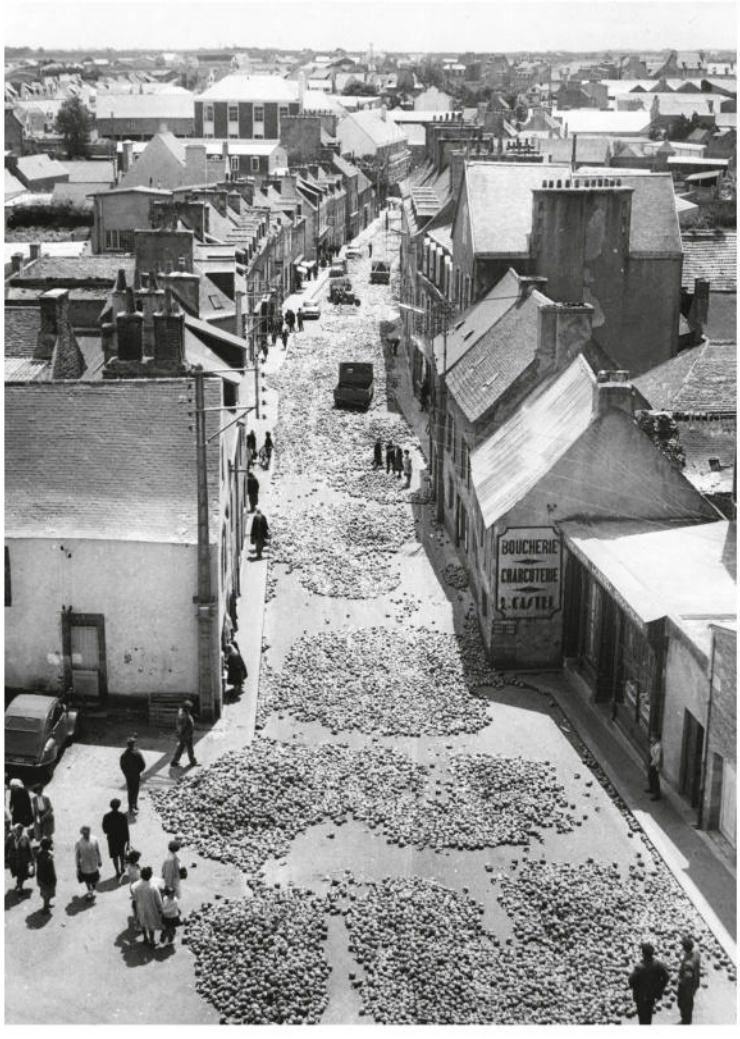
Ils ont traversé deux guerres mondiales, vu leurs villages se dépeupler, participé à la révolution mécanique… Les politiques agricoles menées par la France et l'Union européenne les ont contraints à s'agrandir ou disparaître. En un siècle, la part de travailleurs de la terre dans la population active française a chuté de 50 % à 1,5 %.



KEYSTONE-FRANCE / GAMMA RAPHO

Vichy érige les agriculteurs restés à l'œuvre en nouveaux héros de la Nation. Mais si les fermiers souffrent moins de la faim que les citadins, si le marché noir profite à certains, les réquisitions de chevaux et de carburant touchent durement tout le monde paysan. En 1943, l'instauration du Service du travail obligatoire (STO) renforce l'hostilité des campagnes françaises à l'égard des Allemands, et par contrecoup au régime de Vichy. *« Malgré tout, peu nombreux sont les paysans à s'engager dans la Résistance »*, reprend Éric Arly. Une attitude qui leur vaudra longtemps les reproches des urbains.

Au sortir de la guerre, l'urgence est de ravitailler un pays ruiné. Tout manque : la farine, le pain, le lait, les pommes de terre… Mais malgré le retour des prisonniers, la main-d'œuvre paysanne s'est raréfiée. En cette période de Reconstruction, nombre de jeunes ruraux partent dans les villes travailler dans le bâtiment. Ministre de l'Agriculture de 1944 à 1947, le résistant et socialiste François Tanguy-Prigent s'attelle à moderniser l'agricul-



KEYSTONE-FRANCE / GAMMA RAPHO

Après l'accord de novembre 1961, qui instaurait des règles strictes pour réguler la vente des légumes, des producteurs indépendants refusent de s'y plier, alimentant une nouvelle crise. Le 20 juin 1962, en plein conflit, 200 tonnes d'artichauts sont jetées rue Cadiou à Saint-Pol-de-Léon, marquant l'intensification de la lutte pour stabiliser les prix.

ture et à améliorer les conditions des exploitants agricoles. Il fait adopter le statut du fermage et du métayage, pour protéger les fermiers contre l'arbitraire des propriétaires terriens, crée l'INRA (Institut national de la recherche agronomique) et met en œuvre un plan agricole visant au remembrement des terres. Mais ses efforts pour rétablir la liberté syndicale favorisent la très conservatrice FNSEA (Fédération nationale des syndicats et exploitants agricoles), créée en 1947 et renforcée en 1957 par sa section « Jeunes Agriculteurs ». Un syndicat tout puissant qui entraîne la paysannerie française vers un modèle productiviste…

Grâce au plan Marshall, le programme américain de prêts accordés après-guerre aux États d'Europe, les paysages agricoles français se transforment. Dans les années 1950, le remembrement des terres permet aux grands propriétaires exploitants de rationaliser leur travail. Dans le Nord et l'Est, puis dans l'Ouest et le Centre, on se lance dans le rassemblement des champs, l'arrachage des haies et l'arasement des talus pour faire passer les engins agricoles importés des États-Unis : des John Deere verts, des Ford 2N bleus… L'INRA vante aux agriculteurs les gains de productivité obtenus grâce au maïs hybride ou aux engrais chimiques. Durant cette décennie, les fermes d'antan disparaissent au rythme de 30 000 par an. Parallèlement, les exploitations de plus de 20 hectares s'agrandissent, mais elles doivent bientôt affronter les nouvelles règles du marché. Fondée en 1957, la CEE met en place la PAC, la politique agricole commune européenne, qui promet de fournir de meilleurs revenus aux familles paysannes, mais aussi d'augmenter la productivité, d'assurer des prix raisonnables aux consommateurs.

Nombre de paysans ont le sentiment d'être exclus de ces projets de modernisation. Les années 1960-1970 sont marquées par des luttes emblématiques. 1961 : la bataille de l'artichaut. Pour protester contre l'effondrement du prix des légumes, tenu depuis le XIXe siècle par les négociants, les maraîchers bretons jettent des tonnes d'artichauts à la décharge, 200 tracteurs encerclent la ville de Morlaix. Menées par le leader Alexis Gourvennec, fils d'ouvrier agricole, les négociations aboutissent à la création de la SICA (Société d'initiatives et de coopération agricoles) de Saint-Pol-de-Léon, qui défend le juste prix pour le producteur et met en place un marché au cadran. 1971 : la lutte du Larzac. Menacés d'expropriation par l'armée, les agriculteurs du causse organisent la résistance, rejoints par des milliers de jeunes paysans-ouvriers et de militants pacifistes (voir *Le Larzac, une paysannerie expérimentale*, p. 74). 1972 : la grève du lait. En réaction à la baisse du prix du lait, décidée à Bruxelles, des éleveurs du Finistère, du Morbihan et de Loire-Atlantique bloquent les camions de collecte des laiteries aux cris de *« L'agriculteur trime, le consommateur paye, l'industriel empoche »*. 1976 : le drame de Montredon-des-Corbières. En pleine crise viticole, une fusillade éclate entre des viticulteurs ruinés par l'importation des vins italiens et des CRS dans ce village de l'Aude. Bilan : une trentaine de blessés et deux morts. Étonnamment, aucun de ces soulèvements ne pointe la réduction drastique du nombre de paysans et d'exploitations agricoles.

ASSISES PAYSANNES ET BONNETS ROUGES

À partir des années 1990, la politique du remembrement marque le pas, la surproduction de l'agriculture européenne faisant place à des préoccupations environnementales. De plus en plus d'agriculteurs rejettent les normes imposées par l'agriculture intensive pour produire en quantité et à bas prix : mécanisation systématique, apport massif d'intrants, culture hors sol… En 1987, les « Assises paysannes », qui ont réuni 15 000 paysans à travers la France, donnent naissance à la Confé-

À LIRE

L'Histoire des paysans français, Éric Alary, Perrin, 2016.

dération paysanne. Cette union syndicale de gauche, opposée au modèle d'agrobusiness porté par la FNSEA, dénonce les dérives du monde agricole et agroalimentaire mondialisé : élimination progressive des droits de douane sur les importations de viande et de lait d'animaux nourris aux hormones de croissance, levée des moratoires sur les plantes transgéniques, pollution des sols, revenus paysans inférieurs de 47 % aux salaires moyens… En 2000, leur leader José Bové est condamné à trois mois de prison pour le démontage du McDonald's de Millau.

Deux visions de la France agricole s'opposent dès lors. Continuant à défendre un modèle productiviste, la FNSEA soutient le mouvement des Bonnets rouges, né en 2013 en Bretagne en réaction à l'écotaxe poids lourds, le projet de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, en Loire-Atlantique, comme le Mouvement des panneaux signalétiques retournés, débuté en 2023 dans le Tarn pour dénoncer l'excès de normes de réglementation. Militant pour une agriculture durable, la Confédération paysanne salue au contraire l'abandon du projet de Notre-Dame-des-Landes, en 2018, et participe en 2023 aux manifestations en Poitou-Charentes contre les mégabassines, ces réserves d'eau gigantesques *« qui accentuent la pression sur les ressources en eau »*. Chacune dans sa logique, ces organisations syndicales s'opposent toutes deux à l'accord Mercosur, qui veut libéraliser les échanges entre l'Union européenne et l'Amérique latine, au risque d'importations massives de produits agricoles ne respectant pas les normes imposées aux agriculteurs français. La FNSEA le rejette *« en l'état »*, mais reste ouverte à une version révisée avec des clauses sur les normes européennes. La Confédération paysanne le refuse en bloc.

Malgré ces divergences, la concentration agricole se poursuit à un rythme effréné. Selon les statistiques du ministère de l'Agriculture, la taille moyenne des exploitations françaises approche aujourd'hui 70 hectares. Leur nombre a dégringolé de 2,5 millions en 1955 à 1,5 million en 1970, 1 million en 1988, 390 000 en 2020. Dans le même temps, la part de travailleurs de la terre dans la population active française a chuté de 50 % à 1,5 %. Ce qui pose la question : l'agriculture, activité multimillénaire de l'humanité, sera-t-elle la première à se passer des humains ?

Pascale Desclos



Déchargement, le 5 mai 1949, d'un tracteur américain au Havre, issu d'une première série de 209 unités, dans le cadre du plan Marshall, lancé en 1948 par les États-Unis pour aider à la reconstruction.



États généraux de Bretagne organisés par les Bonnets rouges à Morlaix (Finistère), le 8 mars 2014.

AKG-IMAGES - LE TÉLÉGRAMME /FRANÇOIS DESTOC / MAXPPP

LE LARZAC, UNE PAYSANNERIE EXPÉRIMENTALE



AFP

Le 20 octobre 1972, des moutons du Larzac paissent sur la pelouse du Champ-de-Mars à Paris.

Au sud de l'Aveyron, le plateau du Larzac a vu son destin basculer dans les années 1970, quand les paysans se sont soulevés pour garder leurs fermes et leurs terres, convoitées par l'armée. Depuis, le causse a fait sa mue et une nouvelle génération d'agriculteurs s'est installée.

« Venir vivre et travailler sur le causse, où mon compagnon est né, a fait de nous les héritiers de la lutte du Larzac. » En 2016, Marion Renoud-Lias et Romain Debord, tous deux jeunes diplômés de l'école d'ingénieurs en agronomie de Lyon, ont repris la Ferme des Homs, à 7 kilomètres de Nant, au cœur du plateau du Larzac. La bergerie est typique du causse, avec ses épais murs en pierres égayées de volets bleus. Mais dans les champs alentour, pas de moutons. Des rangées de sauge, thym, origan, bleuets, camomille s'épanouissent au milieu des landes. Sur cette exploitation de deux hectares, plantes et fleurs aromatiques sont transformées en infusions, huiles, vinaigres ou sels aromatisés, commercialisés en vente directe, en ligne ou au marché paysan de Montredon du Larzac en été. La ferme de Marion et Romain est à la fois originale dans ce territoire dédié à l'élevage ovin et emblématique de ce qu'est devenu le Larzac. Sur ces terres pauvres, une agriculture diversifiée se développe. Alors que les paysans disparaissent partout en France, sur le causse ils sont 25 % de plus qu'il y a 50 ans. Une prospérité construite en grande partie grâce à la lutte du Larzac.

LA CAVALERIE CONTRE LES TRACTEURS

Retour en octobre 1971… Au journal télévisé, le ministre de la Défense du gouvernement Pompi-

dou Michel Debré annonce sa volonté d'agrandir de 3000 à 17000 hectares le camp militaire de La Cavalerie, installé depuis 1902 sur le plateau du Larzac. Un territoire qu'il présente comme « dépeuplé, rocailleux, sans avenir ». Plus de 100 exploitations agricoles, réparties sur 11 communes, sont menacées d'expropriation. Très vite, la révolte gronde sur le causse. Soutenus par des militants pacifistes venus de l'Europe entière, des comités se coordonnent pour occuper les fermes et les terres rachetées par l'armée – le plus souvent à des non-résidents. Les tracteurs montent à Paris. Les moutons vont brouter au pied de la tour Eiffel. De grands rassemblements estivaux attirent sur le plateau des milliers de manifestants, aux cris de *« Gardarem lo Larzac »* ou *« Le blé fait vivre, les armes font mourir »*. Le feuilleton va durer dix ans, jusqu'à l'élection de François Mitterrand, qui abandonne le projet d'extension militaire en 1981. Les paysans et les habitants du Larzac engagent alors une réflexion commune pour décider quoi faire des terres qui se libèrent. Deux solutions juridiques vont émerger de ce brainstorming. En 1985, un bail emphytéotique est signé entre l'État et la Société civile des terres du Larzac (SCTL), qui se voit confier pour 99 ans la gestion collective des 6300 hectares de terres qui avaient été achetés par l'Armée. Parallèlement, les 1200 hectares de parcelles acquises collectivement par les paysans tout autour du camp militaire, pour freiner sa progression pendant la lutte du Larzac, sont regroupés dans un autre office foncier agricole, le GFA Larzac. *« Ces organismes distincts visent des objectifs similaires : assurer une gestion durable des terres, tant sur le plan environnemental qu'humain, favoriser l'installation de nouveaux agriculteurs plutôt que l'agrandissement des exploitations existantes, mais aussi éviter la spéculation foncière »*, expliquait le syndicaliste José Bové, militant de la lutte du Larzac et co-fondateur de la Confédération paysanne dans un Séminaire international sur la réforme agraire organisé à Rio de Janeiro en 1998.

LABORATOIRE FONCIER

Ces structures, toujours opérationnelles aujourd'hui, ont permis d'instaurer la gestion collective des terres sur une partie du causse. Avec une double particularité pour la SCTL, qui a fait sortir les exploitations agricoles de la propriété et propose à ses « locataires fermiers » des baux de carrière. Concrètement, chaque paysan qui s'installe paye un loyer modique et peut rester jusqu'à la retraite, puis il doit partir pour laisser la place à d'autres. La ferme est alors attribuée à de nouveaux occupants. Les travaux effectués sur le patrimoine bâti ou l'exploitation, à la charge des agriculteurs, sont estimés selon une valeur d'usage au moment de leur départ. Les « nouveaux » remboursent alors leur mise aux « sortants », qui peuvent se reloger ailleurs. Un système unique en France, qui facilite l'arrivée de jeunes agriculteurs. Pour chaque exploitation qui se libère, un conseil élu parmi les membres de l'Assemblée générale de la SCTL choisit les projets les plus viables et porteurs d'emploi. *« Même si on n'est pas devenus propriétaires, la formule est économiquement intéressante pour ceux qui s'installent,* reprend Marion. *Elle nous a permis de rentabiliser rapidement notre activité et d'embaucher trois salariés sans nous endetter auprès des banques. »* Les usagers non agricoles (artisans, commerçants, habitants) qui occupent les maisons du causse bénéficient, quant à eux, d'un « prêt à usage », un contrat gratuit non cessible aux héritiers, dont la durée est fixée par la SCTL.

40 ans après la lutte du Larzac, ce laboratoire foncier unique en France a changé la donne. Sur le plateau du Larzac, intégré depuis 1995 au Parc naturel régional des Grands Causses, la chute démographique s'est arrêtée, les jeunes reviennent, les villages et les commerces revivent. Ce territoire préservé attire de plus en plus de randonneurs. Des solutions originales émergent aussi. En 2015, la SCTL et le GFA se sont par exemple associés pour créer la société Lum del Larzac, qui mutualise l'installation de panneaux solaires pour les fermiers et les habitants. Signe de l'évolution des pratiques, le nombre d'exploitations déclarées en agriculture biologique en Aveyron a été multiplié par 2,3, passant de 380 à 900 exploitations entre 2010 et 2020. Enfin, le bail des paysans du Larzac a été reconduit par l'État jusqu'en 2083. Un modèle agricole résilient qui pourrait en inspirer d'autres, ailleurs demain ?

Pascale Desclos



Marche des manifestants du Larzac vers Paris, en 1978, en protestation contre l'agrandissement d'un camp militaire sur des terres agricoles.

GILLES BOUQUILLON / GAMMA RAPHO

Le terme de jacqueries a été forgé par les élites aristocratiques pour stigmatiser les révoltes populaires.

Entretien avec l'historien Édouard Lynch

Cahiers de Science & Vie : D'où est venu votre intérêt pour les insurrections paysannes ?

Édouard Lynch : Mes premiers travaux, lors de ma thèse de doctorat, portaient sur l'histoire du parti socialiste et de la société paysanne dans l'entre-deux-guerres. Ceci m'a conduit à explorer l'opposition entre le Front populaire et les Chemises vertes d'Henri Dorgères. Et plus tard, lors de mon habilitation à diriger des recherches, j'ai choisi de reprendre la question plus large des manifestations paysannes. Elles occupent une place marginale dans l'historiographie des mouvements sociaux, souvent centrée sur les luttes ouvrières. Pourtant, au XX^{e} siècle, elles ont développé des modes d'action distincts, avec un certain recours à la violence et à l'action directe plutôt qu'aux négociations. Je suis parti de la fin du XIX^{e} siècle. Car on observe un véritable basculement autour de la révolution française de 1848, qui met fin aux formes de protestation typiques de l'Ancien Régime, les grandes manifestations viticoles de 1907 marquant un autre tournant.

CSV : Quelles sont justement les caractéristiques des révoltes de l'Ancien Régime ?

É.L. : Je ne travaille pas sur ces périodes. Mais on peut dire que les mobilisations paysannes étaient toujours très majoritairement liées à des difficultés économiques. Elles peuvent s'expliquer par des guerres qui fragilisent les sociétés rurales, par des augmentations de prélèvements, ou encore par la désorganisation des structures collectives existantes. Mais je pense qu'il faut se méfier de la vision caricaturale qui renvoie l'Ancien Régime au temps des jacqueries et d'un monde paysan brutal, incontrôlable et irrationnel. Le terme de jacqueries a été forgé par les élites aristocratiques pour stigmatiser les révoltes populaires. Et l'on a tendance à minorer leurs formes de résistance pacifiée. Alors qu'elles s'appuyaient souvent sur des modes traditionnels d'expression comme le charivari et le carnaval, qui étaient détournés pour protester – même si cela pouvait évoluer vers une rébellion plus violente et armée. De plus, comme l'a très bien montré Charles Tilly, il s'agissait moins d'insurrections paysannes que de révoltes des collectivités villageoises, où l'ensemble des acteurs est partie prenante. Les insurrections avaient le soutien des artisans, des petits notables locaux. Enfin, ces mouvements ne pouvaient pas se structurer et surtout perdurer à une échelle autre que locale, voire régionale.



DR

ÉDOUARD LYNCH, (Professeur d'histoire contemporaine à l'université Lumière-Lyon II, auteur de *Insurrections paysannes, de la terre à la rue. Usages de la violence au XX^{e} siècle,* Éditions Vendémiaire, 2019)

CSV : Pourquoi doit-on voir dans la révolution de 1848 une étape ?

É.L. : D'abord, parce que les révoltes de la première moitié du XIX^{e} siècle sont encore liées à des difficultés matérielles. Elles se résument souvent à des questions de cherté du grain, en lien avec des catas-



L'INSTAURATION DU SUFFRAGE UNIVERSEL MASCULIN EN 1848 PERMET AUX PAYSANS DE SE FAIRE ENTENDRE

trophes climatiques, des conflits, des épidémies et des mauvaises récoltes. Or les crises économiques vont changer de nature. Jusque-là, on pouvait en effet manquer de blé dans une région et en avoir à profusion dans une autre, d'où la structuration locale et éphémère des insurrections. Mais avec le développement des routes, du chemin de fer et la circulation transatlantique, le marché s'homogénéise et fait émerger des problèmes de concurrence. Enfin, la révolution de 1848 ouvre un espace d'expression politique au monde rural. Depuis 1789, à partir des cahiers de doléances, de brefs moments d'expression politique se succèdent, avec le lent apprentissage du vote. Mais en réalité, la grande masse des paysans n'avait pas vraiment voix au chapitre. L'instauration du suffrage universel masculin en 1848 leur permet de se faire entendre, notamment au niveau des municipalités. Et la protestation va dès lors devenir plus politique, comme en témoigne la résistance de plusieurs départements au coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte en 1851. Enfin, dans la seconde moitié du XIX[e] siècle, la pression démographique s'allège et les migrations rurales s'accélèrent. Si bien que les crises alimentaires s'estompent, une relative prospérité s'installe, et il n'y a pratiquement plus de soulèvements paysans pendant plusieurs décennies.

Manifestation des vignerons du Midi à Carcassonne (Aude), le 26 mai 1907.

MAURICE-LOUIS BRANGER / ROGER-VIOLET

CSV : Pouvons-nous revenir sur l'opposition récurrente entre villes et campagnes ?

É.L. : Ces tensions ont toujours existé, en raison des prélèvements fiscaux du pouvoir installé en ville. Sous l'Ancien Régime, les autorités pouvaient réquisitionner du grain pour nourrir les villes : en plus d'être privés de ressources alimentaires, les paysans voyaient alors leurs possibilités de profit limitées. En somme, la ville représentait une menace et une forme d'adversaire pour les ruraux. À l'inverse, les crises alimentaires et le marché noir qui accompagne les périodes de crise et de guerre, surtout celle de 1939/45, ont montré la permanence des

ressentiments des citadins envers les paysans.

CSV : Vous avez évoqué la fin des soulèvements paysans au milieu du XIXe siècle : quand vont-ils resurgir ?

É.L. : Dans les années 1890, avec les grèves des bûcherons du Cher étudiées par Michel Pigenet. Puis avec les résiniers des Landes, adoptant le même type d'actions. Ensuite viendra le tour des ouvriers viticoles des grands domaines du Midi, menant des centaines de grèves en 1904 et 1905. Ce ne sont en rien des jacqueries, mais des manifestations bien structurées et organisées par des syndicats sur le modèle ouvrier. Car les salariés sont à cette époque très présents dans le monde paysan : si leur nombre a tendance à diminuer, ils sont encore deux millions en 1929, soit plus du tiers des actifs, ce que l'on a tendance à oublier en se focalisant sur les exploitants agricoles – qu'ils soient propriétaires, fermiers ou métayers. Or à la fin du XIXe siècle, la plupart des usines sont implantées dans les campagnes, car il leur faut du charbon de bois. Et souvent, on y rencontre des paysans « reconvertis » en ouvriers, y compris dans les mines, comme à Carmaux. Leurs modes de revendication vont ainsi se croiser, s'enrichir et se compléter.



Henri Dorgères (1897-1985), homme politique et syndicaliste français, secrétaire général des Comités de défense paysanne de l'Ouest.

ALBERT HARLINGUE / ROGER-VIOLLET

nement Clemenceau, en tentant d'y mettre fin par la force, en envoyant l'armée, a fait basculer le conflit : il y a eu des morts, des mutineries, et cette issue dramatique a fait oublier la modernité du mouvement, à savoir justement sa capacité à sortir du registre de la violence en construisant un rapport de force pacifié avec le pouvoir.

CSV : Cette violence est ensuite pointée du doigt entre-deux-guerres, avec les Chemises vertes d'Henri Dorgères.

É.L. : Je dirais que c'est l'arbre qui cache la forêt. Car vers 1932, avec la crise économique – le cours du blé est diminué par deux en l'espace de quelques années – la grande majorité des paysans proteste et défile sans violence, en réclamant une nouvelle fois l'intervention de l'État pour encadrer le marché. Ils obtiendront la mise en place de l'Office national interprofessionnel du blé (1936) et des prix garantis. Pourtant, ce succès a été éclipsé par les luttes opposant les forces du Front populaire aux Chemises vertes d'inspiration fasciste d'Henri Dorgères. Son mouvement fait du paysan le socle de la nation, un homme de labeur qui s'est sacrifié pendant la guerre et dont la violence est légitime, comparée à celle des ouvriers de la ville. Il ne rassemble en réalité

LES PRODUCTEURS DE LAIT ET DE VIANDE DU SUD-OUEST INAUGURENT EN 1953 LES PREMIERS BARRAGES ROUTIERS

CSV : En quoi le soulèvement de 1907 constitue-t-il un tournant ?

É.L. : Il y a en premier lieu son ampleur et sa durée : tous les dimanches, pendant des mois, ce sont des centaines de milliers de manifestants qui se réunissent, ce qui en fait l'un des plus grands mouvements dans l'histoire sociale de la France. Il s'inscrit par certains aspects dans la continuité des mobilisations de l'Ancien Régime, avec la dimension communautaire : on y voit ainsi défiler les femmes quasiment pour la dernière fois. Car ensuite, dans les années 1930 et 1960, les mouvements seront encadrés par des syndicats et très exclusivement masculins. Mais il s'en distingue nettement en adoptant des stratégies de visibilité médiatique. Des pancartes sont fabriquées par les délégations des villages du Languedoc et du Roussillon pour attirer l'attention de la presse, et de très nombreuses photographies et cartes postales réalisées sur place circulent dans tout le pays. Par ailleurs, les viticulteurs du Midi interpellent l'État pour réclamer une régulation du marché et la reconnaissance de la qualité de leur production, ce qui est très novateur. Enfin, il faut souligner que ce mouvement fut très pacifique pendant trois à quatre mois. Le gouver-

que quelques milliers de militants actifs, mais reçoit en revanche le soutien des syndicats conservateurs. Et le régime de Vichy contribuera également à donner une grande visibilité à son idéologie.

CSV : La Seconde Guerre mondiale va-t-elle pousser les paysans à adhérer à Vichy ?

É.L. : Entre 1939 et 1950, ils se trouvent dans une position avantageuse, avec la possibilité d'écouler leur production. S'ils se rangent derrière Pétain en 1940, comme la majorité des Français, ils rechignent assez rapidement contre les réquisitions jugées excessives et soutiennent, par de nombreux aspects, la résistance. Mais il n'y a pas de mouvement d'ampleur avant la décennie suivante. La politique de modernisation agricole génère alors une concurrence accrue et la baisse des prix et des revenus. D'où la colère des producteurs de lait et de viande du Sud-Ouest, qui inaugurent en septembre 1953 les premiers barrages routiers. Dans le même temps, fragilisée par les investissements qu'exige la modernisation, une partie des paysans a le sentiment d'être laissée pour compte et va aussi se mobiliser, en étant de plus en plus entendue par le nouveau régime. Cette dualité n'est pas simple à comprendre ; or elle va rendre le syndicalisme



Le 18 novembre 2024, des agriculteurs allument des « feux de la colère » près de l'aéroport de Lyon-Saint-Exupéry, à l'appel de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) et des JA (Jeunes Agriculteurs), pour protester contre les accords de libre-échange UE-Mercosur.

NICOLAS LIPONNE /MAXPPP

agricole très efficace. Pleinement intégré à l'État gaulliste dans une logique de cogestion de la politique agricole pour fixer les prix, il maintient en parallèle un potentiel de mobilisation dans la rue pour défendre ses intérêts. Plusieurs mouvements emblématiques vont marquer la période, comme la guerre de l'artichaut dans le nord du Finistère. La violence s'y installe, à travers la destruction de denrées, le déversement de fumier dans les préfectures, ou l'affrontement avec les forces de l'ordre. Mais de manière paradoxale, elle n'est pas sévèrement réprimée par l'État, d'où un effet cliquet et une escalade qui en 1976 fera un mort à Épinal et deux morts à Montredon. À partir de là, sans renoncer à la rue, la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles va davantage contrôler le recours à l'action directe.

CSV : Ce syndicat reste largement majoritaire, dans un monde paysan devenu minoritaire et aux profils variés. Doit-on s'attendre à voir ses revendications disparaître ?

É.L. : Face à cette FNSEA, créée en 1946, sont apparues au fil des années des oppositions internes et externes : on peut citer pêle-mêle des regroupements de fédérations comme le Comité de Guéret, le Mouvement de défense des exploitants familiaux lancé en 1959 par des communistes, ou une minorité de membres du Cercle national des jeunes agriculteurs (désormais désigné sous le sigle JA) qui au début des années 1970 animent un courant d'inspiration marxiste au sein de la FNSEA, d'où émergera la Confédération paysanne en 1987. Pour autant, la FNSEA est toujours parvenue à afficher un discours d'unité paysanne, arguant que les intérêts des grands profitent aux petits. Elle a bénéficié de nombreuses institutions et services d'accompagnement, et contrôle la majorité des chambres d'agriculture. Alors certes, les exploitants agricoles ne représentent plus que 1,5 % des actifs. Ils se sont toutefois adaptés, défilant moins nombreux, mais avec de gros tracteurs. Et tant que leurs manifestations – illégales – seront tolérées par les pouvoirs publics en leur permettant de faire pression pour servir leurs objectifs, ils n'ont aucune raison d'y renoncer. L'État a sa part de responsabilité. Car face à d'autres organisations agricoles, il ne se pose pas de questions. En janvier 2024, les manifestants de la Coordination rurale bloquant le marché de Rungis ont été mis dehors sans ménagement. En décembre, des membres de la Confédération paysanne qui protestaient devant le Grand Palais ont été interpelés. Et je ne parle pas des mouvements écologistes qui sont systématiquement diabolisés ! Très clairement, ce sont des choix politiques qui traduisent le maintien de l'alliance objective entre le syndicalisme majoritaire et la droite libérale et conservatrice née au début de la Ve République.

Propos reccueillis par Anne Lefèvre-Balleydier

LES CAHIERS SCIENCE&VIE

CROISIÈRES





DES DÉPARTS JUSQU'EN AVRIL 2026

AU FIL DU MEKONG

VIETNAM-CAMBODGE



EN PARTENARIAT AVEC

CroisiEurope





AVANTAGE SPÉCIAL LECTEURS
Jusqu'à
1500€
DE RÉDUCTION
sur le tarif public !

Découvrez en croisière
les splendeurs du Vietnam et les joyaux du Cambodge !

- ✔ Un programme original de 13 jours à la découverte de **sites classés au patrimoine mondial par l'Unesco** tels les **temples d'Angkor** ou le **lac Tonlé.**
- ✔ Des **expériences uniques incluses :** en petits bateaux, en cyclopousse.
- ✔ Un voyage **culinaire et culturel inoubliable** avec les habitants du Mékong.
- ✔ **2 bateaux au choix,** 4 ancres ou 5 ancres, de 22 à 31 cabines.
- ✔ **Un accompagnteur francophone.**
- ✔ **DES TARIFS PRÉFÉRENTIELS pour nos lecteur sur 3 dates :**
  Du 9 au 21 mars 2025
  Du 30 août au 11 septembre 2025
  Du 10 au 22 décembre 2025
- ✔ **À partir de 3655€*/pers. TOUT INCLUS** (vols, excursions, pension complète, boissons et taxes inclus)

RENSEIGNEZ-VOUS VITE !

* Le prix annoncé inclut déjà l'avantage lecteurs



Téléchargez la documentation sur
www.voyages-lecteurs.fr/csv

OU

Informations & réservations :
01 41 33 56 56 en précisant **LES CAHIERS DE SCIENCE&VIE**
du lundi au vendredi de 9h à 18h, le samedi de 9h à 12h et de 13h à 17h

OU Demandez une brochure sans engagement à : Les Cahiers de Science & Vie - Croisière au fil du Mékong - 59898 Lille Cedex 09

M086 # L1618966 Code article : 703231

Nom* : ..... **Prénom* :** .....

Adresse* : .....

CP* : |_|_|_|_|_| **Ville* :** ..... Tél.: |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

email : .....

Date de naissance : |_|_| |_|_| |_|_|_|_| (pour fêter votre anniversaire)

Avez-vous déjà effectué une croisière ou un voyage ☐ OUI ☐ NON

☐ Je ne souhaite pas recevoir les offres des Cahiers de Science & Vie et Voyages Lecteurs sur des produits et services similaires à ma commande par la Poste, e-mail ou téléphone. Dommage !

☐ Je ne souhaite pas que mes coordonnées et mon téléphone soient communiqués à des partenaires pour recevoir leurs bons plans.

LES CAHIERS SCIENCE&VIE CroisiEurope

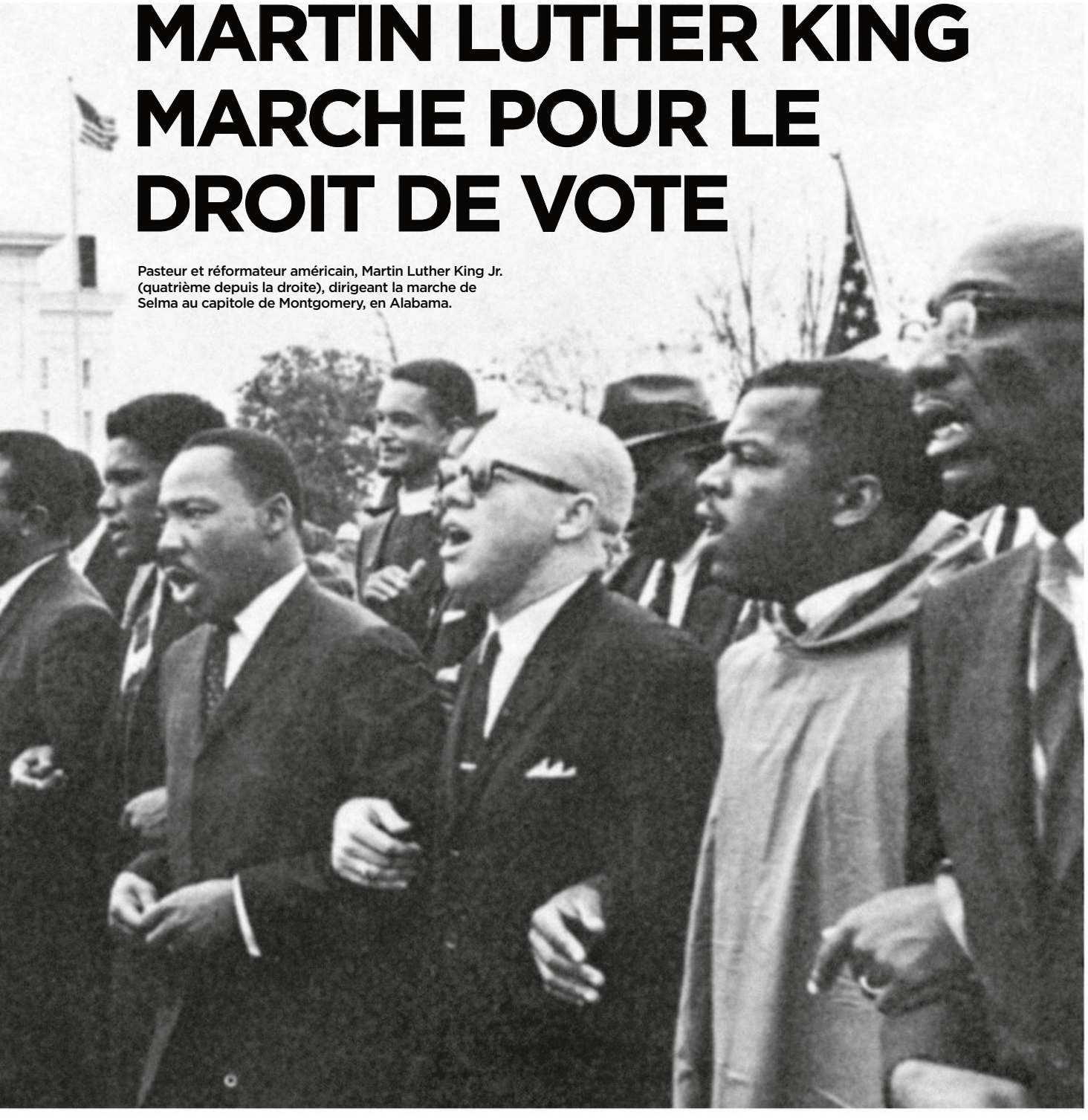
* A renseigner obligatoirement pour traiter votre demande. Les informations recueillies à partir de ce formulaire font l'objet d'un traitement informatique fondé sur votre consentement et destiné à Reworld Media France SAS en sa qualité de responsable de traitement. Les finalités poursuivies sont l'envoi de la brochure et les offres relatives aux voyages avec nos partenaires si vous y consentez. L'inscription au voyage implique l'acceptation des conditions générales et particulières de vente de CroisiEurope au dos du bulletin de réservation joint à la brochure. Les informations demandées sont destinées à la société REWORLD MEDIA MAGAZINES (Voyages Lecteurs) à des fins de traitement et de gestion de votre commande, de la relation client, des réclamations, de réalisation d'études et de statistiques et, sous réserve de vos choix, de communication marketing par Voyages Lecteurs et/ou ses partenaires par courrier, téléphone et courrier électronique. Vous bénéficiez d'un droit d'accès, rectification, d'effacement de vos données ainsi que d'un droit d'opposition en écrivant à RMM-DPD, c/o service juridique, 40 avenue Aristide Briand – 92220 Bagneux, ou par mail à dpd@reworldmedia.com. Vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL - www.cnil.fr. Pour en savoir plus sur la gestion de vos données personnelles, vos droits et nos partenaires, consultez notre politique de Confidentialité sur www.voyages-lecteurs.fr. Crédits photos : © Shutterstock.com @CroisiEurope

25 MARS 1965



La troisième tentative fut la bonne. Le 25 mars 1965, quelque 25 000 personnes, hommes et femmes de toutes origines ethniques et sociales, parvinrent au siège du gouvernement de l'État d'Alabama, à Montgomery, après une marche de 80 kilomètres depuis la petite ville de Selma. L'aboutissement d'une vaste campagne lancée quelques mois auparavant par Martin Luther King pour garantir aux Noirs le droit de vote…
Le *Civil Rights Act* signé en 1964 par le président Lyndon B. Johnson avait accordé ce droit à tous les citoyens. Mais les États du Sud continuaient d'enfreindre la loi. Le gouverneur d'Alabama George Wallace, ségrégationniste notoire, bloquait l'inscription des Noirs-Américains sur les listes électorales. En février 1965, Martin Luther King et 300 manifestants noirs avaient été arrêtés et incarcérés pour avoir participé à une manifestation non autorisée à Selma. Loin de se décourager, le leader avait annoncé une marche de Selma à Montgomery, qui fut elle aussi interdite.
Pourtant, le 7 mars, 600 personnes s'étaient mises en route, sans Luther King qui prêchait à Atlanta. Mais de l'autre côté du pont Edmund Pettus, les policiers et une foule hostile se ruèrent sur eux, leur assénant force coups de matraques et de battes de baseball dans un nuage de gaz lacrymogène, laissant à terre des dizaines de blessés. Le soir même, l'Amérique découvrit, bouleversée, les images de la sauvage répression de ce *Bloody Sunday* (« dimanche sanglant »).

MARTIN LUTHER KING MARCHE POUR LE DROIT DE VOTE



Pasteur et réformateur américain, Martin Luther King Jr. (quatrième depuis la droite), dirigeant la marche de Selma au capitole de Montgomery, en Alabama.

Dès le 9 mars, une seconde marche fut organisée, cette fois-ci en présence du pasteur et d'un cortège grossi de soutiens divers, indignés par les violences précédentes. Cependant, redoutant une nouvelle effusion de sang, Martin Luther King renonça à braver l'interdiction. Et tous se replièrent. C'est alors que des membres du Ku Klux Klan attaquèrent trois pasteurs blancs solidaires du mouvement, battant à mort l'un d'eux.

Le 15 mars, le Président Johnson, profondément choqué, déposa devant le Congrès un projet de loi sur le droit de vote, s'expliquant devant la télévision nationale, *« Leur cause,* dit-il, *doit aussi être notre cause. Parce qu'il ne revient pas aux seuls Noirs, mais à nous tous, de dépasser la législation mutilante du fanatisme et de l'injustice. »* Deux jours plus tard, l'interdiction fédérale était levée.

Et le 21 mars, environ 3200 personnes s'ébranlèrent, sous la protection de l'armée et d'agents fédéraux, parcourant une vingtaine de kilomètres par jour, dormant dans les champs. Quatre jours plus tard, ils sont près de 25 000 devant le siège du gouvernement à vibrer aux accents enflammés de Martin Luther King : *How long? Not long (Combien de temps encore ? Pas longtemps…)*. Le soir même une militante blanche, Viola Liuzzo, est assassinée par des suprématistes.

Le 6 août 1965, le président Lyndon Johnson signe le *Voting Rights Act,* réaffirmant le droit de vote pour tous en présence de Martin Luther King et de ses collègues.

Fabienne Lemarchand

THE GRANGER COLLECTION NY / AURIMAGES

ALCATRAZ, UN MYTHE



De nombreux films ont fait entrer dans la légende l'île d'Alcatraz et son célèbre pénitencier. Désormais, elle dispose aussi d'un double numérique mettant au jour toutes les strates de son histoire, offert à ses gestionnaires par un groupe d'experts internationaux. Pour réaliser ce projet, ils n'ont pas hésité à se couler dans la peau des prisonniers !

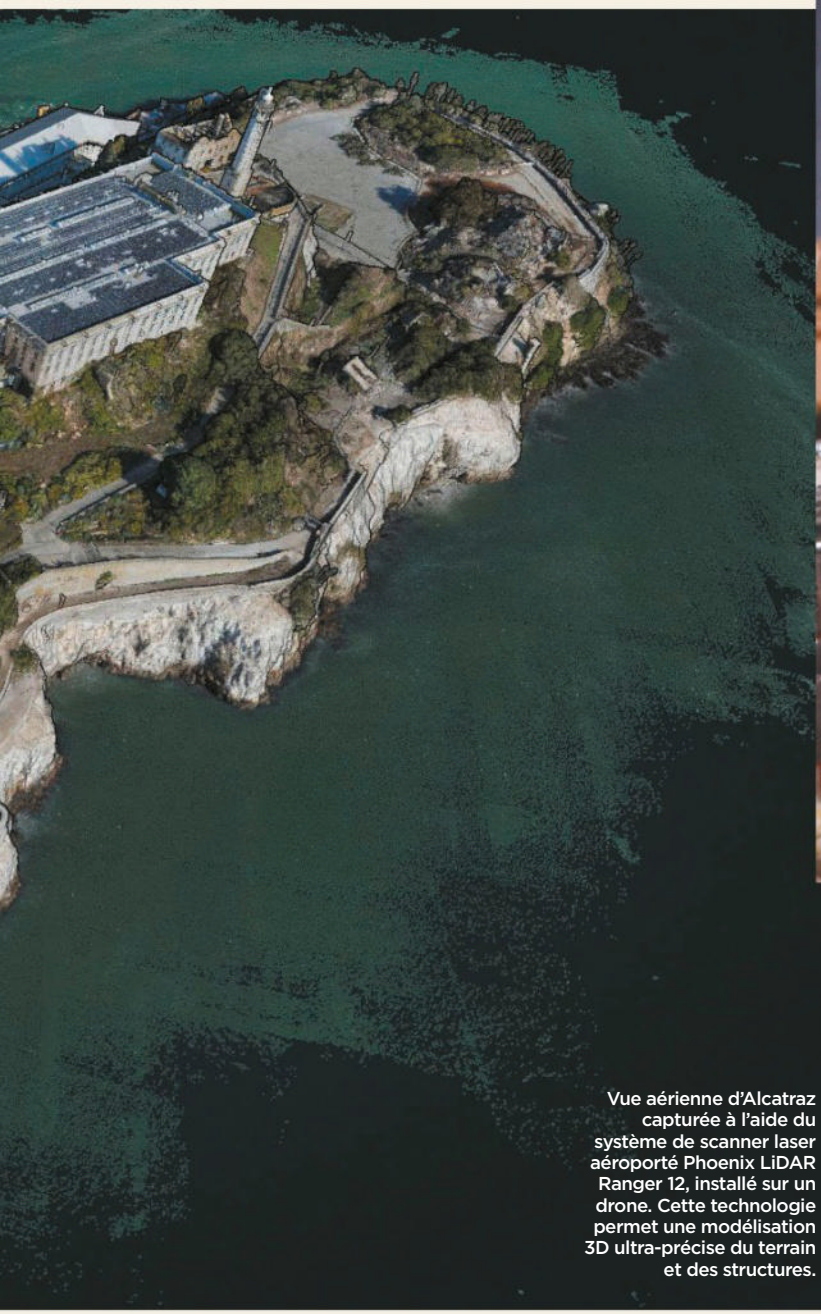
PETE KELSEY / PHOENIX LIDAR RANGER 120

ALCATRAZ, DÉCEMBRE 2023, 4 H 30 DU MATIN.

Dans la cellule 31 du bloc D du plus mythique des pénitenciers, une tête émerge d'un sac de couchage. Une journée de travail débute pour l'Américain Pete Kelsey, à la tête d'une initiative coopérative inédite de cartographie 3D de l'île de la baie de San Francisco. L'équipe internationale bénévole qu'il a réunie est composée de grands spécialistes mondiaux des drones, des robots, du LiDAR et autres technologies de pointe. Quand il leur a proposé de se constituer prisonniers volontaires sur le fameux rocher – *The Rock* –, ils n'ont pas hésité… Avec quelques membres de son équipe, Pete Kelsey y a déjà passé plusieurs nuits.

La première a été la plus difficile : dans cet univers de béton et d'acier, le moindre bruit résonne, et en l'absence de moustiquaire, les insectes l'ont dévoré vivant.
« Vous avez le droit d'être logés, nourris, blanchis et soignés si nécessaire. Rien d'autre ne vous est dû », énonçait le règlement intérieur en 1934. Et en effet, l'endroit n'a rien d'un hôtel 3 étoiles : les experts ont dû se contenter de cellules de moins de 3 m sur 1,50 m, de sanitaires sans douches et de nourriture lyophilisée… *« Nous avons vécu à Alcatraz en y dormant dans des cellules pendant trois semaines. Personne n'avait fait ça depuis plus de 50 ans ! »*, souligne Pete Kelsey. *« Je ne pense pas que quiconque ait vraiment anticipé ce que ça allait être »*, ajoute Jeremy Sofonia, envoyé d'Australie par la société Emesent, partenaire du projet. Mais que ne serait-on pas prêt à faire pour mettre ses pas

EN 3D



Vue aérienne d'Alcatraz capturée à l'aide du système de scanner laser aéroporté Phoenix LiDAR Ranger 12, installé sur un drone. Cette technologie permet une modélisation 3D ultra-précise du terrain et des structures.





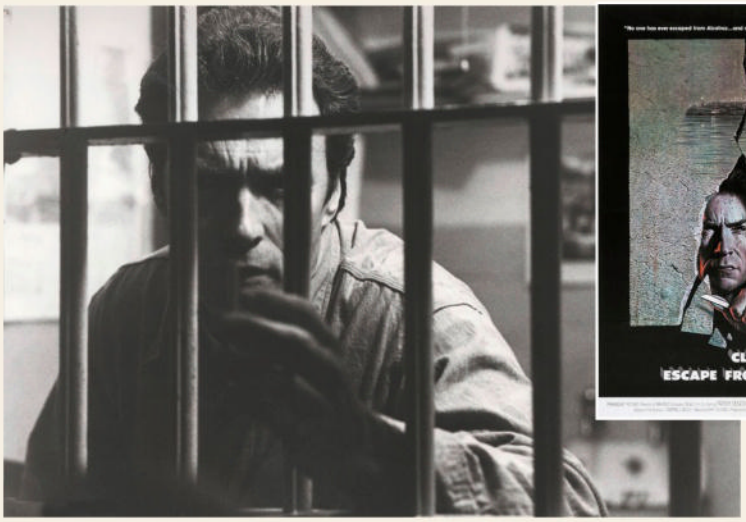
Robert Stroud, alias le Birdman, immortalisé à l'écran par Burt Lancaster dans *Le Prisonnier d'Alcatraz* (1962), une vision romancée de sa vie signée John Frankenheimer. Son surnom vient de sa passion pour les oiseaux, née à la prison de Leavenworth, où il a élevé jusqu'à 300 canaris et écrit un livre salué par les ornithologues.

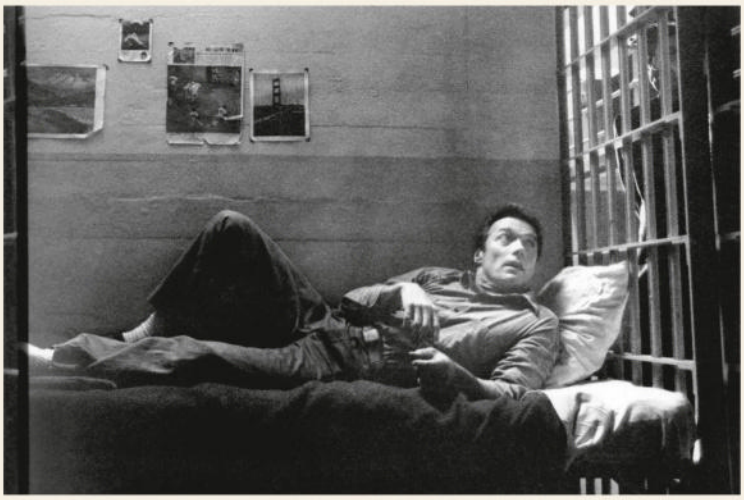
dans ceux des fantômes d'illustres pensionnaires comme Al Capone ou George «Machine Gun» Kelly!
Jusqu'à la fermeture de la prison le 21 mars 1963, les détenus les plus dangereux étaient placés à l'isolement dans le bloc D. Quelques décennies plus tôt, Pete Kelsey aurait pu entendre les ronflements de Robert Stroud, alias *The Birdman* (l'homme aux 300 canaris), enfermé dans la cellule 41. Condamné pour meurtre en 1909, ce dernier a été transféré à Alcatraz depuis la prison de Leavenworth (Kansas) le 19 décembre 1942. En 1962, un an avant sa mort, Burt Lancaster lui a prêté ses traits dans le film *Le Prisonnier d'Alcatraz* (1972), lui attirant une vague de sympathie incongrue au vu de son passé violent. Des détenus appartenant au gratin de la pègre, un cadre spectaculaire, l'impossibilité de s'évader de ce pénitencier fédéral de haute sécurité isolé au milieu des eaux glaciales et des courants impitoyables : il n'en fallait pas plus pour faire entrer Alcatraz dans la pop culture!

LA PRISON A ÉTÉ UNE SOURCE D'INSPIRATION MAJEURE POUR LE CINÉMA HOLLYWOODIEN.

Certains films se concentrent sur la vie de prisonniers réels, ou fictifs comme Henri Young joué par Kevin Bacon dans *Meurtre à Alcatraz* (1995). Une tentative d'évasion a fourni la trame à *L'Évadé d'Alcatraz* (1979) de Don Siegel avec Clint Eastwood. Reconverti en repaire de mé-

EVERETT COLLECTION / AURIMAGES





***L'évadé d'Alcatraz* (*Escape from Alcatraz*), 1979. Ce thriller de Don Siegel retrace la tentative d'évasion de Franck Morris (interprété par Clint Eastwood), de John et Clarence Anglinet d'Allen West, intervenue dans la nuit du 11 juin 1962.**



***Rock* (*The Rock*), 1996. Dans ce film de Michael Bay avec Ed Harris, Sean Connery et Nicolas Cage, un groupe renégat de l'armée a pris le contrôle d'Alcatraz et menace de lancer des missiles sur San Francisco.**

chants et autres *aliens*, cet enfer carcéral a aussi servi de toile de fond à des fictions en tous genres… *« Il y a quand même une atmosphère très spéciale sur cette île. Je suis un grand fan du film* The Rock (1996) *avec Nicolas Cage et j'étais déjà venu sur place en tant que touriste en 2016. Mais là, j'ai pu accéder à tous les étages de la prison, dans les décors qui ont servi au film*, raconte Geoffrey Helluin, de la société canadienne Unmanned Aerial Services. *C'était une incroyable expérience !* » Alcatraz apparaît dans *X-Men : l'affrontement final* en 2006, et dans *L'inspecteur ne renonce jamais* (1976), troisième film de la série des *Dirty Harry* avec Clint Eastwood. Le pénitencier a inspiré la série télévisée *Alcatraz* sortie en 2012 et figure dans de nombreuses autres, y compris dans des dessins animés (*Quoi de neuf, Scooby-Doo ?*), ainsi que dans d'innombrables livres et jeux vidéo, et même dans un clip du groupe de rock allemand *Scorpion* !

Rien d'étonnant à ce que l'île, désormais intégrée à la zone de loisirs nationale du Golden Gate gérée par le service des Parcs nationaux (NPS) américain, attire chaque année plus d'un million de visiteurs ! Si ceux-ci viennent y chercher le grand frisson, ils y découvrent que son passé ne se limite pas à la période carcérale. Le projet de créer un jumeau numérique de l'île est d'ailleurs né d'une discussion de Pete Kelsey avec un ancien historien du parc. Il l'a conçu comme une vitrine du savoir-faire de son entreprise VTCO Labs, spécialisée dans la création d'expériences immersives pour des films documentaires et pour la conservation du patrimoine historique ou de l'environnement. *« J'ai proposé une étude complète de l'ensemble de l'île, y compris chaque bâtiment, à l'intérieur et à l'extérieur »*, rapporte-t-il. Cet outil doit permettre de surveiller l'évolution du site, menacé par l'élévation du niveau de la mer, par les impacts de l'activité sismique et par le tourisme de masse, et pourra être exploité par les archéologues et les biologistes du parc.

Lors de sa découverte en 1775, le rocher abritait des colonies importantes d'oiseaux marins, dont des pélicans (*alcatraces* en espagnol ancien). *« La présence d'espèces protégées constituait un défi : il nous a fallu attendre que tous les oiseaux soient sortis du nid pour intervenir »*, explique Pete Kelsey. Les préparatifs ont duré neuf mois. *« Il y avait deux permis à obtenir – un permis scientifique et un second, tout aussi important, pour faire voler les drones dans un parc national. »* Les experts ont finalement disposé d'une fenêtre de tir en décembre. *« Quelle que soit votre préparation, il y a toujours des défis, des obstacles et des influences extérieures qui peuvent faire basculer l'ensemble de la mission, alors soyez prêt à réagir à l'adversité ! »*, s'amuse Bobby Valentine, qui a dû s'accommoder du brouillard, du vent et de la pluie pour survoler l'île avec l'aile volante eBee X (AgEagle).

PLONGÉE 3D À TRAVERS L'HISTOIRE CARCÉRALE D'ALCATRAZ.

L'île a été fortifiée à partir de 1853 et le phare, érigé en 1854, est le plus ancien de la côte ouest. La forteresse a accueilli une garnison permanente dès 1859 et a joué un rôle majeur pendant la guerre civile (1861-1865). Très vite, elle a servi de prison militaire. Le nombre de captifs (pour l'essentiel des soldats, parfois aussi des Amérindiens en lutte) a crû rapidement et, quand le fort a été remplacé par une prison militaire dans les années 1900, des centaines de prisonniers ont fourni une main-d'œuvre bon marché pour la construire. Le pénitencier fédéral a ensuite fonctionné entre 1934 et 1963. Par la suite, l'île a été revendiquée par des militants amérindiens, qui l'ont occupée en 1964, puis entre 1969 et 1971, avant de se muer en parc national en 1972.

C'est toutes les strates de cette histoire qui ont été capturées en 3 D. *« Il y avait des zones datant pour la plupart de l'époque de la guerre civile qui étaient interdites d'accès en raison des risques inhérents aux espaces confinés, no-*

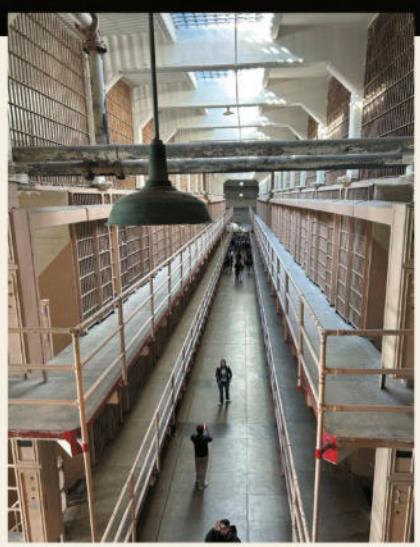
PARAMOUNT / MALPASO / EVERETT / AURIMAGES - EVERETT COLLECTION / AURIMAGES - PARAMOUNT/COURTESY EVERETT COLLECTION / AURIMAGES - MARY EVANS/ALL FILM ARCHIVE/BUENA VISTA/AURIMAGES



Vue générale du phare et de la prison fédérale d'Alcatrraz en modèle 3D.



Coupe de la prison en modèle 3D.



Les cartographes 3D bénévoles menés par Peter Kelsey ont dormi dans les cellules pendant trois semaines.

tamment de contamination. Il était donc particulièrement fascinant de les scanner et de les filmer », raconte Pete Kelsey, évoquant les poudrières et d'autres structures centenaires comme la centrale électrique. Il se souvient avec émotion de la mise au jour du panneau original au-dessus du portail de l'époque de la guerre civile, masqué par des infrastructures plus modernes depuis plus de 100 ans, des graffitis laissés par les Amérindiens, ou encore des impacts de balles rappelant la bataille d'Alcatraz – cette tentative d'évasion, qui a viré à l'émeute sanglante, s'est soldée par la mort de trois gardiens et de trois détenus (un autre sera exécuté) en mai 1946. Grâce aux technologies complémentaires fournies à titre gracieux par une vingtaine d'entreprises, l'île a pu être modélisée dans ses moindres recoins en moins d'un mois, sans perturber les touristes. Les experts n'auraient pas réussi ce tour de force si la direction n'avait pas accepté de leur confier un passe ouvrant toutes les portes et permis qu'une partie de l'équipe dorme sur place. Il leur aura néanmoins fallu dompter leur imagination – l'un d'entre eux, envoyé dormir à l'écart parce qu'il ronflait, était persuadé d'avoir entendu des voix !

Outre l'aile volante eBee X dotée de diverses caméras, des drones multirotors équipés de capteurs LiDAR ont survolé l'île. À terre, différents scanners laser ont permis de la modéliser sous toutes les coutures. En intérieur, un scanner mobile à main fourni par Emesent, permettant une numérisation au rythme de la marche, s'est avéré très efficace. Il a aussi été monté sur le chien robot Spot (Boston Dynamics) pour explorer des espaces contaminés par l'amiante. *« Nous avons utilisé ce quadrupède robotisé dans un bâtiment abritant les anciennes unités d'hébergement pour les gardes et leurs familles »*, précise Jeremy Sofonia. Piloté par Geoffrey Helluin, un drone industriel innovant doté d'une cage de protection (l'Elios 3 du fabricant suisse Flyability) a quant à lui notamment servi dans une ancienne réserve de munitions qui présentait un risque d'accumulation des gaz, et dans d'anciens ateliers de travail inaccessibles autrement. Ce sont ainsi plus de quatre téraoctets de données qui ont été traitées et mises à disposition des gestionnaires d'Alcatraz en 2024. D'un réalisme saisissant, ce double numérique permet d'envisager des expériences en réalité virtuelle pour offrir aux amateurs de films de genre la possibilité de se glisser dans la peau de leurs héros préférés…

Marielle Mayo

EMESENT, JEREMY SOFONIA / EMESENT



IMMORTELLE!

Cléopâtre a beau être un mythe puissant, l'une des premières figures féministes de l'histoire, la dernière souveraine de la dynastie des Ptolémées, la reine d'Égypte, la maîtresse de César et de Marc Antoine garde encore et toujours bien des secrets. Loin de promettre de lever définitivement le voile sur ce mystère, l'exposition événement de l'Institut du monde arabe s'engage, sinon à le percer, du moins à le cerner. Un paradoxe que cette femme de pouvoir : pouvoir de la séduction, dont on ne sait pourtant pas vraiment si elle était belle ou non, pouvoir de la politique et de la diplomatie, où le meurtre parfois le dispute à la sensualité. 2 000 ans après sa disparition, une chose est certaine sur le soi-disant plus beau nez de l'antiquité, il fascine encore et toujours. ◗ **P.B.**

LE MYSTÈRE CLÉOPÂTRE
INSTITUT DU MONDE ARABE, PARIS
Du 11 juin 2025 au 11 janvier 2026



EUGÈNE BOUDIN, LE PÈRE DE L'IMPRESSIONISME
MUSÉE MARMOTTAN MONET
Du 9 avril au 31 août 2025

VOILÀ DU BOUDIN

C'est une collection exceptionnelle et rare que Marmottan Monet met en lumière à partir d'avril prochain. Celle de Yann Guyonvarc'h est sans nul autre équivalent au monde qui réunit un ensemble d'œuvres d'Eugène Boudin, père de l'impressionnisme. Des premières toiles au Havre à son dernier voyage à Venise…

WORLD HISTORY ARCHIVE / AURIMAGES - COLLECTION DE M. YANN GUYONVARC'H © STUDIO CHRISTIAN BARAJA SLB

STREET ART

À quoi ressemblaient les rues dans la seconde moitié du XIXe siècle, en plein âge d'or de l'affiche artistique ? La réponse est à Orsay à travers l'exposition de près de 300 œuvres qui ont métamorphosé le paysage urbain et accompagné une société en route vers la modernité, l'art pour tous, mais aussi la contestation politique et sociale, et bien sûr la consommation. L'occasion de découvrir ou redécouvrir les « Maîtres de l'affiche » que sont Bonnard, Chéret, Grasset, Mucha, Steinlen, Toulouse-Lautrec… Rien que ça !



L'ART EST DANS LA RUE
MUSÉE D'ORSAY, PARIS
Du 18 mars au 6 juillet 2025





MUSIQUE, MAESTRO !

Quand la musique classique a rendez-vous avec la montagne… Au programme de ce premier Festival Diapason Megève, des concerts, événements, projections, activités et rencontres. Une Nuit Mozart, une Nuit du Piano et une Rave-L Party étonnante signeront une programmation exigeante et néanmoins accessible au plus grand nombre.

CLASSIQUICIME
FESTIVAL DIAPASON, MEGÈVE
Du 27 au 30 mars 2025



BRONZES ROYAUX D'ANGKOR, UN ART DU DIVIN
MUSÉE GUIMET
Du 30 avril au 8 septembre 2025

TRÉSORS KHMERS

Trésor national du pays du Sourire, le Vishnu couché du Mébon trônera en majesté au musée Guimet lors d'une exposition exceptionnelle sur les bronzes khmers. Restauré et étudié en France en 2024, il sera accompagné d'autres chefs-d'œuvre issus des collections nationales cambodgiennes.

PARIS, BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE FRANCE - DR - MUSÉE NATIONAL DU CAMBODGE, PHNOM PENH, CAMBODGE



DYNASTIE D'ESCLAVES

Le Sultanat des Mamlouks reste un empire médiéval méconnu, ici en Europe, qui durant pourtant près de trois siècles a régné sur un territoire englobant alors l'Égypte, le Liban et la Syrie d'aujourd'hui. Une dynastie méconnue issue d'une caste de militaires esclaves rompus aux arts de la guerre et de la religion qui prendra le pouvoir et pèsera alors sur la destinée de cette partie du globe, devenant un point névralgique entre les trois continents. C'est à cette civilisation que le Louvre rend hommage à travers 260 œuvres exceptionnelles, issues de collections internationales rendant compte de la richesse d'une société musulmane où cohabitaient des minorités juives et chrétiennes, une civilisation férue d'art, de sciences et d'exploits militaires contre les Croisés et les Mongols entre autres.



MAMLOUKS, 1250-1517
MUSÉE DU LOUVRE, PARIS
Du 30 avril au 28 juillet 2025



LE REGARD D'UN PÈRE

Son enfant, sa muse ! Le père s'appelle Matisse, maître de l'art moderne. La fille est Marguerite. Et c'est la relation intime entre eux deux que le MAM a choisi d'explorer, à travers plus de 110 œuvres, peinture, sculpture, gravures et dessins, inédits pour certains, qui révèlent l'univers familial et créatif entre l'artiste et sa muse.

MATISSE ET MARGUERITE
MUSÉE D'ART MODERNE, PARIS
Du 4 avril au 24 août 2025



COUSU D'OR

Depuis plus de cinq mille ans, l'or et le textile s'entrelacent, symbolisant le pouvoir et la richesse. C'est à ce savoir-faire ancestral que le Musée du Quai Branly rend hommage, à travers une exposition-voyage qui met le cap sur l'Orient, traversant le Maghreb jusqu'au pays du Soleil-Levant, des terres où lin et soie s'enrichissent de fils et de motifs d'or.

AU FIL DE L'OR - L'ART DE SE VÊTIR DE L'ORIENT AU SOLEIL-LEVANT
MUSÉE DU QUAI BRANLY-JACQUES CHIRAC, PARIS
Du 11 février au 6 juillet 2025

THE METROPOLITAN MUSEUM OF ART - © 2009 MUSÉE DU LOUVRE, DIST. GRANDPALAISRMN HUGHES DUBOIS - ARCHIVES MATISSE ISSY-LES-MOULINEAU 1907 - MUSÉE DU QUAI BRANLY - JACQUES CHIRAC, PHOTO PAULINE GUYON - © GUO PEI, CHINE. PHOTO MINGHUA LI, CHINE

LES CAHIERS SCIENCE&VIE

CET HIVER, PLONGEZ DANS LES ORIGINES DE NOTRE HISTOIRE



Votre abonnement :
6 numéros par an
en cadeau
la station météo
Oregon SCIENTIFIC



ABONNEZ-VOUS POUR 3€ sans engagement

PROFITEZ-EN
en flashant le QR code ci-dessus ou rendez-vous sur **bit.ly/abo-csv-221**

LES CAHIERS SCIENCE&VIE **BULLETIN D'ABONNEMENT** à retourner sous enveloppe affranchie à :
Les Cahiers de Science et Vie – Abonnements – 59898 Lille cedex 9

1 Je choisis mon offre d'abonnement :

M036 # D1071646

☐ **Offre liberté : 3€ le premier numéro** puis 5,50€ tous les 2 mois au lieu de ~~8,72€~~*. 1 numéro tous les 2 mois **+ la station météo en cadeau** (1)
Je résilie quand je le souhaite. Je remplis le mandat ci-dessous accompagné de mon RIB. Je règlerai 5,50€ tous les 2 mois l'année suivante.
3€ le premier n°

☐ **Offre annuelle : 39,90€**/an au lieu de ~~52,32€~~*
6 numéros **+ la station météo en cadeau** (2)
Mon abonnement se renouvellera automatiquement à la date anniversaire sauf résiliation de ma part.
-23%

2 Je valide mon règlement :

Par prélèvement automatique :
Je complète l'IBAN à l'aide de mon RIB et je n'oublie pas de **joindre mon RIB**.
IBAN

Vous autorisez Reworld Media Magazines à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions de Reworld Media Magazines . Créancier : Reworld Media Magazines 40, avenue Aristide-Briand - 92220 Bagneux Cedex 09 France - Identifiant du créancier : FR 05 ZZZ 489479.

Date et signature obligatoires :
Le ☐☐/☐☐/☐☐☐☐

Par carte bancaire : je me rends sur KiosqueMag.com : bit.ly/abo-csv-221
La boutique officielle des Cahiers de Science & Vie
Plus simple, plus rapide, 100% sécurisé !

Par chèque (formule annuelle uniquement) :
je renvoie le coupon accompagné de mon chèque libellé au nom des Cahiers de Science & Vie (sans agrafe, ni scotch) à :
Les Cahiers de Science & Vie Service abonnement 59898 Lille Cedex 9

3 J'indique les coordonnées du bénéficiaire de l'abonnement :

Nom** : Prénom** :
Adresse postale** :
CP** : Ville** :
Tél. (portable de préférence) : (Envoi d'un SMS en cas de problème de livraison)
Email :
(Utile pour accéder à votre magazine en numérique et à votre espace client sur Kiosquemag.com, et gérer votre abonnement) **À remplir obligatoirement
Date de naissance : / / (pour fêter votre anniversaire)

☐ Je ne souhaite pas recevoir les offres Privilège Les Cahiers Science & Vie et Kiosquemag sur des produits et services similaires à ma commande par la Poste, e-mail et téléphone. Dommage !
☐ Je ne souhaite pas que mes coordonnées postales et mon téléphone soient communiqués à des partenaires pour recevoir leurs bons plans. Dommage !

*Le prix de référence à l'année se compose du prix kiosque : 6 n° des Cahiers Science & Vie à 47,40€ et des frais de port à 4,92€. **À remplir obligatoirement. (2) Offre avec engagement : abonnement annuel automatiquement reconduit à date d'anniversaire. Le règlement s'effectue en 1 seule fois. Vous serez informé par écrit dans un délai de 3 mois avant le renouvellement de votre abonnement. Vous aurez la possibilité de l'annuler 30 jours avant la date de reconduction auprès du service client. A défaut l'abonnement sera reconduit pour une durée identique à votre abonnement initial. Pour toute autre information, vous pouvez consulter nos CGV sur kiosquemag.com et contacter le service client par mail sur serviceabomag.fr ou encore par courrier à Reworld Media Magazines - Service Client - 40 avenue Aristide Briand - 92227 Bagneux. Offre réservée aux nouveaux abonnés en France Métropolitaine valable jusqu'au 02/04/2025. DOM-TOM et autres pays nous consulter. Vous disposez, conformément à l'article L 221-18 du code de la consommation, d'un droit de rétractation de 14 jours à compter de la réception du magazine en notifiant clairement votre décision à notre service abonnement. Les informations demandées sont destinées à la société REWORLD MEDIA MAGAZINES (KiosqueMag) à des fins de traitement et de gestion de votre commande, de la relation client, des réclamations, de réalisation d'études et de statistiques et, sous réserve de vos choix, de communication marketing par KiosqueMag et/ou ses partenaires par courrier, téléphone et courrier électronique. Vous bénéficiez d'un droit d'accès, rectification, d'effacement de vos données ainsi que d'un droit d'opposition en écrivant à RMM-DPD, c/o service juridique, 40 avenue Aristide Briand – 92220 Bagneux, ou par mail à dpd@reworldmedia.com. Vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL - www.cnil.fr. Pour en savoir plus sur la gestion de vos données personnelles, vos droits et nos partenaires, consultez notre politique de Confidentialité sur www.kiosquemag.com.

AUX SOURCES DES BRIGADES DE LA POLICE JUDICIAIRE

C'est un lieu que l'on préfère d'ordinaire éviter. L'hôtel de police édifié en bas de la montagne Sainte-Geneviève abrite pourtant un musée méconnu, celui de la préfecture de Police de Paris, fondé en 1909 par le célèbre préfet Louis Lépine. Il accueille pour un an une nouvelle exposition consacrée aux sept brigades centrales de la police judiciaire, leurs missions et le contexte dans lequel elles ont été progressivement créées pour répondre aux enjeux de société et s'adapter aux évolutions de la criminalité.

Tout commence à la fin du XIXe siècle. La capitale vit alors dans la terreur des attentats anarchistes. En mars 1892, François Ravachol fait sauter un immeuble situé boulevard Saint-Germain, où réside le juge Benoît. Lequel avait dirigé quelques mois auparavant le procès de trois anarchistes de Clichy, coupables d'avoir tiré sur la police. Le juge en sort indemne. Ravachol s'attaque alors à l'immeuble du procureur général Bulot, une nouvelle fois sans faire de victimes. Capturé, il est guillotiné en juillet. Mais cette affaire va ouvrir un cycle sanglant d'attentats. Et l'impuissance du gouvernement à juguler le problème va entraîner un déferlement de critiques dans la presse. C'est dans ce contexte tumultueux et au lendemain des émeutes du Quartier latin de juillet 1893 opposant policiers



Arrestation de François Koenigstein, dit Ravachol, anarchiste français (1859-1892), le 30 mars 1892 (*Le Petit Journal*, 16 avril 1892).

HERITAGE-IMAGES / ART MEDIA / AKG-IMAGES

LES BRIGADES CENTRALES DE LA PRÉFECTURE DE POLICE – PIERRES ANGULAIRES DE LA PROTECTION JUDICIAIRE
MUSÉE DE LA PRÉFECTURE DE POLICE, HÔTEL DE POLICE, PARIS 5E
28 novembre 1024 – 22 novembre 2025



Rencontre d'Apaches et d'agents de police sur la place de la Bastille (*Le Petit Journal*, 14 août 1904).



Médaillon : Jules Joseph Bonnot (1876-1912), chef d'une bande anarchiste ayant commis plusieurs braquages en 1911-1912.

et étudiants que Louis Lépine est nommé préfet de police de Paris. Ses débuts sont difficiles. La police n'a alors ni les méthodes ni le matériel pour lutter contre l'insécurité croissante liée à l'émergence d'une nouvelle criminalité, plus violente et plus organisée. Les gangs d'Apaches – « Les Marlous de Belleville », « Le Kursaal des Aminches », « Les Loups de la Butte », « Les demi-siphons de Ménilmuche », ou encore « Les Gars de Charonne » – et autres bandes délinquantes sèment le désordre à Paris et sa banlieue, volant, pillant, assassinant.

DE LÉPINE AU CHARDON

Présent sur tous les fronts, Lépine va entreprendre au cours de son règne (de 1893 à 1897 puis de 1899 à 1913) une vaste réorganisation de ses services et révolutionner la gestion de la criminalité. En 1894, il obtient ainsi le rattachement de la Brigade de voie publique, dont la mission première est de lutter contre la criminalité de rue, à la préfecture de police. Elle prendra le nom en 1975 de Brigade de répression du banditisme (BRB). C'est lui aussi qui crée en 1912 la « Brigade des Gaz » à la suite de l'arrestation compliquée des derniers membres de la Bande à Bonnot, l'ancêtre du Groupe d'intervention et de sécurité (GIS), qui lui-même donnera en 1964 la Brigade de recherche et d'intervention (BRI). La même année, Lépine fonde également la « Brigade du chef », qui deviendra par la suite la « Brigade spéciale n° 1 » puis la « Brigade spéciale criminelle » et enfin la « Brigade criminelle » (BC), la célèbre Crim', dont la devise *« qui s'y frotte s'y pique »* est symbolisée par le chardon, et qui gère les homicides, viols, enlèvements, etc. Les autres brigades centrales de la police judiciaire verront le jour un peu plus tard. La Brigade des stupéfiants (BS ou « les Stups ») et la Brigade de répression du proxénétisme (BRP) sont ainsi issues de la scission de la Brigade mondaine, née en 1901, chargée durant la Belle Époque du contrôle des fumeries d'opium, des maisons closes, de la répression du racolage et des bordels illégaux, etc. Puis viendront la Brigade de protection des mineurs (BPM), dans les années 1930, la Brigade anti-commando, créée en 1972 à la suite de la prise d'otages des JO de Munich. Et enfin, la Brigade d'exécution des décisions de justice (BEDJ), en 2011. Une exposition qui tombe à pic pour s'y retrouver dans le jargon policier, particulièrement à l'heure où les faits divers passionnent les foules.

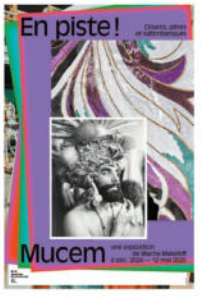
Fabienne Lemarchand

AKG-IMAGES



MARSEILLE
EN PISTE !

Jusqu'en mai, le Mucem de Marseille vous invite à découvrir l'univers fascinant des saltimbanques d'antan avec l'exposition « En piste ! », mise en scène par Macha Makeïeff. Véritable ode à la vie foraine, cette exposition transforme les 1 000 m² d'espace en une piste immersive où des chefs-d'œuvre de Picasso, Chagall ou Niki de Saint Phalle côtoient costumes de clown, trapèzes usés et marionnettes du XIXe siècle. Quelques artistes y prennent une place particulière, à l'instar de Théodora, fille d'un montreur d'ours et d'une actrice qui épousera l'empereur Justinien Ier, ou d'Annie Oakley, l'une des meilleures gâchettes de l'Ouest américain, grande vedette des spectacles de Buffalo Bill. On y rencontre aussi Jean-Louis Conte dit Yanco : ce Toulousain né au début du XXe siècle commence comme projectionniste ambulant avant de devenir magicien en s'inventant un personnage de prince oriental. Des destins « pas comme les autres » pour une exposition pas comme les autres, où des œuvres flottent au-dessus de nos têtes quand d'autres paradent, posent, et s'exposent. ◗ **A. L.-B.**



EN PISTE
MUCEM, MARSEILLE
Jusqu'au lundi 12 mai 2025

TOURCOING
DU RAÏ !

De février à juillet 2025, l'Institut du monde arabe-Tourcoing célèbre le raï avec l'exposition *Ya Rayi*. Originaire de l'ouest algérien, et ancré dans les traditions bédouines, le raï est né au début du XXe siècle avec les medahates, des femmes chantant les louanges de Dieu et du prophète Mahomet. Dans les années 1930, avec Cheikh Hamada ou Cheikha Remitti, il s'enrichit d'autres registres dénonçant les tabous. Aux percussions s'ajoutent alors l'accordéon, le banjo ou le piano. Puis viennent les arrangements au synthétiseur, quand le raï devient au tournant des années 1970 l'hymne de la jeunesse des quartiers. Il a aujourd'hui transcendé les barrières sociales, géographiques et culturelles pour faire partie du patrimoine immatériel de l'humanité. Et pour la première fois, mêlant KaRaïoké et reconstitution de cabarets, l'exposition réunit quantité d'objets et archives issus de collections publiques ou privées de France et d'Algérie. ◗ **A. L.-B.**



YA RAYI ! UNE HISTOIRE DE LA MUSIQUE RAÏ
IMA-TOURCOING
Du 27 février au 27 juillet 2025

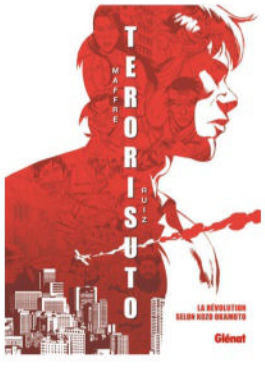


2024 NIKI CHARITABLE ART FOUNDATION / ADAGP, PARIS. PHOTO MURIEL ANSSENS / VILLE DE NICE - IMENE ZIANI 2024 - COLLECTION PRIVÉE MARTIN MEISSONNIER



HISTOIRE D'UN TERRORISME MONDIALISÉ

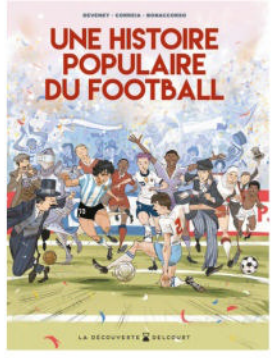
Voilà une fresque saisissante, inspirée d'une page méconnue de l'histoire contemporaine. Cette bande dessinée retrace le parcours de l'Armée rouge japonaise, un mouvement marxiste radical des années 1960-70 qui, après avoir paralysé les campus nippons, s'est exporté au Moyen-Orient pour soutenir la cause palestinienne. À travers le destin de Kozo Okamoto, un homme plutôt terne devenu pionnier des attentats-suicides, l'album explore les méandres de l'engrenage terroriste. Alors que les Brigades rouges, en Italie, ou Action directe, en France, s'inscrivaient dans des luttes similaires en Occident, ce récit nous fait découvrir comment le Japon a participé à cet élan global de révolte. Le dessin immersif de François Ruiz propulse le lecteur au cœur d'un maelström d'actions meurtrières, tout en dépeignant l'aveuglement tragique d'une jeunesse prête à tout pour renverser un système qu'elle juge injuste. *Terorisuto* n'est pas qu'un récit historique : c'est un miroir tendu vers les dérives idéologiques, les illusions révolutionnaires et les conséquences funestes de la violence politique. Il rappelle que la quête d'une utopie, lorsqu'elle s'abandonne au fanatisme, peut mener à des abîmes incommensurables… ◗ **C.G.**



TERORISUTO
FRÉDÉRIC MAFFRE, FRANÇOIS RUIZ ET KATHRINE AVRAAM
Glénat, 136 pages.

LA FACE CACHÉE DU BALLON ROND

L'âme d'un sport universel explorée par le prisme des luttes collectives menées dans le monde entier depuis le début du XXe siècle. *« Le football ne se résume pas à une industrie, mais incarne des rêves d'émancipation »*, rappelle cette bande dessinée à la croisée du sport et des sciences humaines. Si elle met en lumière quelques personnalités emblématiques, comme Diego Maradona, génie du ballon rond devenu un symbole des luttes sociales en Argentine, elle a le mérite de célébrer aussi des figures injustement oubliées. On découvre ainsi les munitionnettes, des ouvrières qui s'émancipèrent en 1917 grâce au sport, ou encore les Ultras Ahlawy, un groupe de supporters du Caire qui a joué un rôle clé dans la révolution égyptienne de 2011. Chaque planche est une fenêtre sur une époque où le foot devient un acte politique, comme celle dédiée à *« l'art décolonial du dribble »*. Et rappelle que ce sport est bien plus qu'un jeu : il est une voix pour les sans-voix. *Une histoire populaire du football* réussit le pari de réconcilier les amoureux du ballon rond avec ses idéaux les plus nobles, aujourd'hui souvent relégués au second plan. ◗ **C.G.**

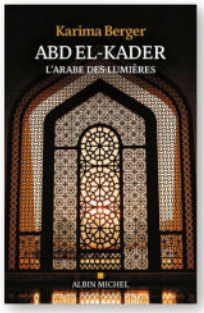


UNE HISTOIRE POPULAIRE DU FOOTBALL
MICKAËL CORREIA, JEAN-CHRISTOPHE DEVENEY ET LELIO BONACCORSO
La Découverte-Delcourt, 144 pages.



GLÉNAT. ÉDITIONS DELCOURT 2024 — DEVENEY, CORREIA, BONACCORSO

PASSEUR, IVG, OMBRES



ABD EL-KADER. L'ARABE DES LUMIÈRES
KARIMA BERGER, *Albin Michel, 288 pages.*

PHARE DE LA PENSÉE

Souvent réduit à ses hauts faits guerriers, le chef militaire algérien Abd el-Kader était aussi un penseur visionnaire, ouvert au dialogue interculturel. C'est cette facette de sa personnalité que l'essayiste Karima Berger a choisi de mettre en lumière, révélant un homme d'une profonde spiritualité, véritable passeur entre l'Orient et l'Occident. Elle rappelle bien sûr son parcours exceptionnel : *« Quinze ans de lutte en Algérie contre la première armée du monde, cinq ans d'emprisonnement en France, trente-six ans d'exil en Orient musulman. »* Mais elle met l'accent sur la profonde modernité de pensée d'Abd el-Kader, qui déjà s'insurgeait contre la science sans conscience, prévenant que *« la technique pourrait assécher la vie spirituelle »*. Influencé par le soufisme et son maître Ibn Arabî, il percevait l'unité divine dans les paradoxes du monde. À l'heure où nos sociétés semblent plus que jamais divisées, la pensée de cet *« homme du juste milieu »*, qui prônait le vivre-ensemble, est particulièrement d'actualité. Son adresse à l'altérité, vécue dans la rencontre avec ses geôliers français ou ses frères syriens, est une invitation à dépasser les crispations identitaires de l'époque. ◗ **C.G.**



DE HAUTE LUTTE. LA RÉVOLUTION DE L'AVORTEMENT
SOUS LA DIRECTION DE STÉPHANIE HENNETTE-VAUCHEZ ET LAURIE MARGUET, *CNRS Éditions, 504 pages.*

RÉVOLUTION DE **L'AVORTEMENT**

Cinquante ans de luttes autour de l'interruption volontaire de grossesse (IVG) en France décortiqués par des spécialistes du droit, de la sociologie, de l'histoire, de l'anthropologie, de la psychologie, de la littérature, du cinéma… Saisissant le prétexte de l'anniversaire de la loi Veil, le livre s'ouvre avec une réflexion sur la constitutionnalisation récente de l'IVG, devenue une « liberté garantie ». Mais la « liberté » n'est pas le « droit », observent les autrices, et les inégalités dans ce domaine restent fortes… Ceci posé, l'ouvrage s'aventure bien au-delà des textes législatifs. La philosophe Camille Froidevaux-Metterie voit dans l'accès à l'IVG *« le socle de la démocratie »*, tandis que Geneviève Sellier analyse la stigmatisation sociale de l'avortement en lien avec sa représentation dans le cinéma français, où il a longtemps été décrit comme un drame. Les autrices insistent enfin sur l'urgence de dépasser ces visions pour construire une véritable justice reproductive, notamment en abordant les inégalités financières et territoriales qui freinent l'accès à l'IVG. Comme le conclut Véronique Sehier, coprésidente du Planning familial : *« L'avortement, c'est un droit, une liberté, mais avant tout, une histoire de lutte. »* ◗ **C.G.**



GÉNIES DU MAL. COMMENT ILS FONT L'HISTOIRE
FABRICE D'ALMEIDA, *Plon, 384 pages.*

DÉLIVREZ-NOUS DU MAL

Comprendre le mal pour mieux le combattre : voilà l'ambition que s'est fixée l'historien Fabrice d'Almeida. Et *« pour faire l'histoire du mal, il faut regarder qui l'incarne »*, prévient-il d'emblée. À travers une galerie de portraits aussi terrifiants que passionnants, il analyse les ressorts qui ont changé 52 personnages historiques en véritables monstres, incarnations des dysfonctionnements de leur temps. Adolf Hitler, Charles Ponzi, créateur du célèbre système d'escroquerie en chaîne, ou encore Jim Jones, ce gourou qui poussa 914 adeptes au suicide collectif, tous avaient en commun une *« capacité à entraîner des femmes et des hommes dans leur perte en les faisant rêver »*. Une faculté de manipulation qui traverse les époques. Mais l'ouvrage évite tout jugement moral définitif ; l'auteur replace ces « monstres » dans leur époque, analysant pour chacun d'entre eux en quoi le contexte historique a contribué à sceller leur destin. Sans se faire d'illusions sur les leçons que nous aurions pu tirer du passé : *« Nous vivons une période de retour du mal »*, prévient-il. Une lecture essentielle pour comprendre ces *« âmes sombres »* et saisir les mécanismes intemporels de la noirceur humaine. ◗ **C.G.**

DR

& AUTRES HISTOIRES

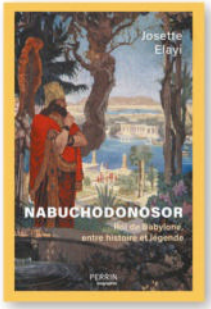
Par Cécile Gérardin & Philippe Bourbeillon



L'HUMEUR RÉVOLUTIONNAIRE. PARIS, 1748-1789
ROBERT DARNTON,
Gallimard,
592 pages.

UN MONDE **EN MUTATION**

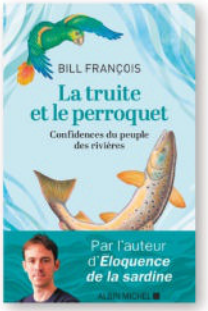
C'est une plongée dans l'effervescence d'un XVIII^e siècle où Paris, saturé de rumeurs, prépare le grand soulèvement de 1789 que nous offre ici l'historien américain Robert Darnton. À travers un patient travail d'archives – journaux intimes, gazettes –, il explore les multiples troubles qui, de 1748 à 1789, ont forgé ce qu'il appelle l'*« humeur révolutionnaire »*. Soit la lente gestation d'une conscience collective, nourrie par les échanges dans les cafés, les faubourgs, et même sous les arbres des promenades. Pamphlets qui circulent sous le manteau, chansons engagées interprétées en public… Darnton décrit le *« système multimédia »* qui a créé un terreau propice à la contestation. Il raconte aussi comment le mécontentement s'ancre dans la haine du despotisme sous toutes ses formes : l'autorité abusive des corporations sur les métiers, de la faculté de médecine sur les praticiens… À cela s'ajoute le rejet des inégalités fiscales, l'aspiration à une liberté d'action et de parole affranchie des espions royaux et une foi grandissante en la raison des Lumières, incarnée par des personnalités comme Voltaire, Rousseau et Beaumarchais. Finalement, le livre pose une question essentielle : qu'est-ce qui, en juillet 1789, a transformé cette *« humeur révolutionnaire »* en révolution véritable ? ◗ **C.G.**



NABUCHODONOSOR
JOSETTE ELAYI,
Perrin, 320 pages.

ENTRE **HISTOIRE** ET **LÉGENDE**

Personnage tout à la fois historique et mythique, Nabuchodonosor II reste célèbre pour son règne flamboyant (605-562 av. J.-C.) sur la Mésopotamie. En équilibre subtil entre rigueur scientifique et souffle romanesque, Josette Elayi fait au travers de cette biographie le récit d'une époque marquée par des conquêtes grandioses, des rénovations architecturales exceptionnelles et d'épiques controverses politiques et religieuses. En effet, Nabuchodonosor fut un bâtisseur admiré, mais aussi le destructeur de Jérusalem, qualifié de *« bête sauvage »* par le prophète Daniel. Au-delà de l'homme, c'est aussi Babylone, la légendaire « Porte des dieux », qui revit dans ce récit. Sous l'impulsion du souverain, la cité devint l'une des sept merveilles du monde antique, avec sa ziggourat et ses jardins suspendus. La richesse des sources – tablettes cunéiformes, inscriptions et textes bibliques – permet à l'autrice de restituer la complexité de ce règne. En filigrane transparaît cette interrogation : comment l'aura du souverain a-t-elle pu lui survivre durant deux millénaires ? Sans doute grâce à l'héritage culturel et politique de Nabuchodonosor, roi de la démesure. ◗ **C.G.**



LA TRUITE ET LE PERROQUET
BILL FRANÇOIS,
Albin Michel,
304 pages.

RETOUR AUX **SOURCES**

C'est fou ce qu'on peut apprendre d'une truite. Une fario (comprenez sauvage), pas de pisciculture, ces pauvres ersatz à écailles voués essentiellement à divertir des mous du moulinet, sinon à finir noyés sous une avalanche d'amandes effilées dans nos assiettes. Non, c'est à la reine des rivières que Bill François a décidé de filer le train pour mieux nous raconter notre environnement. Pensez donc : née dans l'eau vive des rivières de chez nous, acclimatée à son milieu naturel, notre héroïne, avant de souvent s'élancer vers une nouvelle vie océanique, sera confrontée à mille aventures et tout autant de dangers révélateurs du monde tel qu'il est. Bill, conteur hors pair, écologiste éclairé et éclairant (ça change un peu !), lanceur d'alerte, n'oublie pas de nous charmer et nous faire partager son émerveillement face à la beauté et la magie de la nature. Le tout solidement charpenté par une démarche scientifique sans faille. Bref, après avoir lu ce livre, vous ne regarderez plus jamais les truites de la même manière. En espérant qu'elles nous survivent, bien évidemment. Car telle est la question. ◗ **P.B.**

RENDEZ-VOUS LE 3 AVRIL PROCHAIN POUR NOTRE NUMÉRO SUR

L'HISTOIRE DE L'ALGÉRIE



Flottille devant Alger, par Carl Ludwig Hofmeister, 1830.

LES CAHIERS SCIENCE&VIE

REWORLD MEDIA
LEADING MEDIA GROUP

REWORLD MEDIA MAGAZINES
Une publication du groupe
ÉDITEUR REWORLD MEDIA MAGAZINES SAS
40, avenue Aristide Briand
92227 Bagneux Cedex
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION Gautier Normand
ACTIONNAIRE Reworld Media France
RCS Nanterre 477 494 371
Tel accueil : 01 41 33 50 00
RÉDACTION 40, avenue Aristide Briand
92227 Bagneux Cedex Tél. : 01 46 48 19 88.
DIRECTION DE LA RÉDACTION Karine Zagaroli et Philippe Bourbeillon, assistés de Bénédicte Orselli
RÉDACTEUR EN CHEF Philippe Bourbeillon
RÉALISATION Delicity
DIRECTRICE ARTISTIQUE Anaïs Delaporte
COUVERTURE Élienor Lo Meo
COORDINATION Marie-Pierre Ombrédanne
SECRÉTAIRE DE RÉDACTION Julien Nénault
RESPONSABLE PHOTO Pierre Husson

ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO
Anne Lefèvre-Balleydier, Pascale Desclos, Aimie Eliot, Cécile Gérardin, Fabienne Lemarchand, François Mallordy, Marielle Mayo, Christophe Migeon, Philippe Testard-Vaillant.
SERVICE LECTEURS sev.lecteurs@reworldmedia.com
DIRECTION-ÉDITION
Directeur d'édition : Germain Périnet
Éditrice adjointe : Charlotte Mignerey
DIFFUSION
Responsable ventes marché : Siham Daassa
Responsable diffusion : Isabelle Fargier
ABONNEMENTS ET DIFFUSION
Directrice marketing client : Catherine Grimaud
MARKETING
Responsable marketing et relations presse : Giliane Douls.
PUBLICITÉ. TÉL. 01 41 33 51 16
Directrice générale : Élodie Bretaudeau-Fonteilles
Directrice de Pôle Commercial : Catherine Mireux
Directrice de Publicité : Anne Lefeuvre
Planning : Sandrine Aleton, Angélique Consoli (53 52), Stéphanie Guillard (53 50)
Trafic : Catherine Leblanc (43 86)
FABRICATION Bénédicte Gaudin, Cindy Babic
DÉPARTEMENT INTERNATIONAL
Directeur : Andrea Albini, albini@reworldmedia.com
PRÉPRESSE/PHOTOGRAVURE Sylvain Boularand,

IMPRIMERIE IMAYE Graphic, 96, bd Henri-Becquerel, ZI les Touches 53021 Laval.
ISSN : n° 1157-4887
Commission paritaire : n° 1128 K 79605.
Tarif d'abonnement légal : 1 an, 6 n° : 41,40 €.
Dépôt légal : janvier 2025

RELATIONS CLIENTÈLE ABONNÉS
Service Abonnements :
Cahiers de Science & Vie 59898 Lille Cedex 9
Tél. : 01 46 48 47 87
(Ouverture du lundi au vendredi de 9h à 19h, le samedi de 9h à 18h)
Pour nous contacter par écrit : https://www.serviceabomag.fr
COMMANDES D'ANCIENS NUMÉROS ET RELIURES : Tél. : 01 46 48 47 87 www.kiosquemag.com
ÉTATS-UNIS ET CANADA : Express Mag, 8275, Avenue Marco Polo, Montréal, QC H1E 7K1, Canada. Tél. : 1 800 363-1310 (français) et 1 877 363-1310 (anglais). Fax : (514) 355-3332.
SUISSE : Edigroup. 39, rue Peillonnex 1225 Chêne Bourg. Tel. : 022 860 84 50 ; reworld@edigroup.ch
BELGIQUE : Edigroup Belgique. Bastion Tower Etage 20 – Pl. du Champs-de-Mars 5 – 1050 Bruxelles. Tél. : 070 233 304. reworld@edigroup.be

Affichage environnemental
Origine du papier : Allemagne.
Taux de fibres recyclées : 0 %.
Certification : PEFC. Impact sur l'eau : Ptot 0,014 kg/tonne.

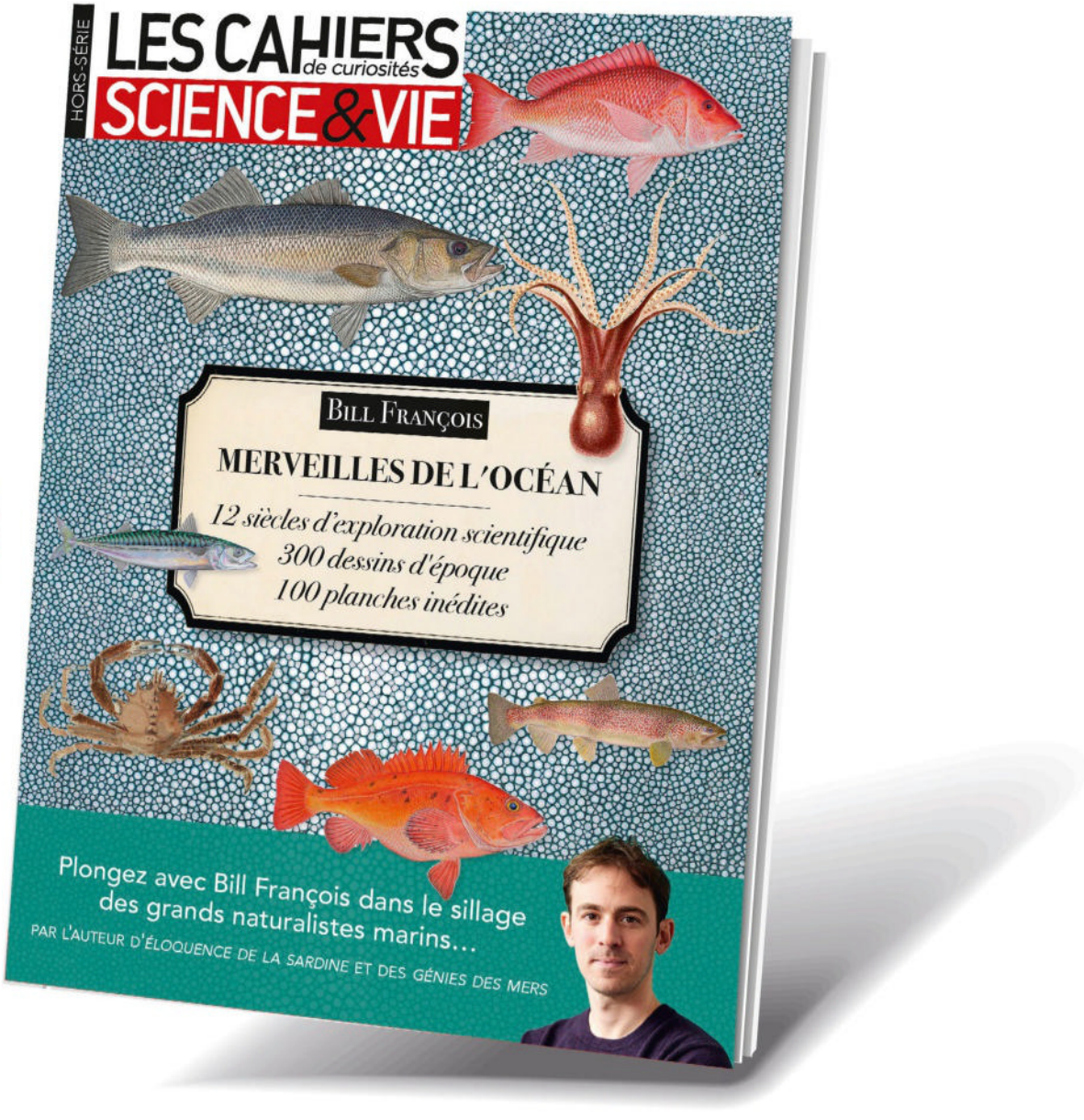
LE TRI + FACILE BAC DE TRI

Certifié PEFC
Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.
PEFC 10-31-1141
pefc-france.org

AURIMAGES

LES CAHIERS SCIENCE&VIE
— LA BOUTIQUE —

UNE PLONGÉE DANS L'HISTOIRE **DES ILLUSTRATIONS MARINES !**



19,90 € seulement

Les Cahiers de curiosités Science & Vie sortent un numéro exceptionnel sur les Merveilles de l'océan **en collaboration avec l'auteur Bill François.** Cet ouvrage nous invite à **découvrir une véritable odyssée à travers les dessins naturalistes marins,** du Moyen-Âge jusqu'à nos jours. **Mêlant l'esthétisme de ces œuvres d'art à des analyses scientifiques minutieuses,** l'auteur nous révèle l'importance de ces œuvres dans la compréhension et la conservation des écosystèmes marins.

LES POINTS FORTS DE CE LIVRE :

- **Une sélection d'illustrations inédites et rares** issues de collections prestigieuses et de bibliothèques.
- **L'humour et les anecdotes au service de la science :** Bill François redonne vie aux récits de ces hommes qui ont œuvré pour la recherche des sciences du vivant.
- **Un hommage aux naturalistes et un regard vers l'avenir** qui nous invite à réfléchir aux enjeux contemporains de la préservation de la biodiversité.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
et sur www.kiosquemag.com/boutique

FLASHEZ-MOI !

LES CAHIERS
SCIENCE&VIE

PARIS